REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

ECOLE SUPERIEURE DE COMMERCE

Pôle Universitaire de Koléa

Mémoire de fin d'études en vue de l'obtention d'un diplôme de master en sciences financières et comptabilité

Spécialité : FINANCE D'ENTREPRISE

Thème :

L'effet asymétrique de prix de pétrole sur la politique financière en Algérie : - Étude économétrique -

Elaboré par :

Mlle BOUTINE Yousra

Encadré par :

Mr BOUCHERITE kamel

Lieu de stage : DGP Ministére des finances , Ben Aknoun , Alger

Période de stage : du 14/02/2026 au 15/05/2026

Année universitaire 2025/2026

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

ECOLE SUPERIEURE DE COMMERCE

Pôle Universitaire de Koléa

Mémoire de fin d'études en vue de l'obtention d'un diplôme de master en sciences financières et comptabilité

Spécialité : FINANCE D'ENTREPRISE

Thème :

L'effet asymétrique de prix de pétrole sur la politique financière en Algérie : - Étude économétrique -

Elaboré par :

Mlle BOUTINE Yousra

Encadré par :

Mr BOUCHERITE kamel

Lieu de stage : DGP Ministére des finances , Ben Aknoun , Alger

Période de stage : du 14/02/2026 au 15/05/2026

Année universitaire 2025/2026

Remerciements

Au terme de ce travail, je tiens tout d'abord à exprimer ma profonde gratitude à Dieu, le Tout-Puissant, qui m'a accordé la force, la patience et la persévérance nécessaires pour mener à bien ce projet.

Je tiens à adresser mes plus sincères remerciements à mon encadrant, Monsieur **Boucherite Kamel**, pour son accompagnement rigoureux, ses conseils précieux et sa disponibilité tout au long de l'élaboration de ce mémoire. Son encadrement m'a permis d'avancer avec confiance et d'enrichir mes connaissances.

J'exprime également ma reconnaissance à l'ensemble des enseignants de l'École Supérieure de Commerce, pour la qualité de leur formation et les efforts fournis tout au long de mon parcours académique.

Mes remerciements s'adressent aussi aux membres du jury, qui ont bien voulu consacrer une partie de leur temps à l'évaluation de ce travail.

Je tiens à exprimer ma profonde gratitude à ma famille, pour son soutien indéfectible, sa patience et ses encouragements constants, qui ont été une véritable source de motivation.

Enfin, je remercie chaleureusement mes amis ainsi que toutes les personnes qui, de près ou de loin, ont contribué à la réalisation de ce mémoire.

Dedicaces

Tout d'abord, je rends grâce **à Dieu**, le Tout-Puissant, de m'avoir accordé la force, la patience et la détermination nécessaires pour accomplir ce travail.

À cette étape importante de ma vie, je dédie ce travail à ceux qui occupent une place inestimable dans mon cœur.

À **mon père**, symbole de force et de persévérance, qui a toujours été mon soutien et ma source de motivation. Ta confiance en moi m'a donné le courage d'avancer et de ne jamais renoncer.

À **ma mère**, source infinie d'amour, de tendresse et de sacrifice. Ta patience, ta bienveillance et ton dévouement ont été pour moi un refuge et une lumière dans les moments les plus difficiles.

À **mes frères et sœurs**, pour leur soutien constant, leur présence rassurante et leur encouragement tout au long de ce parcours.

À **mes amis**, pour leur sincérité, leur fidélité et tous les moments partagés qui ont rendu ce chemin plus léger et plus agréable.

Enfin, **à toute personne** ayant contribué, de près ou de loin, à la réalisation de ce travail.

SOMMAIRE

Introduction générale ..... A

Chapitre I : Cadre théorique de la politique financière et des chocs pétroliers 1

Introduction 2

Section 1 : Généralités sur la politique financière et ses instruments 3

Section 2 : L'efficacité de la politique financière dans l'économie 18

Section 3 : L'impact des chocs pétroliers sur la politique financière 31

CHAPITRE II : L'IMPACT DES CHOCS PÉTROLIERS SUR LA POLITIQUE FINANCIÈRE EN ALGÉRIE 41

Introduction 42

Section 1 : Dynamique des prix du pétrole et vulnérabilité de l'économie algérienne 43

Section 2 : Évolution de la politique financière en Algérie dans le cadre des réformes économiques 58

Section 3 : Interaction de la politique financière en Algérie avec les chocs pétroliers 71

Chapitre III : Étude économétrique de l'effet asymétrique des prix du pétrole sur la politique financière en Algérie 84

Introduction du chapitre 85

Section 1 : Étude descriptive et méthodologique du modèle économétrique 86

Section 2 : Estimation économétrique des modèles de l'étude 101

Section 3 : Validation des modèles et analyse économique des résultats 120

Conclusion générale 134

LISTE DES ABREVIATION

Abréviation	Désignation
ADF	Augmented Dickey-Fuller (Test de Dickey-Fuller Augmenté)
AIC	Akaike Information Criterion (Critère d'information d'Akaike)
ARDL	Autoregressive Distributed Lag
BG	Breusch-Godfrey (Test de Breusch-Godfrey)
BPG	Breusch-Pagan-Godfrey (Test de Breusch-Pagan-Godfrey)
CUSUM	Cumulative Sum of Recursive Residuals
DP	Dépenses Publiques
ECM	Error Correction Model (Modèle à Correction d'Erreur)
EIA	U.S. Energy Information Administration
FMI	Fonds Monétaire International
FRR	Fonds de Régulation des Recettes
GGR	Government Revenue (Recettes publiques dans la base WEO)
GGX	Government Expenditure (Dépenses publiques dans la base WEO)
IMF	International Monetary Fund
JB	Jarque-Bera (Test de normalité de Jarque-Bera)
MEM	Ministère de l'Énergie et des Mines
NARDL	Nonlinear Autoregressive Distributed Lag (Modèle ARDL Non-Linéaire)
OP	Oil Price (Prix du Pétrole)
PIB	Produit Intérieur Brut
PP	Prix du Pétrole (Brent) / Phillips-Perron (Test de stationnarité)

Liste des abréviations

RP	Recettes Publiques
RPIB	PIB Réel
SIC	Schwarz Information Criterion (Critère de Schwarz)
WEO	World Economic Outlook (FMI)
WTI	West Texas Intermediate (Référence pétrolière américaine)

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 3- 1: Présentation des variables, sources des données et période d'étude 92
Tableau 3- 2: Synthèse des tests de stationnarité ADF et Phillips-Perron 105
Tableau 3- 3 : Estimation du modèle NARDL(2,2,2) — Variable dépendante : ΔDP (1993–2024). Source : Résultat obtenu à partir du logiciel EViews. 108
Tableau 3- 4: Résultats du Bounds Test — Modèle 1 (DP) 109
Tableau 3- 5: Coefficients de long terme — Modèle 1 (DP) 110
Tableau 3- 6: Résultats du test d'asymétrie de Wald — Modèle 1 (DP) 112
Tableau 3- 7: Résultats du Bounds Test — Modèle 2 (RP) 115
Tableau 3- 8: Coefficients de long terme — Modèle 2 (RP) 116
Tableau 3- 9 : Résultats du test d'asymétrie de Wald — Modèle 2 (RP) 118
Tableau 3- 10: Résultats du test d'autocorrélation de Breusch-Godfrey 121
Tableau 3- 11: Résultats du test d'hétéroscédasticité de Breusch-Pagan-Godfrey 122
Tableau 3- 12: Résultats du test de normalité de Jarque-Bera 123
Tableau 3- 13: Synthèse des tests diagnostiques — Modèles 1 et 2 125
Tableau 3- 14: Tableau comparatif des résultats des deux modèles NARDL 127

LISTE DES FIGURE

Figure 1- 1: Équilibre macroéconomique dans le modèle IS-LM 27
Figure 1- 2: Effet de la politique financière sur l'équilibre macroéconomique 28

Figure 2- 1: Évolution des prix du pétrole (WTI) sur la période 1946–1986 45
Figure 2- 2: Évolution des prix du pétrole (Brent) sur la période 1987–2025 47
Figure 2- 3 :Évolution de la contribution du secteur des hydrocarbures au produit intérieur brut (PIB) en Algérie durant la période (2001–2019) (en %)..... 52
Figure 2- 4: Évolution de la contribution des exportations pétrolières dans les exportations totales en Algérie durant la période (2001–2019) (en %) 53
Figure 2- 5: Évolution des exportations algériennes d'hydrocarbures durant la période (2000–2009) 54
Figure 2- 6: Contribution des recettes pétrolières aux recettes publiques en Algérie durant la période (2001–2019) (en %)..... 55

Figure 3- 1: Évolution de la série des dépenses publiques (DP) de 1990 à 2024..... 94
Figure 3- 2: Évolution de la série des recettes publiques (RP) de 1990 à 2024 95
Figure 3- 3: Évolution de la série du PIB réel (RPIB) de 1990 à 2024 95
Figure 3- 4: Évolution de la série du prix du pétrole Brent (PP) de 1990 à 2024 96
Figure 3- 5: Matrice de corrélation entre les variables de l'étude 98
Figure 3- 6: Test ADF — Série PP en niveau. Source : Résultat obtenu à partir du logiciel R 101
Figure 3- 7: Test ADF — Série DP en niveau. Source : Résultat obtenu à partir du logiciel R. 101
Figure 3- 8: Test ADF — Série RP en niveau. Source : Résultat obtenu à partir du logiciel R. 101
Figure 3- 9: Test ADF — Série RPIB en niveau. Source : Résultat obtenu à partir du logiciel R. 102
Figure 3- 10: Test ADF — Série ΔDP en première différence. Source : Résultat obtenu à partir du logiciel R. 102
Figure 3- 11: Test ADF — Série ΔRP en première différence. Source : Résultat obtenu à partir du logiciel R. 102
Figure 3- 12: Test ADF — Série ΔRPIB en première différence. Source : Résultat obtenu à partir du logiciel R. 102
Figure 3- 13: Test ADF — Série ΔPP en première différence. Source : Résultat obtenu à partir du logiciel R. 102
Figure 3- 14: Test PP — Série DP en niveau. Source : Résultat obtenu à partir du logiciel R. 103
Figure 3- 15: Test PP — Série RP en niveau. Source : Résultat obtenu à partir du logiciel R. 103
Figure 3- 16: Test PP — Série RPIB en niveau. Source : Résultat obtenu à partir du logiciel R. 103
Figure 3- 17: Test PP — Série PP en niveau. Source : Résultat obtenu à partir du logiciel R. 104
Figure 3- 18: Test PP — Séries ΔDP et ΔRP en première différence. Source : Résultat obtenu à partir du logiciel..... 104

Liste des figures

Figure 3- 19: Test PP — Séries ΔRPIB et ΔPP en première différence. Source : Résultat obtenu à partir du logiciel R 104
Figure 3- 20: Critère AIC — Sélection du Modèle 1 : ARDL(2,2,2). Source : Résultat obtenu à partir du logiciel EViews. 106
Figure 3- 21: Critère SIC — Sélection du Modèle 2 : ARDL(3,2,2). Source : Résultat obtenu à partir du logiciel EViews. 106
Figure 3- 22: Bounds Test — Modèle 1 (Variable dépendante : DP). Source : Résultat obtenu à partir du logiciel EViews. 109
Figure 3- 23 : Coefficients de long terme — Modèle 1 (Variable dépendante : DP). Source : Résultat obtenu à partir du logiciel EViews. 110
Figure 3- 24: Modèle ECM — Modèle 1 (Variable dépendante : ΔDP) Source : Output EViews, calculs de l'auteur. 111
Figure 3- 25: Test d'asymétrie (Wald Symmetry Test) — Modèle 1. Source : Résultat obtenu à partir du logiciel EViews. 112
Figure 3- 26: Multiplicateurs dynamiques cumulés — PP sur DP. Source : Résultat obtenu à partir du logiciel EViews. 113
Figure 3- 27: Estimation du modèle NARDL(3,2,2) — Variable dépendante : ΔRP (1993-2024). Source : Résultat obtenu à partir du logiciel EViews. 114
Figure 3- 28: Bounds Test — Modèle 2 (Variable dépendante : RP). Source : Résultat obtenu à partir du logiciel EViews. 115
Figure 3- 29: Coefficients de long terme — Modèle 2 (Variable dépendante : RP). Source : Résultat obtenu à partir du logiciel EViews. 116
Figure 3- 30: Modèle ECM — Modèle 2 (Variable dépendante : ΔRP). Source : Résultat obtenu à partir du logiciel EViews. 117
Figure 3- 31: Test d'asymétrie (Wald Symmetry Test) — Modèle 2. Source : Résultat obtenu à partir du logiciel EViews. 118
Figure 3- 32: Multiplicateurs dynamiques cumulés — PP sur RP. Source : Résultat obtenu à partir du logiciel EViews. 119
Figure 3- 33: Test Breusch-Godfrey — Modèle 1 (DP) Source : Output EViews. 120
Figure 3- 34: Test Breusch-Godfrey — Modèle 2 (RP) Source : Output EViews. 120
Figure 3- 35: Test Breusch-Pagan-Godfrey — Modèle 1 (DP) Source : Output EViews. 121
Figure 3- 36: Test Breusch-Pagan-Godfrey — Modèle 2 (RP) Source : Output EViews. 121
Figure 3- 37: Test de normalité Jarque-Bera — Modèle 1 (DP) Source : Output EViews. ... 122
Figure 3- 38: Test de normalité Jarque-Bera — Modèle 2 (RP) Source : Output EViews. ... 123
Figure 3- 39: Test CUSUM — Modèle 1 (DP) Source : Output EViews. 124
Figure 3- 40: Test CUSUM of Squares — Modèle 1 (DP) Source : Output EViews. 124

LISTE DES ANNEXES

Annexe 1: Base de données des variables du modèle 147
Annexe 2: Statistiques descriptives des variables de l'étude sous R 148

RESUME

Cette étude a pour objectif d'analyser l'effet asymétrique des variations des prix du pétrole sur la politique financière en Algérie, à travers l'étude des dépenses publiques et des recettes publiques. En raison de la forte dépendance de l'économie algérienne aux revenus des hydrocarbures, les fluctuations des prix du pétrole influencent directement les équilibres financiers de l'État. Dans ce cadre, cette recherche met l'accent sur la nature asymétrique des effets des variations des prix du pétrole sur la politique financière. Afin d'atteindre les objectifs de l'étude, nous avons adopté une approche descriptive et analytique dans la partie théorique, complétée par une étude économétrique fondée sur le modèle NARDL, qui permet d'analyser les effets des variations positives et négatives des prix du pétrole à court et à long terme. Les résultats de l'étude montrent l'existence d'un effet asymétrique des prix du pétrole sur les variables de la politique financière en Algérie. Les hausses des prix du pétrole contribuent à l'amélioration des recettes publiques et à l'augmentation des dépenses publiques, tandis que les baisses des prix pétroliers entraînent des déséquilibres financiers plus importants.

Mots clés : Prix du pétrole, Politique financière, Effet asymétrique, Dépenses publiques, Recettes publiques, Modèle NARDL, Algérie.

الملخص

تهدف هذه الدراسة إلى تحليل الأثر غير المتماثل لتقلبات أسعار النفط على السياسة المالية في الجزائر، من خلال دراسة النفقات العمومية والإيرادات العمومية. ونظرًا لاعتماد الاقتصاد الجزائري بشكل كبير على عائدات المحروقات، فإن تقلبات أسعار النفط تؤثر بشكل مباشر على التوازنات المالية للدولة. وفي هذا الإطار، تركز هذه الدراسة على الطبيعة غير المتماثلة لآثار تغيرات أسعار النفط على السياسة المالية. ومن أجل تحقيق أهداف الدراسة، تم الاعتماد على المنهج الوصفي والتحليلي في الجانب النظري، مدعمًا بدراسة قياسية قائمة على نموذجNARDL ، الذي يسمح بتحليل آثار التغيرات الإيجابية والسلبية لأسعار النفط على المدى القصير والطويل. وقد أظهرت نتائج الدراسة وجود أثر غير متماثل لأسعار النفط على متغيرات السياسة المالية في الجزائر، حيث تساهم الزيادات في أسعار النفط في تحسين الإيرادات العمومية وزيادة النفقات العمومية، في حين تؤدي الانخفاضات في أسعار النفط إلى اختلالات مالية أكثر حدة.

الكلمات المفتاحية: أسعار النفط، السياسة المالية، الأثر غير المتماثل، النفقات العمومية، الإيرادات العمومية، نموذج NARDL، الجزائر.

INTRODUCTION GÉNÉRALE

Introduction générale

Dans un contexte économique marqué par la volatilité des marchés internationaux de l'énergie, les fluctuations des prix du pétrole constituent un facteur déterminant dans l'évolution des équilibres macroéconomiques, particulièrement dans les économies fortement dépendantes des ressources naturelles. À l'instar de ces économies, l'Algérie tire une part essentielle de ses ressources financières du secteur des hydrocarbures, ce qui confère aux revenus pétroliers un rôle central dans le financement des finances publiques et dans l'orientation de la politique financière de l'État.

Cette dépendance structurelle rend la politique financière algérienne particulièrement sensible aux variations des prix du pétrole. En effet, toute fluctuation des cours pétroliers se répercute directement sur les recettes publiques, les dépenses publiques ainsi que sur les équilibres financiers de l'État. Ainsi, les périodes de hausse des prix du pétrole sont généralement associées à une amélioration des indicateurs financiers et à une expansion des dépenses publiques, tandis que les périodes de baisse entraînent des déséquilibres budgétaires et des contraintes financières importantes.

Toutefois, plusieurs travaux économiques ont montré que l'impact des variations des prix du pétrole ne se manifeste pas de manière symétrique. À cet égard, Hamilton (1983) fut parmi les premiers chercheurs à mettre en évidence l'influence des chocs pétroliers sur l'activité économique, tandis que Mork (1989) a démontré l'existence d'une asymétrie dans la réaction des économies face aux fluctuations des prix du pétrole. De son côté, Kilian (2009) a souligné que la nature des chocs pétroliers constitue un facteur déterminant dans l'explication de leurs effets macroéconomiques.

Dans ce contexte, l'analyse de la relation asymétrique entre les prix du pétrole et la politique financière apparaît essentielle pour mieux comprendre les mécanismes de transmission des chocs pétroliers dans les économies dépendantes des ressources naturelles, notamment dans le cas de l'Algérie. En effet, les chocs négatifs des prix du pétrole tendent à produire des effets plus importants sur les finances publiques, en raison de la rigidité des dépenses publiques et de la forte dépendance aux recettes pétrolières.

À cet égard, l'utilisation de modèles économétriques non linéaires, tels que le modèle NARDL (Nonlinear Autoregressive Distributed Lag), permet de distinguer les effets des variations positives et négatives des prix du pétrole, aussi bien à court terme qu'à long terme, et d'analyser la dynamique réelle de la politique financière face aux chocs pétroliers.

Dans ce cadre, la présente étude vise à analyser l'effet asymétrique des variations des prix du pétrole sur la politique financière en Algérie, à travers l'étude des principales variables financières, notamment les dépenses publiques et les recettes publiques. L'objectif est de mettre en évidence la manière dont la politique financière réagit aux chocs pétroliers, en distinguant les effets des hausses et des baisses des prix du pétrole sur les finances publiques algériennes.

Problématique

À la lumière de la dépendance structurelle de l'économie algérienne aux recettes pétrolières, les fluctuations du prix du pétrole constituent un déterminant essentiel de la politique financière du pays. Cependant, les travaux récents montrent que ces fluctuations n'induisent pas des effets symétriques : les chocs négatifs semblent exercer un impact plus marqué sur les équilibres budgétaires que les chocs positifs.

Dans ce cadre, notre problématique de recherche s'énonce comme suit :

« En quoi les variations asymétriques du prix du pétrole influencent-elles la politique financière en Algérie à court et à long terme ? »

Afin d'apporter une réponse précise à cette problématique, il convient d'examiner les questions secondaires suivantes :

- Les dépenses publiques en Algérie réagissent-elles différemment aux chocs de hausse et de baisse des prix du pétrole ?
- Les recettes fiscales pétrolières présentent-elles un comportement asymétrique face aux variations des prix du pétrole ?
- Dans quelle mesure les chocs des prix du pétrole influencent-ils le déficit budgétaire et la dette publique en Algérie ?
- Le modèle NARDL permet-il d'expliquer la relation asymétrique entre les prix du pétrole et les variables de la politique financière à court et à long terme ?

Hypothèses

Les réponses possibles à ces sous-questions reposent respectivement sur les hypothèses suivantes :

- **Hypothèse 1 :** La réaction des dépenses publiques en Algérie est asymétrique face aux chocs des prix du pétrole, l'impact des baisses étant plus marqué que celui des hausses.

- **Hypothèse 2 :** Les recettes fiscales pétrolières présentent un comportement asymétrique vis-à-vis des variations des prix du pétrole, avec une sensibilité plus élevée aux chocs négatifs.
- **Hypothèse 3 :** Les chocs négatifs des prix du pétrole entraînent une aggravation du déficit budgétaire et une augmentation plus rapide de la dette publique par rapport aux chocs positifs.
- **Hypothèse 4 :** Le modèle NARDL met en évidence l'existence d'une relation asymétrique entre les prix du pétrole et les variables de la politique financière en Algérie à court et à long terme.

Études antérieures

Dans ce qui suit, nous présentons quelques études antérieures ayant traité la relation entre les prix du pétrole et la politique financière, particulièrement dans les économies exportatrices de pétrole et dans le cas algérien.

- **L'étude de Arezki et Ismail (2013)**

L'étude de Arezki et Ismail (2013), publiée dans le Journal of Development Economics, analyse la relation entre les cycles pétroliers, la réponse asymétrique de la politique financière et le phénomène du Dutch disease dans les pays riches en ressources naturelles. Les auteurs montrent que les dépenses publiques augmentent fortement durant les périodes de hausse des prix du pétrole, mais qu'elles ne diminuent pas de manière proportionnelle lors des baisses, ce qui traduit une rigidité à la baisse des dépenses publiques. Les résultats confirment également le caractère procyclique de la politique financière dans les économies dépendantes des ressources pétrolières. Cette étude constitue une référence théorique importante pour notre recherche, notamment dans l'analyse de l'asymétrie des dépenses publiques face aux chocs pétroliers.

- **L'étude de Attouchi (2021)**

L'étude de Attouchi (2021) examine l'impact des chocs des prix du pétrole sur la politique financière en Algérie à travers une approche économétrique appliquée. Les résultats montrent que les fluctuations des prix pétroliers influencent significativement les équilibres des finances publiques algériennes, notamment à travers les recettes publiques et les dépenses publiques. L'auteur souligne également que la forte dépendance de l'économie algérienne aux hydrocarbures accentue la vulnérabilité des finances publiques face aux chocs externes, ce qui

nécessite des réformes financières structurelles afin d'assurer une meilleure stabilité macroéconomique.

- **L'étude de Boulila, Benbouziane et Chekouri (2020)**

L'étude de Boulila, Benbouziane et Chekouri (2020) analyse l'effet asymétrique des prix du pétrole et de la politique financière sur l'économie algérienne à l'aide du modèle NARDL sur la période 1990-2019. Les résultats mettent en évidence l'existence d'effets asymétriques significatifs des variations des prix du pétrole sur les variables macroéconomiques algériennes. Les auteurs montrent également que les prix du pétrole influencent fortement l'activité économique et les finances publiques en Algérie. Cette étude est particulièrement proche de notre travail en raison de la similitude du contexte algérien et de la méthodologie économétrique utilisée.

Malgré l'importance des études précédentes, peu de recherches se sont intéressées à l'analyse asymétrique de l'impact des variations des prix du pétrole sur les principales variables de la politique financière en Algérie à travers une approche NARDL appliquée à une période récente. Ainsi, la présente étude cherche à contribuer à la littérature économique en mettant l'accent sur la dynamique asymétrique des prix du pétrole et leurs effets sur les dépenses publiques et les recettes publiques en Algérie.

Importance du sujet

L'importance de cette étude réside dans le rôle central que jouent les ressources pétrolières dans le financement des finances publiques en Algérie. En effet, la forte dépendance de l'économie algérienne aux revenus des hydrocarbures rend la politique financière particulièrement sensible aux fluctuations des prix du pétrole.

Dans ce cadre, l'analyse des variations des prix du pétrole permet de mieux comprendre le comportement des principales variables de la politique financière, notamment les dépenses publiques et les recettes publiques, qui représentent des instruments essentiels de l'intervention économique de l'État.

Par ailleurs, l'étude de l'asymétrie des effets des chocs pétroliers permet d'expliquer les différences de réaction des finances publiques entre les périodes de hausse et de baisse des prix du pétrole, un aspect qui demeure relativement peu approfondi dans plusieurs études appliquées au cas algérien.

Ainsi, cette recherche vise à apporter une contribution scientifique à travers l'utilisation du modèle NARDL, qui permet d'analyser les effets asymétriques des variations positives et négatives des prix du pétrole à court et à long terme.

Enfin, cette étude contribue à enrichir la littérature économique relative à l'économie algérienne, en combinant une approche théorique et une analyse économétrique appliquée à une période récente, afin de mieux comprendre les mécanismes de transmission des chocs pétroliers vers la politique financière.

Objectifs de la recherche

Dans le cadre de cette étude, les objectifs suivants sont retenus :

• Analyser l'impact des variations des prix du pétrole sur la politique financière en Algérie, en mettant l'accent sur les dépenses publiques et les recettes publiques.

• Mettre en évidence l'existence d'un effet asymétrique des variations des prix du pétrole sur les variables de la politique financière.

• Étudier la relation entre les prix du pétrole et les variables financières à court et à long terme afin de comprendre la dynamique d'ajustement des finances publiques face aux fluctuations pétrolières.

• Appliquer le modèle économétrique NARDL dans le but d'analyser la nature non linéaire de la relation entre les prix du pétrole et la politique financière en Algérie.

Méthodologie de la recherche

Le choix de la méthodologie adoptée dans cette recherche découle de la nature de notre problématique, qui vise à analyser l'effet des variations des prix du pétrole sur la politique financière en Algérie. Afin de répondre à cette problématique ainsi qu'aux questions de recherche, nous avons opté, dans un premier temps, pour une approche descriptive et analytique. Cette démarche permet de présenter les concepts théoriques liés aux prix du pétrole et à la politique financière, ainsi que d'examiner les relations entre les différentes variables à travers une revue de la littérature.

Dans un second temps, nous avons retenu une approche empirique fondée sur une méthodologie quantitative. Cette dernière consiste à collecter et analyser des données relatives aux prix du pétrole ainsi qu'aux principales variables de la politique financière en Algérie, à l'aide d'outils économétriques, notamment le modèle NARDL, afin de tester les hypothèses

formulées et d'analyser l'effet asymétrique des variations des prix du pétrole à court et à long terme.

Organisation de la recherche

Afin de répondre à la problématique posée et de vérifier les hypothèses de recherche, notre travail a été structuré en trois chapitres complémentaires combinant l'approche théorique et l'analyse empirique.

Chapitre I : Cadre théorique des chocs pétroliers et de la politique financière

Ce chapitre vise à présenter les fondements théoriques relatifs à la politique financière et aux chocs pétroliers. Dans la première section, nous avons abordé les généralités de la politique financière, ses objectifs ainsi que ses principaux instruments, tout en mettant en évidence le rôle des dépenses publiques, des recettes publiques et du budget de l'État dans l'orientation de l'activité économique. La deuxième section a été consacrée à l'étude de l'efficacité de la politique financière dans l'économie, à travers l'analyse des déterminants de son efficacité ainsi que des principaux modèles théoriques explicatifs, notamment le modèle IS-LM. Enfin, la troisième section a porté sur le concept des chocs pétroliers, leurs types et leurs causes, ainsi que sur les mécanismes de transmission de ces chocs vers la politique financière et leurs effets asymétriques sur les finances publiques.

Chapitre II : Évolution des chocs pétroliers et de la politique financière en Algérie

Ce chapitre est consacré à l'étude du cas algérien dans un contexte marqué par les fluctuations des prix du pétrole. La première section analyse l'évolution des prix du pétrole ainsi que le degré de vulnérabilité de l'économie algérienne face aux chocs pétroliers, en mettant en évidence l'importance du secteur des hydrocarbures dans l'économie nationale. La deuxième section porte sur l'évolution de la politique financière en Algérie, à travers l'étude des dépenses publiques, des recettes publiques et des équilibres financiers, ainsi que des principales réformes financières adoptées. Quant à la troisième section, elle traite de l'interaction entre la politique financière et les chocs pétroliers en Algérie, en analysant les mécanismes de transmission des chocs pétroliers aux finances publiques, le caractère procyclique de la politique financière, ainsi que le rôle du Fonds de Régulation des Recettes et des politiques financières mises en œuvre face aux récents chocs pétroliers.

Chapitre III : Étude économétrique de l'effet asymétrique des prix du pétrole sur la politique financière en Algérie – Application du modèle NARDL –

INTRODUCTION GÉNÉRALE

Ce chapitre est consacré à la partie empirique de l'étude. Dans la première section, nous avons présenté le cadre méthodologique de la recherche à travers l'identification des variables retenues, des sources des données ainsi que la présentation du modèle NARDL et l'analyse statistique descriptive des séries temporelles. La deuxième section a été consacrée à l'estimation des modèles économétriques, en commençant par les tests préliminaires des séries temporelles, puis les tests de cointégration et l'estimation des relations de court et de long terme, suivis de l'analyse des résultats obtenus. Enfin, la troisième section traite des tests diagnostiques et de stabilité des modèles, ainsi que de l'analyse économique des effets des chocs positifs et négatifs des prix du pétrole, tout en présentant les principaux résultats de l'étude, la validation des hypothèses de recherche ainsi qu'un ensemble de recommandations économiques.

CHAPITRE I : CADRE THÉORIQUE DE LA POLITIQUE FINANCIÈRE ET DES CHOCS PÉTROLIERS

Chapitre I : Cadre théorique de la politique financière et des chocs pétroliers

Introduction

L'analyse de la relation entre les chocs pétroliers et la politique financière constitue un axe fondamental de l'économie macroéconomique, notamment dans un contexte marqué par l'importance croissante des ressources énergétiques dans la détermination des équilibres économiques. En effet, les fluctuations des prix du pétrole ne représentent pas uniquement un phénomène de marché, mais s'apparentent à des chocs externes ayant des répercussions directes sur les variables économiques et financières, ce qui nécessite leur étude dans un cadre théorique structuré permettant d'en appréhender la nature et les mécanismes de transmission.

Par ailleurs, la politique financière constitue l'un des principaux instruments d'intervention de l'État face aux déséquilibres engendrés par ces chocs, à travers la gestion des dépenses publiques, la mobilisation des recettes ainsi que le pilotage du déficit budgétaire et de la dette publique. Dès lors, la compréhension des caractéristiques de cette politique et de ses modalités de fonctionnement apparaît indispensable pour analyser la manière dont l'économie réagit aux perturbations externes, en particulier celles liées aux variations des prix du pétrole.

Dans ce cadre, le présent chapitre a pour objectif de construire le socle théorique de la recherche. Il s'articule autour de trois sections principales. La première section est consacrée à l'étude des concepts fondamentaux des chocs pétroliers, notamment leur définition, leurs typologies, leurs causes et leurs effets économiques. La deuxième section porte sur la politique financière, en mettant en évidence son concept, ses objectifs et ses principaux instruments. Enfin, la troisième section est dédiée à l'analyse de la relation entre les chocs pétroliers et la politique financière, à travers les principales approches théoriques explicatives des mécanismes de transmission des fluctuations des prix du pétrole vers les finances publiques.

Chapitre I : Cadre théorique de la politique financière et des chocs pétroliers

Section 1 : Généralités sur la politique financière et ses instruments

La politique financière occupe une place centrale parmi les politiques économiques en raison de son rôle déterminant dans l'orientation de l'activité économique et la réalisation des objectifs macroéconomiques, tels que la croissance, la stabilité et la redistribution des revenus. Elle constitue un instrument fondamental par lequel l'État intervient dans l'économie, à travers la mobilisation de ses principales composantes, notamment les recettes publiques et les dépenses publiques, afin d'influencer les variables économiques globales.

Dans cette perspective, la politique financière ne se limite pas à la simple gestion des finances publiques, mais représente également un levier stratégique permettant de faire face aux déséquilibres économiques, en particulier en période de crises ou de chocs externes. Grâce à ses instruments, elle permet de stimuler la demande globale en période de récession ou de la freiner en cas de pressions inflationnistes, contribuant ainsi à la stabilité économique.

Par ailleurs, dans les économies fortement dépendantes des ressources naturelles, notamment les économies rentières comme celle de l'Algérie, la politique financière est étroitement liée aux fluctuations des prix du pétrole. Les chocs pétroliers, qu'ils soient positifs ou négatifs, exercent un impact direct sur les recettes publiques, en particulier celles issues de la fiscalité pétrolière, ce qui se répercute sur les équilibres budgétaires et économiques.

Ainsi, les chocs pétroliers constituent un facteur déterminant dans l'efficacité de la politique financière, en raison de leur influence sur les capacités de financement de l'État ainsi que sur ses choix en matière de dépenses publiques et de gestion budgétaire. Cette relation impose aux pouvoirs publics l'adoption de politiques financières flexibles et capables de s'adapter aux mutations de l'environnement économique international.

Dans ce contexte, ce chapitre vise à présenter le cadre théorique de la politique financière ainsi que son interaction avec les chocs pétroliers. Il s'articule autour de trois sections : la première porte sur les généralités de la politique financière et ses instruments, la deuxième traite de son efficacité dans l'économie, tandis que la troisième analyse l'impact des chocs pétroliers sur cette politique.

1 Définition et objectifs de la politique financière

1.1 Définition de la politique financière

Les définitions de la politique financière sont nombreuses et varient selon les approches des économistes. On peut en citer quelques-unes parmi les plus importantes :

- La politique financière est définie comme l'ensemble des mesures prises par l'État, relatives à l'utilisation des recettes et des dépenses publiques, afin d'influencer la demande globale et atteindre des objectifs économiques.
- Elle est également considérée comme un programme que l'État élabore et met en œuvre en utilisant ses ressources financières et ses politiques de dépenses, dans le but de produire des effets positifs sur les différentes variables économiques et sociales, tout en évitant les effets négatifs.
- La politique financière désigne aussi l'ensemble des actions entreprises par les autorités publiques pour ajuster le niveau des dépenses publiques ou des recettes fiscales, afin de réaliser des objectifs économiques précis.
- Enfin, elle peut être définie comme la démarche adoptée par l'État pour organiser les dépenses publiques et assurer leur financement à travers le budget de l'État.

À partir de ces différentes définitions, on peut dire que la politique financière constitue un outil essentiel de régulation économique. Elle permet à l'État d'intervenir dans l'activité économique en utilisant plusieurs instruments, tels que les dépenses publiques, les recettes fiscales et la dette publique, afin d'atteindre divers objectifs économiques et sociaux.[1]

1.2 Les objectifs de la politique financière

La politique financière vise à atteindre plusieurs objectifs économiques et sociaux, à travers l'utilisation de ses principaux instruments, notamment les dépenses publiques et les recettes fiscales. Parmi les objectifs les plus importants, on peut citer :

- **La croissance économique** : la politique financière contribue à stimuler l'activité économique en encourageant l'investissement et la production, notamment à travers l'augmentation des dépenses publiques ou la réduction de la pression fiscale .

- **La redistribution des revenus** : la politique financière permet de réduire les inégalités sociales grâce à l'utilisation du système fiscal et des transferts sociaux, dans le but d'assurer une meilleure répartition des richesses . [2]

- **La stabilité économique** : elle vise à maintenir l'équilibre macroéconomique en contrôlant l'inflation et en réduisant les fluctuations économiques, afin d'assurer un environnement économique stable .

---

[1] شليحي الطاهر، بن موفق زروق، بن عطا الله لخضر، **«السياسة المالية للجزائر بين أحكام قانون المالية 2016 وتوصيات صندوق النقد الدولي»**، مجلة البديل الاقتصادي، المجلد 3، العدد 1، 20 جوان 2016، ص 176.

[2] المرجع السابق، ص 177.

- **La réduction du chômage** : en agissant sur la demande globale, la politique financière contribue à augmenter le niveau de l'emploi et à améliorer les conditions de vie des individus . [1]

Ainsi, la politique financière constitue un outil essentiel d'intervention de l'État dans l'économie, lui permettant d'atteindre ses objectifs fondamentaux et de garantir un développement économique équilibré.

2 Les types de politique financière

On distingue généralement deux types de politique financière, selon la nature du financement adoptée par l'État dans le budget général, à savoir : la politique financière basée sur le financement par déficit et celle basée sur le financement par excédent.

2.1 La politique financière basée sur le financement par déficit :

Cette politique repose sur le recours de l'État à la création d'un déficit budgétaire, à travers plusieurs mesures, notamment :[2]

- **L'augmentation des dépenses publiques** : l'État augmente ses dépenses consacrées aux services et aux projets publics, ainsi que les transferts sociaux destinés aux catégories à faible revenu ou aux chômeurs, ce qui contribue à accroître le pouvoir d'achat et à stimuler l'investissement et l'emploi.
- **Le remboursement anticipé d'une partie de la dette publique** : cela permet d'injecter des liquidités supplémentaires dans l'économie et d'encourager le crédit bancaire.
- **La réduction des recettes fiscales** : la diminution des impôts entraîne une augmentation du revenu disponible, ce qui favorise la consommation et stimule la demande globale.

2.2 La politique financière basée sur le financement par excédent :

Elle repose sur la réalisation d'un excédent budgétaire à travers des mesures visant à réduire la demande globale, notamment :[3]

---

[1] حراق مصباح، «**فعالية السياسة المالية ودورها في تحقيق التوازن الاقتصادي**»، مجلة الاقتصاد الجديد، العدد 06، ماي 2012، ص 9–10.

[2] شكري رجب العشماوي، «**السياسة المالية المستدامة**»، دائرة المالية – حكومة دبي، نوفمبر 2022، ص 6–7.

[3] جمعي عبد القادر، «**دور السياسة المالية في تفعيل الاقتصاد الوطني- حالة الجزائر والمغرب ومصر**»، مجلة دراسات اقتصادية، المجلد 17، العدد 1، 01 فيفري 2017، ص 52 .

- **L'augmentation des recettes fiscales** : l'État augmente les impôts afin de réduire le pouvoir d'achat et de limiter la consommation .
- **Le recours aux emprunts publics** : cela se fait par l'émission de titres publics pour absorber la liquidité .
- **La limitation du crédit bancaire** : à travers l'intervention de la banque centrale pour réduire la masse monétaire et influencer le niveau de l'investissement.

3 Mécanisme de la politique financière

La politique financière fonctionne selon deux orientations principales, adoptées en fonction de la situation économique, à savoir : la politique financière expansionniste et la politique financière restrictive. Ces deux orientations visent à agir sur la demande globale afin d'assurer l'équilibre économique.

3.1 La politique financière expansionniste

Cette orientation apparaît lorsque l'économie connaît une situation de récession ou de stagnation, caractérisée par une baisse du niveau de l'emploi et un ralentissement de la croissance, en raison de l'insuffisance de la demande globale.

Dans ce cas, l'État adopte une politique financière expansionniste visant à stimuler la demande globale, ce qui permet d'augmenter le niveau d'emploi, d'accroître la production et le revenu, et ainsi de réaliser la croissance économique.

Cela se fait à travers :

- l'augmentation des dépenses publiques
- la réduction des impôts
- ou la combinaison des deux

L'État peut également recourir à un déficit budgétaire financé par l'emprunt auprès du public, du système bancaire ou de la banque centrale, ce qui entraîne une augmentation de la masse monétaire et peut conduire à une hausse de l'inflation.[1]

[1] شكري رجب العشماوي، **مرجع سبق ذكره**، ص 6–8.

3.2 La politique financière restrictive :

Cette orientation apparaît lorsque l'économie connaît une hausse du niveau général des prix, c'est-à-dire une augmentation du taux d'inflation, en raison de l'augmentation de la demande globale.

Dans ce cas, l'État adopte une politique financière restrictive visant à réduire la demande globale et à limiter l'inflation, afin d'assurer la stabilité des prix.

Cela se fait à travers :

- la réduction des dépenses publiques
- l'augmentation des impôts
- ou la combinaison des deux

L'État cherche également à réaliser un excédent budgétaire, utilisé pour couvrir les déficits antérieurs, ce qui permet de réduire la demande globale et de rétablir l'équilibre économique au niveau du plein emploi.[1]

4 Les instruments de la politique financière

La politique financière constitue l'un des instruments essentiels de la politique économique, à travers laquelle l'État cherche à influencer les différentes variables macroéconomiques. Elle repose sur un ensemble de mesures et de procédures liées à l'utilisation des dépenses publiques et des recettes publiques, dans le but d'atteindre plusieurs objectifs économiques et sociaux, tels que la croissance économique, la stabilité et la réduction des déséquilibres économiques.

Par ailleurs, cette politique représente un moyen efficace d'orientation de l'activité économique, puisqu'elle permet à l'État d'intervenir dans la répartition et l'allocation des ressources de manière à servir l'intérêt général et à améliorer la performance de l'économie nationale.

Dans ce cadre, la politique financière s'appuie sur un ensemble d'instruments fondamentaux, à savoir les dépenses publiques, les recettes publiques et le budget de l'État, qui fonctionnent de manière complémentaire afin d'assurer l'équilibre économique et d'orienter l'activité économique.

[1] جمعي عبد القادر، **مرجع سبق ذكره**، ص 52.

4.1 Les dépenses publiques

4.1.1 Définition des dépenses publiques

Les dépenses publiques sont définies comme « une somme d'argent qui sort du patrimoine de l'État ou d'une personne morale de droit public, dans le but de satisfaire un besoin collectif et de réaliser un intérêt général ».[1] Elles se caractérisent par leur nature monétaire, leur émission par une autorité publique, ainsi que par leur finalité orientée vers la satisfaction de l'intérêt général.

Par ailleurs, les dépenses publiques constituent un instrument fondamental d'intervention de l'État dans l'activité économique, à travers l'allocation des ressources financières aux différents secteurs, contribuant ainsi à la réalisation des objectifs économiques et sociaux.[2]

4.1.2 Types des dépenses publiques

Les dépenses publiques font l'objet de plusieurs classifications selon les critères retenus dans leur analyse, ce qui traduit la diversité de leurs rôles et de leurs fonctions au sein de l'économie. Dans ce cadre, il est possible de distinguer plusieurs typologies fondamentales, notamment celles fondées sur la nature de la dépense, son objectif ainsi que son impact économique.[3]

4.1.2.1 selon la nature de la dépense

Il s'agit de la classification la plus couramment utilisée dans les analyses financières, où les dépenses publiques se répartissent en :[4]

- **Dépenses de fonctionnement :**

Ce sont des dépenses à caractère courant supportées par l'État afin d'assurer le fonctionnement régulier des services publics. Elles comprennent essentiellement les salaires, les charges administratives et les dépenses d'entretien. Ces dépenses se caractérisent par leur régularité et leur permanence, ce qui les rend indispensables au maintien de l'activité administrative et sociale.

---

[1] جيلالي يوسف، «**تصنيف وتوزيع النفقات العامة في الجزائر: دراسة مقارنة بين النظام الميزانياتي السابق والإصلاح الميزانياتي**»، مجلة الفكر القانوني والسياسي، المجلد 7، العدد 2، 2023، ص 268.

[2] زرواط فاطمة الزهراء، مناد محمد، «**تطور النفقات العامة في الجزائر وأثرها على النمو الاقتصادي للفترة 1999–2014**»، مجلة المالية والأسواق، ص 6–7.

[3] جيلالي يوسف، **مرجع سبق ذكره**، ص 267.

[4] سراج وهيبة، «**دراسة تحليلية لسياسة الإنفاق العام في الجزائر**»، مجلة الأكاديمية للدراسات الاجتماعية والإنسانية، العدد 19، جانفي 2018، ص 93.

- **Dépenses d'investissement :**

Il s'agit des dépenses orientées vers la formation du capital public, à travers le financement des infrastructures et des équipements de base. Ces dépenses revêtent une importance particulière en raison de leur contribution à la croissance économique et au renforcement de la capacité productive à long terme.[1]

4.1.2.2 selon l'objectif de la dépense

Les dépenses publiques peuvent également être classées en fonction des objectifs poursuivis par l'État, à savoir :[2]

- **Dépenses administratives**: destinées à assurer le fonctionnement des institutions publiques.
- **Dépenses sociales:** visant l'amélioration des conditions de vie de la population.
- **Dépenses économiques:** orientées vers le soutien de l'activité productive et la promotion de la croissance.

4.1.2.3 selon l'impact économique

Du point de vue de leurs effets sur l'économie, les dépenses publiques se divisent en :

- **Dépenses de consommation :** destinées à satisfaire des besoins collectifs immédiats, sans effet direct sur la production.
- **Dépenses productives :** contribuant à l'accroissement de la capacité productive et à l'amélioration de la performance économique.

En définitive, la multiplicité des classifications des dépenses publiques reflète leur caractère complexe et multidimensionnel. Toutefois, la classification fondée sur la nature de la dépense demeure la plus utilisée dans les analyses économiques, notamment dans les études appliquées au cas de l'économie algérienne.

4.1.3 Le rôle économique des dépenses publiques

Les dépenses publiques jouent un rôle économique fondamental dans l'orientation de l'activité économique. Elles constituent l'un des principaux instruments de la politique

[1] زرواط فاطمة الزهراء، مناد محمد، «**تطور النفقات العامة في الجزائر وأثرها على النمو الاقتصادي للفترة: 1999–2014**»، مجلةFinance & marchés ،المجلد 2،العدد 1، 01 مارس 2015،ص 7–13 .

[2] فار عبد القادر، جاري فاتح، «**سياسة الإنفاق العام في الجزائر وأثرها على النمو الاقتصادي خلال الفترة 2006-2016**»، مجلة أبعاد اقتصادية، المجلد 8، العدد 1، 15 جويلية 2018، ص 3.

budgétaire utilisés par l'État pour atteindre ses objectifs économiques et sociaux, notamment dans les pays en développement où l'intervention publique est déterminante.

- **Stimulation de la croissance économique**

Les dépenses publiques, en particulier les dépenses d'investissement, contribuent à dynamiser la demande globale, ce qui entraîne une augmentation de la production et du revenu national. Ce mécanisme s'explique par **l'effet multiplicateur**, selon lequel une augmentation des dépenses publiques engendre une hausse plus que proportionnelle du revenu[1]. De plus, l'orientation de ces dépenses vers des secteurs productifs favorise une croissance durable.

- **Fourniture des biens et services publics**

L'État assure, à travers les dépenses publiques, la fourniture de biens et services essentiels tels que l'éducation, la santé et les infrastructures, que le secteur privé ne peut pas toujours offrir de manière efficace. Cela contribue à améliorer le capital humain et à accroître la productivité de l'économie à long terme[2].

- **Correction des défaillances du marché**

Les dépenses publiques permettent de corriger les imperfections du marché, notamment par le soutien aux secteurs stratégiques et la fourniture de services publics non rentables. Elles contribuent ainsi à rétablir l'équilibre économique entre l'offre et la demande[3].

- **Stabilisation économique**

Les dépenses publiques constituent un outil essentiel de stabilisation économique. L'État les utilise pour faire face aux fluctuations conjoncturelles :

- en période de récession, il augmente les dépenses pour relancer l'activité économique ;

[1] غالم محمد، **دور الإنفاق الحكومي في تحقيق التنمية الاقتصادية في الجزائر**، *المجلة الجزائرية للمالية العمومية*، المجلد 14، العدد 1، 2024، ص 94.
[2] المرجع نفسه، ص 93.
[3] نفس المرجع، ص 93.

- en période d'inflation, il les réduit afin de limiter les pressions inflationnistes. Ainsi, elles influencent directement les principaux indicateurs macroéconomiques tels que la croissance, le chômage et l'inflation[1].

➢ **Redistribution des revenus**

Les dépenses sociales (subventions, transferts, services publics) permettent de réduire les inégalités de revenus et d'assurer une meilleure justice sociale, en particulier en faveur des catégories défavorisées[2].

➢ **Création d'emplois**

Les dépenses publiques, notamment celles d'investissement, contribuent à la création d'emplois directs à travers les projets publics, et indirects via l'effet d'entraînement sur les autres secteurs économiques, ce qui permet de réduire le chômage[3].

➢ **Soutien au développement économique global**

Les dépenses publiques participent à la réalisation du développement économique en améliorant les infrastructures, en soutenant les secteurs productifs et en élevant le niveau de vie. Toutefois, leur efficacité dépend de la qualité de leur allocation et de leur gestion, car une mauvaise orientation peut produire des effets contraires à la croissance[4].

4.2 Les recettes publiques

4.2.1 Définition des recettes publiques

Les recettes publiques constituent l'un des principaux instruments de la politique budgétaire sur lesquels l'État s'appuie pour financer ses dépenses et atteindre ses objectifs économiques et sociaux. Leur concept a évolué avec l'évolution du rôle de l'État, puisqu'il ne se limite plus à la simple couverture des dépenses publiques, mais s'étend désormais à un outil efficace d'intervention dans l'activité économique et de son orientation.

[1] قرومي حميد، بن لشهب حمزة، **الإنفاق العام ودوره في تحقيق الاستقرار الاقتصادي بالجزائر خلال الفترة 2000-2017**، مجلة معارف، المجلد 13، العدد 1، 2018، ص 354-356.
[2] غالم محمد، مرجع سابق، ص 93.
[3] كرومي حميد، بن لشهب حمزة، مرجع سابق، ص 356.
[4] غالم محمد، مرجع سابق، ص 93.

Plusieurs définitions ont été proposées pour cerner la notion de recettes publiques, parmi lesquelles :

- Les recettes publiques sont définies comme :
  « les revenus que l'État obtient de toutes les sources, généralement sous forme monétaire, afin de couvrir ses dépenses publiques. »[1]
- Elles sont également définies comme :
  « l'ensemble des fonds et des revenus que le gouvernement perçoit de différentes sources dans le but de couvrir les dépenses publiques et de réaliser l'équilibre économique et social. »[2]
- Elles sont enfin définies comme :
  « l'ensemble des ressources financières que l'État mobilise pour financer ses services, ses projets publics et mettre en œuvre sa politique budgétaire. »[3]

À travers ces définitions, il apparaît que les recettes publiques constituent une ressource financière essentielle pour l'État, non seulement pour financer les dépenses publiques, mais aussi pour atteindre les objectifs de la politique économique et sociale, tels que la croissance économique, la redistribution des revenus et la stabilité économique.

4.2.2 Types des recettes publiques

Les recettes publiques font l'objet de plusieurs classifications selon les critères retenus dans leur analyse, ce qui reflète la diversité de leurs sources et la multiplicité de leurs fonctions au sein de l'économie. Elles peuvent ainsi être classées selon des critères juridiques, économiques ou temporels. Toutefois, l'analyse financière met principalement l'accent sur les ressources effectivement mobilisées par l'État pour assurer le financement de ses dépenses publiques.[4]

Dans ce cadre, les principales catégories des recettes publiques peuvent être présentées comme suit :[5]

---

[1] العقون عبد الجبار، حفاصي سمير، ***أثر الإيرادات العامة على النمو الاقتصادي في الجزائر: دراسة تحليلية قياسية خلال الفترة (1990-2022)***، المجلة العربية للأبحاث والدراسات في العلوم الإنسانية والاجتماعية، المجلد 16، العدد 04، 2024، ص 166 .

[2] نفس المرجع، ص 166.

[3] نفس المرجع، ص 167.

[4] شليحي الطاهر، بن موفق زروق، بن عطا الله لخضر، مرجع سابق، ص 175–176.

[5] Université Mohamed Khider Biskra, ***Les types des recettes publiques***, cours de finances publiques, disponible sur:http://archive.univ-biskra.dz, consulté le: 05 avril 2026, pp. 1-6.

4.1.1.1 les recettes fiscales

Les recettes fiscales constituent la principale source de financement du budget de l'État. Elles regroupent l'ensemble des prélèvements obligatoires imposés par les pouvoirs publics aux agents économiques.

Elles comprennent notamment :

- **Les impôts :** prélèvements pécuniaires obligatoires effectués sans contrepartie directe, destinés à financer les dépenses publiques.
- **Les taxes :** sommes versées en contrepartie d'un service rendu par l'État, tout en conservant un caractère obligatoire.
- **Les redevances :** montants exigés des bénéficiaires d'un avantage spécifique résultant d'une action publique.

Ces recettes jouent un rôle fondamental, non seulement dans le financement du budget, mais aussi dans la redistribution des revenus et la régulation de l'activité économique.

4.2.2.1 les revenus du domaine de l'État

Les revenus du domaine correspondent aux ressources tirées de l'exploitation des biens appartenant à l'État.

Ils se composent principalement de :

- le domaine foncier (terres, biens immobiliers)
- le domaine industriel et commercial
- le domaine financier (actions, obligations)

Ces recettes constituent une source complémentaire permettant à l'État de diversifier ses ressources en dehors du cadre fiscal.

4.2.2.2 les recettes exceptionnelles

Les recettes exceptionnelles regroupent les ressources non permanentes mobilisées par l'État pour faire face à des besoins financiers spécifiques.

Elles comprennent :

- les emprunts publics
- les dons et subventions

- les amendes

Ces ressources se caractérisent par leur irrégularité, ce qui limite leur utilisation comme source de financement stable.

Dans le cas de l'économie algérienne, il convient de souligner l'importance des **recettes pétrolières**, qui constituent la principale source de financement du budget de l'État et influencent fortement l'orientation de la politique financière.

4.2.3 Le rôle des recettes publiques

Les recettes publiques jouent un rôle fondamental dans la réalisation des objectifs économiques de l'État, en tant qu'instrument essentiel de la politique financière[1]. À cet égard, leur rôle se manifeste à travers les éléments suivants :

- **Le financement des dépenses publiques :**

les recettes publiques permettent à l'État de couvrir ses différentes dépenses et d'assurer le fonctionnement des services publics.

- **La redistribution des revenus :**

les recettes fiscales, notamment les impôts, contribuent à réduire les inégalités sociales en opérant une redistribution des revenus.

- **L'influence sur l'activité économique :**

elles permettent à l'État d'orienter l'économie à travers l'ajustement du système fiscal en fonction des objectifs économiques poursuivis.

- **La réalisation de l'équilibre économique :**

les recettes publiques constituent un moyen d'assurer l'équilibre entre les ressources et les dépenses, et de limiter les déséquilibres économiques.

[1] العقون عبد الجبار، حفاصي سمير، مرجع سابق، ص 166.

4.3 Le budget de l'État

4.3.1 Définition du budget de l'État

Le budget général de l'État constitue l'un des instruments financiers les plus importants utilisés par l'État pour organiser son activité économique et sociale. Sa définition varie selon les approches juridiques et doctrinales qui l'ont abordée.

Du point de vue juridique, le budget de l'État est défini comme :
« le document qui prévoit, pour une année civile, l'ensemble des recettes et des dépenses relatives au fonctionnement et à l'investissement, et qui les autorise »[1].

Il est également défini comme :
« le budget général de l'État est établi annuellement par la loi de finances et réparti conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur »[2].

Dans le droit comparé, notamment en droit américain, il est défini comme :
« un acte législatif dans lequel sont estimées les dépenses et les recettes de l'État pour une année à venir, et par lequel sont autorisées la perception des recettes et l'exécution des dépenses »[3].

Du point de vue doctrinal, Mohamed Sghir Baali le définit comme :
« une prévision et une autorisation des dépenses publiques et des recettes publiques pour une période future, généralement d'une année »[4].

De même, Mohamed Abbas Mehrezzi le définit comme :
« l'ensemble des recettes et des dépenses définitives de l'État, déterminées annuellement par la loi de finances »[5].

À travers ces différentes définitions, il apparaît que le budget général de l'État représente un programme financier annuel combinant la prévision des recettes et des dépenses ainsi que leur autorisation, dans un cadre juridique reflétant la politique financière et économique de l'État.

[1] حمدي محمد، «**تشخيص الميزانية العامة للدولة ومكانتها في التشريع الجزائري**»، *مجلة الدراسات القانونية والاقتصادية*، المجلد 02، العدد 02، 2020، ص 525 .
[2] نفس المرجع، ص 525.
[3] نفس المرجع، ص 525.
[4] نفس المرجع، ص 525.
[5] نفس المرجع، ص 526.

4.3.2 L'importance du budget de l'État

Le budget général de l'État revêt une importance considérable, dans la mesure où il constitue un instrument essentiel permettant de concrétiser l'intervention de l'État dans les domaines économique, social et politique. À cet égard, son importance se manifeste comme suit :[1]

- **L'importance économique :**

le budget de l'État constitue un moyen efficace pour assurer la stabilité économique, en permettant aux pouvoirs publics d'intervenir dans l'activité économique à travers l'orientation des dépenses publiques et la régulation des recettes, afin de faire face aux fluctuations économiques et de réaliser l'équilibre global.

- **L'importance sociale :**

le budget contribue à la réalisation de la justice sociale, notamment par la redistribution du revenu national à travers les dépenses sociales et les transferts, ainsi que par l'adoption d'un système fiscal visant à réduire les inégalités entre les différentes catégories sociales.

- **L'importance politique :**

le budget reflète les orientations générales de l'État et ses choix stratégiques, et constitue également un instrument de contrôle entre les mains du pouvoir législatif, qui exerce son rôle à travers la discussion et l'adoption de la loi de finances.

- **L'importance comptable :**

le budget représente un document comptable précis retraçant l'ensemble des recettes et des dépenses, ce qui permet de suivre l'exécution des opérations financières et d'évaluer leurs résultats, renforçant ainsi la transparence dans la gestion des finances publiques.[4]

4.3.3 Les types du budget

Les types du budget de l'État se sont diversifiés en raison de l'évolution des méthodes de gestion financière et de la multiplicité des objectifs poursuivis par les pouvoirs publics. Dans ce cadre, les principales formes de budget peuvent être présentées comme suit :[2]

[1] نفس المرجع، ص 535–538.
[2] نفس المرجع، ص 527.

4.3.3.1 le budget de moyens

Il s'agit de la forme la plus ancienne, fondée sur une classification des dépenses selon leur nature, mettant l'accent sur le contrôle financier plutôt que sur les résultats.

4.3.3.2 le budget de programmes et de performance

Ce type de budget repose sur le lien entre les ressources allouées et les objectifs à atteindre, visant ainsi à améliorer l'efficacité de la dépense publique à travers l'évaluation des performances.

4.3.3.3 le budget de planification et de programmation

Il permet d'articuler le budget avec la planification économique, afin d'orienter les ressources vers les priorités du développement.

4.3.3.4 le budget base zéro

Ce budget consiste à réévaluer l'ensemble des dépenses à partir de zéro, dans le but de rationaliser les dépenses publiques et d'optimiser l'allocation des ressources.

4.3.4 Les principes du budget de l'État

Le budget général de l'État repose sur un ensemble de principes fondamentaux visant à assurer une bonne gestion des finances publiques, ainsi que la transparence et le contrôle dans l'utilisation des ressources publiques, renforçant ainsi l'efficacité de la politique financière. Parmi les principaux principes, on peut citer :[1]

- **Le principe d'annualité :** il consiste à établir et à approuver le budget pour une période déterminée, généralement une année, ce qui permet une évaluation périodique de la politique financière.
- **Le principe d'universalité :** il implique l'inscription de l'ensemble des recettes et des dépenses dans le budget sans compensation, garantissant ainsi la clarté des opérations financières et facilitant leur contrôle.
- **Le principe d'équilibre :** il vise à assurer un certain équilibre entre les recettes et les dépenses, ou au moins à limiter et maîtriser le déficit budgétaire.

[1] نفس المرجع، ص 527–528.

- **Le principe d'unité :** il consiste à regrouper toutes les opérations financières de l'État dans un seul document, permettant ainsi une vision globale de la situation financière.

Section 2 : L'efficacité de la politique financière dans l'économie

La politique financière revêt une importance capitale dans l'orientation de l'activité économique et la réalisation des équilibres macroéconomiques, en raison de son rôle déterminant dans l'influence des principales variables économiques telles que la croissance, l'emploi et la stabilité. Toutefois, la réalisation de ces objectifs demeure étroitement liée au degré d'efficacité de cette politique et à sa capacité à s'adapter aux différentes conditions économiques.

Dans ce cadre, cette section porte sur l'étude de l'efficacité de la politique financière dans l'économie. Elle aborde, dans un premier temps, la notion de l'efficacité de la politique financière à travers sa définition, ses objectifs ainsi que les conditions nécessaires à sa réalisation. Dans un second temps, elle met en évidence les principaux déterminants de cette efficacité, qu'ils soient d'ordre économique ou institutionnel, en tenant compte également du rôle des anticipations dans l'orientation du comportement des agents économiques. Enfin, elle propose une analyse de l'efficacité de la politique financière à travers les modèles économiques, notamment le modèle IS-LM, afin de mieux comprendre son impact sur l'équilibre macroéconomique ainsi que son interaction avec les chocs externes.

1 Notion de l'efficacité de la politique financière

1.1 Définition de l'efficacité de la politique financière

L'efficacité de la politique financière constitue un concept fondamental dans l'analyse du rôle de l'État dans l'économie. Elle renvoie à la capacité de cette **politique** à influencer les variables macroéconomiques et à atteindre les objectifs fixés, notamment la croissance économique, la stabilité et l'équilibre global.

En effet, l'efficacité de la politique financière peut être définie comme le degré de capacité de cette politique, à travers ses différents instruments tels que les recettes publiques et les

dépenses publiques, à influencer l'activité économique et à faire face aux déséquilibres et aux crises économiques.[1]

Par ailleurs, elle exprime également la capacité de l'État à orienter et à allouer les ressources de manière efficiente afin de réaliser le développement économique et social.[2]

Dans une autre perspective, l'efficacité de la politique financière se manifeste à travers son aptitude à agir sur la demande globale, ce qui permet d'influencer le niveau de production, l'emploi et les prix, faisant ainsi de cette politique un instrument essentiel pour assurer l'équilibre macroéconomique.[3]

En outre, l'efficacité de la politique financière dépend de son degré d'adaptation aux conditions économiques et de sa capacité à atteindre les objectifs escomptés selon le contexte économique donné, car elle peut être plus efficace dans les économies développées que dans les économies en développement.[4]

Ainsi, on peut conclure que :

L'efficacité de la politique financière correspond à la capacité de l'État à utiliser ses instruments financiers de manière optimale afin d'influencer l'activité économique, d'assurer la stabilité et de corriger les déséquilibres économiques.

1.2 Les objectifs de l'efficacité de la politique financière

Les objectifs de l'efficacité de la politique financière peuvent être résumés comme suit :

- **La réalisation de la croissance économique :**

à travers l'orientation des dépenses publiques vers les secteurs productifs et la stimulation de l'investissement, ce qui permet d'augmenter le niveau de production et le revenu national. [5]

[1] دين مختارية، «**فعالية السياسة المالية ودورها في تحقيق التنمية الاجتماعية**»، مجلة الاقتصاد والتنمية، جامعة المدية، المجلد 06، العدد 02، 2018، ص171.

[2] بوعرفة أسامة، بودالي بلقاسم، «**تقييم فعالية السياسة المالية في الجزائر في ظل تقلبات أسعار النفط والغاز الطبيعي خلال الفترة 2000-2022**»، مجلة المالية والأسواق، المجلد 11، العدد 02، 2024، ص222-223.

[3] جهيدة العياطي، «**تأثير أدوات السياسة المالية على النمو الاقتصادي: مقاربة قياسية للعلاقة بين أدوات السياسة المالية والنمو الاقتصادي في حالة الاقتصاد الجزائري**»، مجلة مجاميع المعرفة، المجلد 3، العدد 1، 01 أفريل 2017، ص155.

[4] دين مختارية، مرجع سابق، ص 171.

[5] حراق مصباح، «**فعالية السياسة المالية ودورها في تحقيق التوازن الاقتصادي**»، مجلة الاقتصاد الجديد، العدد 06، ماي 2012، ص 08-10

- **L'assurance de la stabilité économique :**

en réduisant les fluctuations économiques telles que l'inflation et le chômage, grâce à l'action sur la demande globale par les instruments budgétaires.

- **La réalisation de l'équité dans la répartition des revenus :**

par l'utilisation des politiques fiscales et des transferts sociaux afin de diminuer les inégalités sociales. [1]

- **La correction des déséquilibres macroéconomiques :**

notamment à travers la gestion du déficit budgétaire et le maintien de l'équilibre entre les recettes et les dépenses publiques.

- **La promotion du développement économique et social :**

en finançant les infrastructures et en soutenant l'investissement public pour améliorer le niveau de vie de la population.

1.3 Conditions de l'efficacité de la politique financière

L'efficacité de la politique financière dépend de plusieurs facteurs économiques et institutionnels qui déterminent sa capacité à influencer la demande globale, la production et l'emploi. Selon Olivier Blanchard, un programme de politique financière peut produire des effets positifs sur l'économie lorsque certaines conditions fondamentales sont réunies.

➤ La crédibilité du programme financier

La crédibilité constitue une condition essentielle de l'efficacité de la politique financière. Les agents économiques doivent avoir confiance dans la capacité du gouvernement à appliquer réellement les mesures annoncées, notamment en matière de réduction des dépenses publiques ou d'augmentation des recettes fiscales. Lorsque les politiques publiques sont jugées crédibles, elles contribuent à renforcer la confiance des investisseurs et des consommateurs, ce qui favorise la stabilité économique.

➤ La composition du programme financier

L'efficacité de la politique financière dépend également de la nature des mesures adoptées. Certaines réformes budgétaires peuvent contribuer à réduire les déséquilibres économiques et

[1] دين مختارية، مرجع سابق، ص 172.

à améliorer les perspectives de croissance à long terme. À l'inverse, des mesures mal adaptées peuvent affaiblir la demande globale et ralentir l'activité économique.

➤ **La situation initiale des finances publiques**

Le niveau du déficit budgétaire et de la dette publique joue un rôle important dans la réussite de la politique financière. Lorsque les finances publiques sont fortement dégradées, les marchés financiers peuvent perdre confiance dans la capacité de l'État à rembourser sa dette, ce qui réduit l'efficacité des politiques de relance et augmente les risques économiques.

➤ **La coordination avec la politique monétaire**

L'efficacité de la politique financière est renforcée lorsqu'elle est accompagnée d'une politique monétaire favorable. La baisse des taux d'intérêt et le soutien de la banque centrale permettent d'atténuer les effets négatifs à court terme sur la consommation, l'investissement et la production. Ainsi, la coordination entre les politiques économiques contribue à améliorer les résultats de la politique financière.[1]

2 Les déterminants de l'efficacité de la politique financière

L'efficacité de la politique budgétaire varie d'une économie à une autre. Elle ne dépend pas uniquement des instruments utilisés par l'État, mais également de plusieurs facteurs économiques, institutionnels et comportementaux. En effet, la capacité de cette politique à atteindre ses objectifs, tels que la croissance économique, la stabilité et la réduction du chômage, reste conditionnée par l'existence d'un environnement favorable et par l'influence de plusieurs déterminants.

Ainsi, l'étude des principaux déterminants de l'efficacité de la politique budgétaire permet de mieux comprendre pourquoi cette politique peut produire des résultats importants dans certains contextes et demeurer limitée dans d'autres.

2.1 Les déterminants économiques

Les déterminants économiques constituent un élément essentiel dans l'évaluation de l'efficacité de la politique budgétaire. Ils influencent directement la transmission des effets des dépenses publiques et des mesures fiscales sur l'activité économique.

[1] Olivier Blanchard, ***Macroeconomics***, 7th Edition, Pearson Education, United States, 2017, p. 363

• La structure et la diversification de l'économie

La structure de l'économie joue un rôle fondamental dans l'efficacité de la politique budgétaire. Une économie diversifiée permet une meilleure diffusion des effets des dépenses publiques et des mesures fiscales sur plusieurs secteurs économiques. En revanche, dans une économie dépendante d'un seul secteur, notamment les hydrocarbures comme c'est le cas de l'Algérie, l'efficacité de la politique budgétaire reste limitée, car l'activité économique devient fortement sensible aux fluctuations des marchés extérieurs et des prix du pétrole[1].

• Le degré d'ouverture économique

Le niveau d'ouverture économique influence également l'efficacité de la politique budgétaire. Dans une économie fortement ouverte sur l'extérieur, une partie importante des dépenses publiques peut être orientée vers les importations au lieu de stimuler la production nationale. Cette situation réduit l'impact de la politique budgétaire sur la croissance et l'emploi.

• Le niveau de développement économique

L'efficacité de la politique budgétaire varie selon le niveau de développement du pays. Dans les économies développées, les marchés sont généralement plus organisés et les mécanismes économiques fonctionnent de manière plus efficace, ce qui favorise la transmission des politiques publiques. En revanche, dans les pays en développement, les contraintes structurelles et la faiblesse des structures économiques limitent souvent l'efficacité des interventions budgétaires.[2]

• La capacité productive de l'économie

L'existence d'un appareil productif capable de répondre à l'augmentation de la demande globale constitue un facteur essentiel. Lorsque la capacité productive est insuffisante, l'augmentation des dépenses publiques se traduit principalement par une hausse des prix plutôt que par une augmentation de la production et de l'emploi.

• Le multiplicateur budgétaire

Le multiplicateur budgétaire représente un déterminant important de l'efficacité de la politique budgétaire. Plus la propension marginale à consommer est élevée, plus les dépenses publiques produisent un effet important sur le revenu national et la croissance économique. À l'inverse,

[1] شليحي الطاهر، بن موفق زروق، بن عطا الله لخضر، مرجع سابق، ص 174–176.
[2] دين مختارية، مرجع سابق، ص 172–175.

lorsque les agents économiques privilégient l'épargne, l'impact des dépenses publiques devient plus faible.[1]

2.2 Les déterminants institutionnels

Au-delà des facteurs économiques, l'efficacité de la politique budgétaire dépend largement de la qualité de l'environnement institutionnel dans lequel elle est appliquée.

• La qualité de la gouvernance

La gouvernance constitue un facteur central dans l'efficacité de la politique budgétaire. Une bonne gouvernance, fondée sur la transparence, la responsabilité et la lutte contre la corruption, permet une meilleure allocation des ressources publiques et améliore l'efficacité des dépenses de l'État. À l'inverse, une gouvernance faible favorise le gaspillage des ressources publiques et réduit l'impact des politiques budgétaires[2].

• L'efficacité de l'administration publique

La capacité des administrations publiques à appliquer les décisions budgétaires influence fortement les résultats de la politique budgétaire. Une administration efficace garantit une exécution rapide et organisée des programmes publics, tandis que les lourdeurs administratives et le manque de coordination diminuent l'efficacité des politiques économiques.

• Le cadre juridique et réglementaire

L'existence d'un cadre juridique stable et clair favorise la confiance des agents économiques et encourage l'investissement. En revanche, l'instabilité réglementaire crée un climat d'incertitude susceptible de limiter les effets attendus de la politique budgétaire.

• La transparence et le contrôle des finances publiques

La transparence dans la gestion des finances publiques ainsi que l'existence de mécanismes de contrôle efficaces contribuent à améliorer l'utilisation des ressources publiques et à renforcer la crédibilité de l'État. Cela favorise également la confiance des investisseurs et des agents économiques.

---

[1] Richard Musgrave**,** ***Théorie des finances publiques***, Economica, Paris, 1985, p. 214.

[2] OCDE**,** ***La gouvernance publique et l'efficacité des politiques économiques***, OCDE Publications, Paris, 2015, p. 33.

• La coordination entre les institutions économiques

L'efficacité de la politique budgétaire dépend aussi du degré de coordination entre les différentes institutions économiques, notamment le gouvernement, le ministère des finances et la banque centrale. Une bonne coordination entre les politiques économiques permet d'éviter les contradictions et d'améliorer l'efficacité globale des interventions publiques.

2.3 Le rôle des anticipations des agents économiques

Au-delà des facteurs économiques et institutionnels, les comportements des agents économiques jouent également un rôle essentiel dans l'efficacité de la politique budgétaire. En effet, l'impact des dépenses publiques et des mesures fiscales dépend largement de la manière dont elles sont perçues par les ménages et les entreprises.

Dans l'analyse keynésienne, l'efficacité de la politique budgétaire repose fortement sur l'état des anticipations. En période d'incertitude économique, les décisions de consommation et d'investissement sont influencées par le niveau de confiance des agents économiques. Ainsi, une politique budgétaire expansionniste peut stimuler la demande globale si elle améliore les anticipations et renforce la confiance des ménages et des entreprises.[1]

À l'inverse, l'approche néoclassique, notamment à travers la théorie des anticipations rationnelles, considère que les agents économiques anticipent les conséquences futures des politiques budgétaires. Par exemple, une augmentation des dépenses publiques financée par le déficit peut être interprétée comme une hausse future des impôts. Dans ce cas, les agents économiques augmentent leur épargne par précaution, ce qui réduit l'efficacité de la politique budgétaire. Cette idée est illustrée par l'hypothèse de l'équivalence ricardienne.

Par ailleurs, dans un contexte d'instabilité économique, l'incertitude pousse souvent les agents économiques à retarder leurs décisions de consommation et d'investissement, ce qui limite les effets des politiques budgétaires même lorsqu'elles sont expansionnistes.

Enfin, la crédibilité de la politique budgétaire constitue un facteur déterminant dans la formation des anticipations. Des politiques cohérentes, stables et prévisibles renforcent la confiance des agents économiques et favorisent une réaction positive aux mesures budgétaires. En revanche, l'instabilité des décisions publiques réduit la confiance et limite l'efficacité des interventions de l'État.

[1] John Maynard Keynes, ***Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie***, Payot, Paris, 1942, p. 161-163.

Ainsi, l'efficacité de la politique budgétaire dépend non seulement des instruments utilisés par l'État, mais également des réactions et des anticipations des agents économiques, qui peuvent renforcer ou limiter les effets attendus des politiques publiques.

3 3. Analyse de l'efficacité de la politique financière à travers le modèle IS-LM

Les modèles macroéconomiques constituent un cadre d'analyse fondamental permettant de comprendre les interactions entre les différentes variables économiques, notamment dans le cadre de l'étude des politiques économiques, en particulier la politique financière visant à assurer l'équilibre et la stabilité économique. En effet, l'évaluation de l'efficacité de cette politique nécessite une analyse approfondie de ses mécanismes de transmission au sein de l'économie.

Dans ce contexte, le modèle **IS-LM** s'impose comme l'un des principaux outils d'analyse du fonctionnement de l'économie globale, en mettant en évidence la relation entre le marché des biens et le marché de la monnaie, ainsi que la réaction de l'économie face aux variations des dépenses publiques ou de la fiscalité.

Ainsi, il sera question, à travers ce point, d'analyser l'efficacité de la politique financière en s'appuyant sur le modèle **IS-LM**, en mettant en lumière son impact sur l'équilibre macroéconomique et les conditions de sa réalisation .

3.1 Présentation du modèle IS-LM

Le modèle **IS-LM** constitue l'un des principaux cadres d'analyse en macroéconomie, dans la mesure où il permet d'étudier l'équilibre global de l'économie à travers l'interaction entre le secteur réel et le secteur monétaire. Ce modèle s'inscrit dans l'évolution de la pensée keynésienne, qui a mis en évidence le rôle déterminant de la demande globale dans la détermination du niveau d'activité économique, notamment dans un contexte marqué par les crises économiques ayant nécessité l'intervention de l'État.[1]

Dans cette perspective, Hicks a proposé une formalisation simplifiée des idées keynésiennes en élaborant un modèle intégrant à la fois le marché des biens et le marché de la monnaie. Ainsi, la courbe **IS** représente les situations d'équilibre où l'investissement est égal à l'épargne, tandis

[1] سعودي محمد، «**أثر الصدمات الخارجية على فعالية السياسة المالية: دراسة حالة الجزائر (1990-2010)**»، أطروحة دكتوراه في علوم التسيير، جامعة الجزائر 3، الجزائر، 2014-2015، ص 10–11.

que la courbe **LM** traduit les situations où l'offre de monnaie est égale à la demande de monnaie.[1]

L'idée fondamentale de ce modèle repose sur le fait que l'équilibre macroéconomique n'est atteint que lorsque ces deux marchés sont simultanément en équilibre. Autrement dit, il existe un niveau de revenu et un taux d'intérêt qui assurent cet équilibre conjoint. Cette interaction met en évidence l'interdépendance des variables économiques : le taux d'intérêt influence l'investissement et, par conséquent, le revenu, tandis que le revenu détermine la demande de monnaie, ce qui influe à son tour sur le taux d'intérêt.

Dans ce cadre, la courbe **IS** se caractérise par une relation inverse entre le taux d'intérêt et le niveau de revenu, en raison de l'effet du taux d'intérêt sur l'investissement et la demande globale. Une baisse du taux d'intérêt stimule l'investissement et entraîne une augmentation du revenu, alors qu'une hausse produit l'effet inverse. L'équilibre sur le marché des biens peut être exprimé par la relation suivante :

$$\boldsymbol{Y = C(Y - T) + I(i) + G}$$

En revanche, la courbe **LM** représente l'équilibre sur le marché monétaire et se distingue par une relation positive entre le revenu et le taux d'intérêt. En effet, une augmentation du revenu accroît la demande de monnaie, ce qui entraîne une hausse du taux d'intérêt afin de rétablir l'équilibre. Cette relation peut être formalisée comme suit :

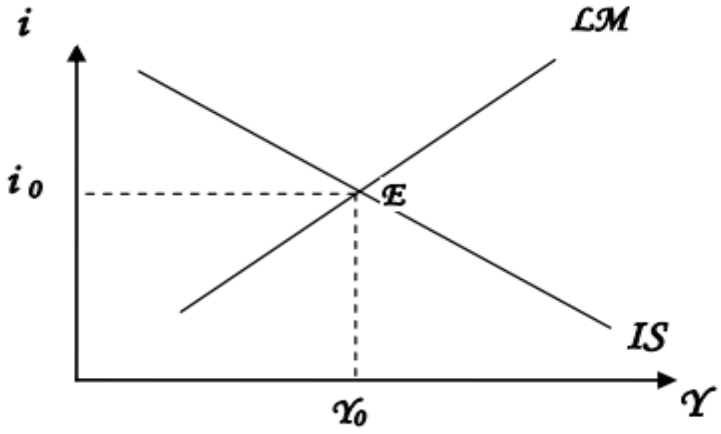
$$\boldsymbol{M = L(Y, i)}$$

L'équilibre global de l'économie est déterminé au point d'intersection des courbes **IS** et **LM**, où sont fixés simultanément le niveau de revenu d'équilibre et le taux d'intérêt. Ce point traduit l'équilibre conjoint entre le marché réel et le marché monétaire.[2]

La figure suivante représente l'équilibre macroéconomique dans le modèle IS-LM, à travers le point d'intersection entre la courbe IS et la courbe LM, où se déterminent simultanément le niveau de revenu d'équilibre et le taux d'intérêt.

[1] نفس المرجع، ص 11–13.
[2] نفس المرجع، ص 14.

Figure 1- 1: Équilibre macroéconomique dans le modèle IS-LM



Source : Saoudi Mohamed, ***Effet des chocs externes sur l'efficacité de la politique budgétaire : étude de cas de l'Algérie (1990-2010)***, thèse de doctorat en sciences de gestion, Université d'Alger 3, Algérie, 2014-2015, p. 14.

L'importance de ce modèle réside dans sa capacité à analyser les effets des politiques économiques, en particulier la politique budgétaire, sur l'activité économique. Il permet notamment d'étudier les mécanismes de transmission des variations des dépenses publiques ou de la fiscalité vers la demande globale, puis vers l'équilibre macroéconomique. Il constitue également un outil pertinent pour l'analyse des déséquilibres économiques et l'élaboration de politiques correctives, en particulier dans les économies dépendantes des ressources naturelles, telles que l'économie algérienne.

Toutefois, ce modèle repose sur un ensemble d'hypothèses simplificatrices, notamment l'hypothèse d'une économie fermée, la stabilité du niveau général des prix à court terme, l'existence d'un taux d'intérêt unique, ainsi que la détermination de l'offre de monnaie par les autorités monétaires, tandis que la demande de monnaie dépend des motifs de transaction, de précaution et de spéculation.

3.2 Impact de la politique financière sur l'équilibre macroéconomique

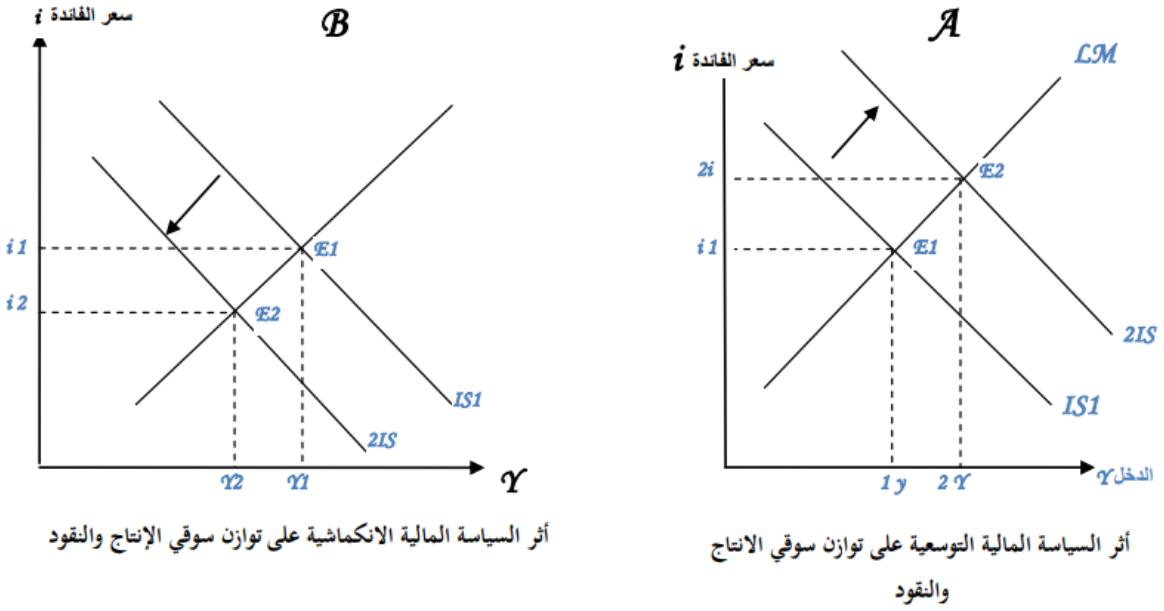
La politique financière constitue l'un des principaux instruments dont dispose l'État pour agir sur l'équilibre macroéconomique. Son impact apparaît clairement dans le cadre du modèle **IS-LM**, à travers ses effets directs sur la demande globale, et par conséquent sur le niveau de revenu et le taux d'intérêt. Ce modèle permet ainsi de mettre en évidence les mécanismes de

transmission des variations des instruments de la politique financière, notamment les dépenses publiques et la fiscalité, vers les principales variables macroéconomiques.[1]

Dans ce contexte, une augmentation des dépenses publiques entraîne une hausse de la demande globale, ce qui se traduit par un déplacement de la courbe **IS** vers la droite, représentant l'équilibre sur le marché des biens. Ce déplacement provoque une augmentation du niveau de revenu, en raison de la stimulation de l'activité économique. Toutefois, cet effet peut être partiellement limité, car l'élévation du revenu entraîne une augmentation de la demande de monnaie, ce qui se traduit par une hausse du taux d'intérêt dans le cadre de la courbe **LM**. Ainsi, l'effet global d'une politique financière expansionniste dépend de l'interaction entre l'effet de relance de la demande globale et l'effet restrictif lié à la hausse du taux d'intérêt.[2]

La figure suivante illustre l'effet de la politique financière expansionniste et restrictive sur l'équilibre macroéconomique dans le cadre du modèle IS-LM.

Figure 1- 2: Effet de la politique financière sur l'équilibre macroéconomique



Source : Saoudi Mohamed, *op. cit.*, p. 15.

S'agissant de la fiscalité, une réduction des impôts contribue à accroître le revenu disponible des ménages, ce qui stimule la consommation et renforce la demande globale, entraînant ainsi un déplacement de la courbe **IS** vers la droite. Toutefois, l'ampleur de cet effet demeure

[1] نفس المرجع، ص 15.
[2] نفس المرجع، ص 15.

conditionnée par la propension marginale à consommer ainsi que par la sensibilité de l'investissement aux variations du taux d'intérêt.

Par ailleurs, l'efficacité de la politique financière dépend également de plusieurs facteurs structurels liés au fonctionnement de l'économie, notamment la sensibilité de la demande de monnaie au revenu et la réaction de l'investissement aux variations du taux d'intérêt. En effet, lorsque l'investissement est fortement sensible au taux d'intérêt, l'augmentation de ce dernier peut freiner l'investissement privé, ce qui donne lieu à un effet d'éviction (**crowding out**), limitant ainsi l'impact de la politique financière sur l'activité économique.[1]

Ainsi, le modèle **IS-LM** met en évidence que, malgré la capacité de la politique financière à influencer l'équilibre macroéconomique, son efficacité demeure relative et dépend largement des interactions entre les marchés réel et monétaire. Cela suppose une gestion adaptée des instruments financiers afin d'assurer la stabilité économique et d'orienter l'économie vers un niveau d'équilibre plus satisfaisant.

3.3 Interaction entre la politique financière et les chocs externes

L'analyse de la politique financière dans le cadre du modèle **IS-LM** montre que l'équilibre macroéconomique ne dépend pas uniquement des facteurs internes liés à la demande globale ou aux politiques économiques, mais qu'il est également influencé par des chocs externes susceptibles de perturber cet équilibre. Parmi ces chocs, ceux liés aux prix du pétrole occupent une place importante, notamment dans les économies rentières caractérisées par une forte dépendance aux ressources naturelles.[2]

Dans ce cadre, les chocs externes affectent l'équilibre macroéconomique à travers leur impact direct sur les composantes de la demande globale. Ainsi, un choc positif, tel qu'une hausse des prix du pétrole, entraîne une augmentation des recettes publiques, permettant une expansion des dépenses publiques, ce qui se traduit par un déplacement de la courbe **IS** vers la droite et une augmentation du niveau de revenu. À l'inverse, un choc négatif, comme une baisse des prix du pétrole, provoque une diminution des ressources financières de l'État, conduisant à une réduction des dépenses publiques, ce qui se traduit par un déplacement de la courbe **IS** vers la gauche et une contraction du niveau d'activité économique.[3]

---

[1] نفس المرجع، ص 16.

[2] نفس المرجع، ص 42–43.

[3] نسيمة بن يحيى، «**أثر صدمات أدوات السياسة المالية على النمو الاقتصادي في الجزائر**»، *المجلة الجزائرية للاقتصاد والمالية*، المجلد 1، العدد 2، 15 سبتمبر 2014، ص 237–239.

Par ailleurs, les effets de ces chocs s'étendent aux instruments de la politique financière, en influençant directement les recettes publiques, notamment la fiscalité pétrolière, ainsi que le niveau des dépenses publiques. Cela place la politique financière dans une relation étroite avec les fluctuations de l'environnement externe, que ce soit à travers des politiques expansionnistes en période de croissance ou des politiques restrictives en période de crise.

Dans ce contexte, la politique financière joue un rôle essentiel dans l'atténuation des effets des chocs externes, en ajustant les niveaux de dépenses ou de fiscalité afin de préserver un certain degré de stabilité économique. Toutefois, l'efficacité de cette intervention demeure conditionnée par la nature du choc ainsi que par la capacité de l'État à mobiliser et à allouer efficacement les ressources disponibles, notamment dans un contexte marqué par des contraintes structurelles.

Ainsi, l'interaction entre la politique financière et les chocs externes reflète une dynamique particulière de l'équilibre macroéconomique, dans laquelle la réaction de l'économie varie selon la nature du choc, qu'il soit positif ou négatif. Cette situation ouvre la voie à une analyse plus approfondie de la question de l'asymétrie des chocs, qui constitue un axe central des études empiriques, notamment dans les économies dépendantes des ressources pétrolières.

Section 3 : L'impact des chocs pétroliers sur la politique financière

Les prix du pétrole constituent une variable fondamentale dans l'économie mondiale, en raison de leur rôle essentiel en tant que principale source d'énergie et de leur influence directe sur l'ensemble des activités économiques. Ces prix se caractérisent par une forte instabilité et une volatilité continue, résultant de l'influence de plusieurs facteurs, ce qui engendre l'apparition de ce que l'on appelle les chocs pétroliers .

Ces chocs se répercutent sur les finances publiques à travers leur impact direct sur les recettes et les dépenses publiques, dans la mesure où les fluctuations des prix du pétrole entraînent des déséquilibres financiers, notamment dans les économies fortement dépendantes des revenus pétroliers. De plus, ces variations obligent les autorités publiques à ajuster leur politique financière afin de s'adapter à ces changements économiques.

Dans ce cadre, cette section vise à analyser le concept des chocs pétroliers et leurs différentes formes, à étudier les mécanismes de leur transmission vers les finances publiques, ainsi qu'à examiner la réaction de la politique financière face à ces chocs, en introduisant la notion d'asymétrie des effets des prix du pétrole.

1 Cadre conceptuel des chocs pétroliers

1.1 Définition des chocs pétroliers

Les chocs pétroliers se définissent comme des variations brusques et significatives des prix du pétrole sur les marchés internationaux, qu'il s'agisse de hausses ou de baisses, résultant de déséquilibres entre l'offre et la demande ou de facteurs externes d'ordre économique, politique ou géopolitique.[1]

Le pétrole occupe une place stratégique dans l'économie mondiale en tant que principale source d'énergie et moteur essentiel de l'activité économique, ce qui fait que toute fluctuation de ses prix se répercute directement sur les différentes variables économiques, en particulier dans les économies dépendantes des revenus pétroliers.

Ces chocs entraînent ainsi des perturbations des équilibres économiques et financiers, en générant une instabilité liée à la difficulté de prévoir l'évolution des prix du pétrole et leurs

[1] زرمان محمد، غردي محمد، «**السياسة المالية ودورها في مجابهة الصدمات النفطية وتحسين المناخ الاستثماري في الجزائر -دراسة تحليلية للفترة 2010-2020**»، المجلة الجزائرية للاقتصاد والتسيير، المجلد 15، العدد 1، 30 جوان 2021، ص 227.

effets sur les ressources financières de l'État, ce qui influence, par conséquent, les orientations de la politique financière.

1.2 Typologie des chocs pétroliers

Les chocs pétroliers peuvent être classés, selon l'évolution des prix du pétrole, en deux catégories principales : les chocs positifs et les chocs négatifs. Cette classification permet de mieux comprendre la nature des effets différenciés des fluctuations des prix du pétrole sur les finances publiques, notamment à travers leur impact sur les recettes et les dépenses publiques.

- **les chocs pétroliers positifs (booms pétroliers)**

Les chocs pétroliers positifs correspondent à une hausse soudaine des prix du pétrole, ce qui entraîne une augmentation des recettes publiques, en particulier dans les économies dépendantes des revenus pétroliers. Cette situation contribue à l'amélioration de la position financière de l'État, en offrant une marge de manœuvre pour l'expansion des dépenses publiques et le financement des programmes économiques et sociaux.

Cependant, cette amélioration peut ne pas être durable, dans la mesure où la dépendance à la hausse des prix peut conduire à une augmentation des dépenses difficile à maîtriser en cas de retournement du marché. Ainsi, les effets de ces chocs dépendent largement du mode de gestion des ressources durant les périodes de forte rente.[1]

- **les chocs pétroliers négatifs (contre-chocs pétroliers)**

Les chocs pétroliers négatifs se traduisent par une baisse brutale des prix du pétrole, entraînant une diminution des recettes publiques et exerçant des pressions sur les finances publiques, notamment en raison de la rigidité relative des dépenses.

Dans ce contexte, l'État est souvent contraint d'ajuster sa politique financière, soit par la réduction des dépenses, soit par la recherche de sources de financement alternatives. Cela met en évidence la sensibilité des équilibres financiers aux fluctuations externes, ainsi que la vulnérabilité des finances publiques face aux variations des prix du pétrole.[2]

1.3 Causes des chocs pétroliers

Les chocs pétroliers trouvent leur origine dans un ensemble de facteurs qui influencent l'équilibre du marché pétrolier mondial. Ce marché se caractérise par une forte sensibilité aux

[1] ديب حفصة، قديد ياقوت، «**أثر الصدمات النفطية على الاقتصاد الكلي في الجزائر خلال الفترة (1980-2020) باستخدام نموذج شعاع الانحدار الذاتي«VAR** ، مجلةMECAS ، المجلد 19، العدد 1، جوان 2023، ص 514.

[2] نفس المرجع، ص 514–515.

variations des déterminants de l'offre et de la demande, ce qui rend les prix particulièrement exposés à des fluctuations brusques et imprévues.[1]

1.3.1 Facteurs économiques

- **Déséquilibres entre l'offre et la demande :**

L'importance de l'offre et de la demande ne se limite pas à la détermination du niveau des prix, mais réside également dans la réaction du marché face aux variations soudaines. Ainsi, une augmentation rapide de la demande mondiale, combinée à une rigidité de l'offre, ou encore une baisse inattendue de la production, entraîne une hausse marquée des prix, générant un choc positif. À l'inverse, un excès d'offre ou une contraction de la demande, notamment en période de ralentissement économique, conduit à une baisse rapide des prix, à l'origine de chocs négatifs.[2]

- **Évolution de l'activité économique mondiale :**

La croissance économique constitue un moteur fondamental de la demande pétrolière. Toutefois, ce ne sont pas les évolutions progressives qui génèrent des perturbations, mais plutôt les variations inattendues du rythme de croissance. Une expansion économique rapide peut exercer une pression soudaine sur la demande, tandis qu'une crise économique entraîne une contraction brutale de la consommation, ce qui se traduit par des fluctuations significatives des prix.

1.3.2 Facteurs politiques et géopolitiques

- **Crises et tensions internationales :**

Les facteurs politiques influencent le marché pétrolier à travers leur impact direct sur la stabilité des approvisionnements. En effet, les conflits ou tensions dans les régions productrices entraînent souvent des perturbations de la production ou du transport, réduisant ainsi l'offre disponible et provoquant une hausse rapide des prix.[3]

---

[1] قواوسي عبد المؤمن، بلعباس رابح، «**تأثير تقلبات أسعار النفط على مؤشرات الميزانية العامة: دراسة قياسية لحالة الجزائر باستخدام نماذج«ARDL** ، مجلة المنهل الاقتصادي، المجلد 05، العدد 01، 2022، ص 652–653.

[2] نفس المرجع، ص 653–654.

[3] زرمان محمد، غردي محمد، مرجع سابق، ص 229.

- **Instabilité dans les pays producteurs :**

L'instabilité politique ou sécuritaire engendre une incertitude quant aux perspectives de production, ce qui pousse les acteurs du marché à réagir de manière anticipative, entraînant des fluctuations des prix même en l'absence de changements effectifs dans les volumes produits.

1.3.3 Facteurs liés au fonctionnement du marché pétrolier

- **Politiques de production des pays exportateurs :**

Les décisions relatives aux niveaux de production jouent un rôle déterminant dans la formation des chocs pétroliers, notamment lorsqu'elles interviennent de manière soudaine. Une réduction de la production limite l'offre et entraîne une hausse des prix, tandis qu'une augmentation de celle-ci exerce une pression à la baisse, ce qui accentue la volatilité du marché.[1]

2 Mécanismes de transmission des chocs pétroliers

2.1 Impact des chocs pétroliers sur les recettes publiques

Les recettes publiques constituent l'un des principaux canaux de transmission des chocs pétroliers vers les finances publiques, en raison de leur dépendance structurelle aux fluctuations des prix du pétrole, notamment dans les économies fondées sur la rente pétrolière. Ainsi, toute variation des prix du pétrole se répercute directement sur le volume des ressources publiques, ce qui les rend particulièrement sensibles aux évolutions du marché pétrolier.[2]

- **Transmission du choc via la fiscalité pétrolière :**

La fiscalité pétrolière représente un élément central dans la structure des recettes publiques, dont le niveau dépend étroitement de l'évolution des prix du pétrole sur les marchés internationaux. Dès lors, une hausse des prix entraîne une expansion des ressources fiscales, tandis qu'une baisse conduit à leur contraction, traduisant ainsi la relation directe entre les chocs pétroliers et le niveau des recettes publiques.[3]

---

[1] زرمان محمد، غردي محمد، مرجع سابق، ص 230.

[2] مجلخ سليم، بشيشي وليد، «**تأثير تقلبات أسعار البترول على الإيرادات العامة في الجزائر: دراسة تحليلية خلال الفترة 2015/2004**»، مجلة الآفاق للدراسات الاقتصادية، المجلد 02، العدد 02، جامعة 8 ماي 1945 قالمة، الجزائر، 01 سبتمبر 2017، ص 146–147.

[3] نفس المرجع، ص 145–146.

- **Effet des chocs sur la stabilité des recettes publiques :**

L'impact des chocs pétroliers ne se limite pas au niveau des recettes, mais s'étend également à leur stabilité. En effet, les fluctuations marquées des prix du pétrole engendrent une volatilité des ressources financières, ce qui limite la capacité de prévision budgétaire et accentue l'incertitude financière.

- **Répercussions des chocs sur la structure des recettes publiques :**

Les chocs pétroliers contribuent également à modifier la composition des recettes publiques, dans la mesure où la part de la fiscalité pétrolière s'accroît en période de hausse des prix, et se réduit en période de baisse, en l'absence d'une capacité suffisante des recettes ordinaires à compenser ces fluctuations, ce qui reflète le degré élevé de dépendance aux ressources pétrolières.[1]

2.2 Impact des chocs pétroliers sur les dépenses publiques

Les dépenses publiques constituent l'un des principaux canaux à travers lesquels se manifeste la transmission des chocs pétroliers aux finances publiques. Toutefois, leur impact n'est pas direct, contrairement aux recettes, mais s'opère essentiellement par le biais de l'évolution des ressources disponibles de l'État, notamment celles issues du secteur pétrolier[2] .

- **Dépendance dynamique des dépenses publiques aux ressources pétrolières :** La capacité de l'État à accroître ses dépenses dépend étroitement du niveau des recettes réalisées. Ainsi, les périodes de hausse des prix du pétrole se traduisent par une disponibilité accrue des ressources financières, permettant une expansion des dépenses publiques, qu'il s'agisse d'investissements ou de dépenses sociales. À l'inverse, la baisse des prix entraîne une contraction de la marge budgétaire, ce qui affecte le rythme de la dépense.
- **Asymétrie dans la vitesse d'ajustement entre recettes et dépenses :** Les dépenses publiques se caractérisent par une certaine rigidité, notamment les dépenses courantes, qui demeurent difficiles à ajuster à court terme en raison de contraintes institutionnelles et sociales. Dès lors, une baisse des recettes consécutive à

[1] قواوسي عبد المؤمن، بلعباس رابح، مرجع سابق، ص 656.
[2] قواوسي عبد المؤمن، بلعباس رابح، مرجع سابق، ص 654–655.

un choc pétrolier n'est pas immédiatement suivie d'une réduction des dépenses, ce qui engendre des déséquilibres financiers.[1]

- **Effet des chocs pétroliers sur l'orientation de la politique de dépenses :** Les chocs pétroliers contraignent les autorités publiques à réorienter leur politique budgétaire. En période de hausse des prix, l'État tend à adopter une politique expansionniste, profitant de l'abondance des ressources, tandis qu'en période de baisse, il est amené à adopter une approche plus prudente, fondée sur la révision des priorités de dépense ou la réduction de certains postes.

2.3 Impact des chocs pétroliers sur le solde budgétaire

Le solde budgétaire constitue l'expression finale des équilibres financiers, dans la mesure où il résulte directement de l'interaction entre les recettes et les dépenses publiques. Dans cette perspective, l'impact des chocs pétroliers s'appréhende à travers leurs effets différenciés sur ces deux composantes, dans un contexte marqué par une forte dépendance des finances publiques aux ressources pétrolières[1].[2]

- **Déséquilibre budgétaire lié à l'asymétrie des mécanismes d'ajustement :**

Les recettes publiques se caractérisent par une forte sensibilité aux fluctuations des prix du pétrole, en raison de leur lien étroit avec la fiscalité pétrolière, tandis que les dépenses présentent une certaine rigidité, du fait de leur rattachement à des engagements difficiles à ajuster à court terme. Ce décalage dans les vitesses d'ajustement engendre des déséquilibres budgétaires en cas de choc pétrolier. [3]

- **Répercussions des fluctuations des prix sur la position budgétaire :**

Les phases de hausse des prix du pétrole se traduisent par une amélioration du solde budgétaire, grâce à l'élargissement des ressources financières. À l'inverse, la baisse des prix entraîne une contraction des recettes sans ajustement équivalent des dépenses, ce qui se traduit par une détérioration de la situation budgétaire et l'apparition de déficits.[4]

[1] عدة زحافي، «أثر تقلبات أسعار النفط على الموازنة العامة في الجزائر«، **مجلة اقتصاد المال والأعمال**، المجلد 4، العدد 1، 15 جوان 2019، ص 117–118.
[2] قواوسي عبد المؤمن، بلعباس رابح، مرجع سابق، ص 650.
[3] قواوسي عبد المؤمن، بلعباس رابح، مرجع سابق، ص 657.
[4] زحافي عدة وآخرون، مرجع سابق، ص 120–121.

- **Vulnérabilité du solde budgétaire face aux chocs externes :**

Le solde budgétaire se caractérise par une forte sensibilité aux fluctuations du marché pétrolier, dans la mesure où ses variations reflètent le degré de dépendance des équilibres financiers aux ressources pétrolières, ce qui limite leur stabilité à moyen terme.

3 Conséquences économiques et sociales des chocs pétroliers

Les chocs pétroliers représentent des perturbations majeures qui affectent l'équilibre économique et social des pays. Les fluctuations des prix du pétrole influencent directement les indicateurs macroéconomiques, les finances publiques ainsi que les conditions sociales, particulièrement dans les économies fortement dépendantes des hydrocarbures[1].

3.1 Conséquences économiques des chocs pétroliers

Les chocs pétroliers provoquent plusieurs déséquilibres économiques touchant la croissance, les prix, les échanges extérieurs ainsi que l'investissement. Ces effets diffèrent selon qu'il s'agisse d'un pays importateur ou exportateur de pétrole.[2]

- **Inflation**

La hausse des prix du pétrole entraîne généralement une augmentation du niveau général des prix. L'augmentation des coûts de transport et des coûts de production se répercute directement sur les prix des biens et services. Dans les pays importateurs, cette situation alimente davantage l'inflation et réduit le pouvoir d'achat des ménages.[3]

- **Croissance économique**

Les fluctuations des prix du pétrole influencent fortement la croissance économique. Dans les pays exportateurs, la hausse des prix du pétrole stimule temporairement la croissance grâce à l'augmentation des recettes d'exportation et des revenus publics. À l'inverse, la baisse des prix pétroliers ralentit l'activité économique et fragilise les performances macroéconomiques.

- **Balance commerciale**

Les chocs pétroliers affectent directement la balance commerciale. Dans les pays importateurs, la hausse des prix du pétrole augmente la facture énergétique et détériore le solde commercial. En revanche, les pays exportateurs bénéficient d'une amélioration temporaire de leurs recettes d'exportation durant les périodes de hausse des prix pétroliers.[4]

- **Investissement**

[1] Attouchi Manel, « **L'impact des fluctuations des cours pétroliers dans un pays exportateur et un pays importateur du pétrole** », *Journal des Études Économiques Contemporaines*, Vol. 05, N° 02, 2020, p.164.
[2] **Ibid.,** p.167.
[3] **Ibid.,** p.168.
[4] **Ibid.,** p.169.

L'instabilité des prix du pétrole crée un climat d'incertitude économique qui influence négativement les investissements. La volatilité des marchés pétroliers réduit les perspectives de rentabilité et peut conduire les entreprises à limiter leurs projets d'investissement, notamment dans les secteurs dépendants de l'énergie.

3.2 Conséquences sociales des chocs pétroliers

Les conséquences économiques des chocs pétroliers se répercutent également sur la situation sociale des populations, à travers l'augmentation du chômage, la baisse du pouvoir d'achat et la dégradation des conditions de vie.[1]

- **Chômage**

Les périodes de baisse des prix du pétrole entraînent souvent un ralentissement de l'activité économique et une réduction des dépenses publiques, ce qui affecte l'emploi. En Algérie, le contrechoc pétrolier de 2014 a conduit à des mesures d'austérité et à la suspension de certains recrutements ainsi que de plusieurs projets économiques et sociaux.[2]

- **Pouvoir d'achat**

Les fluctuations des prix du pétrole influencent directement le pouvoir d'achat des ménages. La hausse des prix des produits énergétiques et des produits importés réduit le revenu réel des consommateurs et limite leur capacité de consommation.[3]

- **Niveau de vie**

Les chocs pétroliers peuvent provoquer une dégradation du niveau de vie, particulièrement dans les pays dépendants des revenus pétroliers. La diminution des recettes publiques réduit les capacités de financement des programmes sociaux et des investissements publics, ce qui affecte les conditions économiques et sociales de la population.

[1] BELMEDJAHED Nouara Nawel & BECHENNI Youcef, **« Les fluctuations des prix du pétrole : Quelles conséquences sur l'économie algérienne ? »,** *Revue les cahiers du POIDEX*, Vol. 8, N° 12, 2019, p.91.
[2] Ibid.
[3] Ibid.

3.3 Effets des chocs pétroliers sur les pays exportateurs et importateurs

Les effets des chocs pétroliers diffèrent selon la position des pays dans le marché énergétique mondial. Les pays exportateurs et importateurs ne subissent pas les mêmes conséquences face aux fluctuations des prix du pétrole.[1]

3.3.1 Effets sur les pays exportateurs de pétrole

Les pays exportateurs bénéficient généralement d'une hausse des recettes publiques et des revenus d'exportation lorsque les prix du pétrole augmentent. Ces ressources permettent de financer les dépenses publiques et les programmes de développement économique. Cependant, ces économies restent fortement dépendantes des hydrocarbures, ce qui les expose à des difficultés budgétaires en période de baisse des prix pétroliers.[2]

3.3.2 Effets sur les pays importateurs de pétrole

Les pays importateurs subissent davantage les effets négatifs des hausses des prix du pétrole. L'augmentation des coûts énergétiques entraîne une hausse des coûts de production, une baisse du pouvoir d'achat et un ralentissement de la croissance économique. Face à cette situation, plusieurs pays cherchent à réduire leur dépendance énergétique à travers la diversification des sources d'énergie et l'amélioration de l'efficacité énergétique.

[1] Attouchi Manel, **op.cit.,** p.164.
[22] BELMEDJAHED Nouara Nawel & BECHENNI Youcef, **op.cit**., p.89.

CHAPITRE II : L'IMPACT DES CHOCS PÉTROLIERS SUR LA POLITIQUE FINANCIÈRE EN ALGÉRIE

CHAPITRE II : L'IMPACT DES CHOCS PÉTROLIERS SUR LA POLITIQUE FINANCIÈRE EN ALGÉRIE

Introduction

Les chocs pétroliers constituent l'un des phénomènes économiques majeurs qui influencent profondément les équilibres macroéconomiques, notamment dans les pays fortement dépendants des ressources énergétiques. En effet, les fluctuations des prix du pétrole, qu'elles soient à la hausse ou à la baisse, ne se limitent pas à de simples variations de marché, mais représentent des chocs externes ayant des répercussions directes sur la performance économique, les recettes publiques ainsi que les orientations des politiques économiques.

Dans ce cadre, l'économie algérienne se caractérise par un degré élevé de dépendance au secteur des hydrocarbures, qui constitue la principale source de financement du budget de l'État et des exportations. Cette dépendance rend les finances publiques particulièrement vulnérables aux fluctuations des prix du pétrole sur les marchés internationaux, dans la mesure où chaque choc pétrolier entraîne des répercussions immédiates sur les recettes publiques, le niveau des dépenses et les équilibres financiers, ce qui impose aux autorités publiques une adaptation permanente à ces évolutions.

Par ailleurs, la politique financière constitue un instrument essentiel dont dispose l'État pour faire face à ces chocs, à travers l'ajustement des niveaux de dépenses, la mobilisation des ressources financières et la mise en œuvre de réformes économiques visant à préserver la stabilité économique. Toutefois, l'efficacité de cette politique demeure étroitement liée à la structure de l'économie nationale ainsi qu'au degré de diversification des sources de revenus, notamment dans un contexte marqué par une forte dépendance aux ressources pétrolières.

Dans ce cadre, le présent chapitre vise à analyser l'impact des chocs pétroliers sur la politique financière en Algérie, en mettant en évidence les mécanismes de transmission de ces chocs ainsi que leurs répercussions sur les finances publiques, tout en étudiant la manière dont l'État s'adapte à ces transformations. Ce chapitre s'articule autour de trois sections principales : la première est consacrée à l'étude de la dynamique des prix du pétrole et à la vulnérabilité de l'économie algérienne face à ces fluctuations ; la deuxième porte sur l'évolution de la politique financière en Algérie dans le cadre des réformes économiques ; enfin, la troisième section est dédiée à l'analyse des composantes de la politique financière à travers l'étude des recettes publiques, des dépenses publiques et des équilibres financiers.

CHAPITRE II : L'IMPACT DES CHOCS PÉTROLIERS SUR LA POLITIQUE FINANCIÈRE EN ALGÉRIE

Section 1 : Dynamique des prix du pétrole et vulnérabilité de l'économie algérienne

La dynamique des prix du pétrole constitue un élément fondamental dans l'analyse des équilibres économiques, en raison du rôle stratégique que joue cette ressource dans l'économie mondiale. En effet, les prix du pétrole ne suivent pas une trajectoire stable, mais connaissent des fluctuations importantes résultant de l'interaction de plusieurs facteurs économiques, géopolitiques et structurels, ce qui engendre l'apparition de chocs pétroliers ayant des répercussions significatives sur les économies nationales.

Dans ce cadre, les variations des prix du pétrole ne se limitent pas à un simple phénomène de marché, mais représentent des perturbations externes susceptibles d'affecter directement les indicateurs macroéconomiques, notamment dans les pays fortement dépendants des hydrocarbures. Ces fluctuations se traduisent par des phases d'expansion et de contraction, reflétant la nature cyclique et instable du marché pétrolier, ainsi que la difficulté de prévoir son évolution à court et à long terme.

Par ailleurs, l'économie algérienne constitue un exemple typique d'économie fortement dépendante du secteur pétrolier, où les hydrocarbures occupent une place prépondérante dans la formation du produit intérieur brut, des exportations et des recettes publiques. Cette dépendance confère à l'économie nationale une sensibilité particulière aux chocs pétroliers, dans la mesure où toute variation des prix se répercute directement sur les performances économiques et les équilibres financiers.

Ainsi, l'étude de la dynamique des prix du pétrole et de la vulnérabilité de l'économie algérienne apparaît essentielle pour comprendre les mécanismes liés aux fluctuations des prix ainsi que leurs effets sur l'activité économique. Elle permet également de mettre en évidence le degré de dépendance de l'économie nationale et les risques associés à cette dépendance dans un contexte marqué par l'instabilité des marchés énergétiques.

Dans ce contexte, ce premier axe vise à analyser l'évolution des prix du pétrole à travers ses principales phases historiques et les chocs majeurs ayant marqué le marché pétrolier. Il s'intéresse également aux facteurs explicatifs de ces fluctuations. Enfin, il met en évidence le rôle du secteur pétrolier dans l'économie algérienne ainsi que son degré de dépendance et sa sensibilité face aux chocs pétroliers.

CHAPITRE II : L'IMPACT DES CHOCS PÉTROLIERS SUR LA POLITIQUE FINANCIÈRE EN ALGÉRIE

1 Évolution historique des prix du pétrole et chocs majeurs

1.1 Les grandes phases d'évolution des prix du pétrole

L'analyse de l'évolution historique des prix du pétrole montre que ces derniers ne suivent pas une trajectoire linéaire, mais évoluent plutôt selon des cycles successifs reflétant l'interaction de facteurs économiques, structurels et géopolitiques. En effet, le marché pétrolier est l'un des marchés les plus sensibles aux fluctuations internationales, où les prix dépendent fortement de l'équilibre entre l'offre et la demande, ainsi que des événements politiques majeurs, ce qui les rend particulièrement instables [1].

1.1.1 Première phase : stabilité organisée et domination des compagnies (1945 – début des années 1970)

Cette phase est caractérisée par une stabilité relative et durable des prix du pétrole, qui sont restés à des niveaux faibles pendant une longue période. Toutefois, cette stabilité n'était pas le résultat d'un équilibre naturel du marché, mais plutôt le reflet de la domination des grandes compagnies pétrolières internationales, qui contrôlaient à la fois la production et la fixation des prix .[2]

Ces compagnies fonctionnaient dans un cadre quasi monopolistique leur permettant de réguler les quantités produites et de stabiliser les prix selon leurs intérêts. Ainsi, les pays producteurs étaient largement exclus du processus décisionnel. Par conséquent, cette stabilité peut être qualifiée d'« artificielle », puisqu'elle ne reflétait pas les véritables dynamiques de l'économie mondiale.

La fin de cette phase est marquée par l'émergence progressive des pays producteurs sur la scène pétrolière, notamment à travers la création de l'OPEP, ce qui a profondément modifié les rapports de force.

1.1.2 Deuxième phase : chocs pétroliers et recomposition du marché (1973 – 1980)

Cette phase constitue un tournant majeur dans l'histoire des prix du pétrole, marqué par un transfert du pouvoir des compagnies vers les pays producteurs. Le premier choc pétrolier de

[1] FEDILA Karima, ***L'impact des fluctuations du prix du pétrole sur la conduite de la politique monétaire en Algérie***, Mémoire de Master, Université Abderrahmane Mira de Béjaia, 2013, p. 10.

[2] WTRG Economics, ***Oil Price History and Analysis***, Disponible sur: www.wtrg.com, consulté le 26 avril 2026,
p. 2.

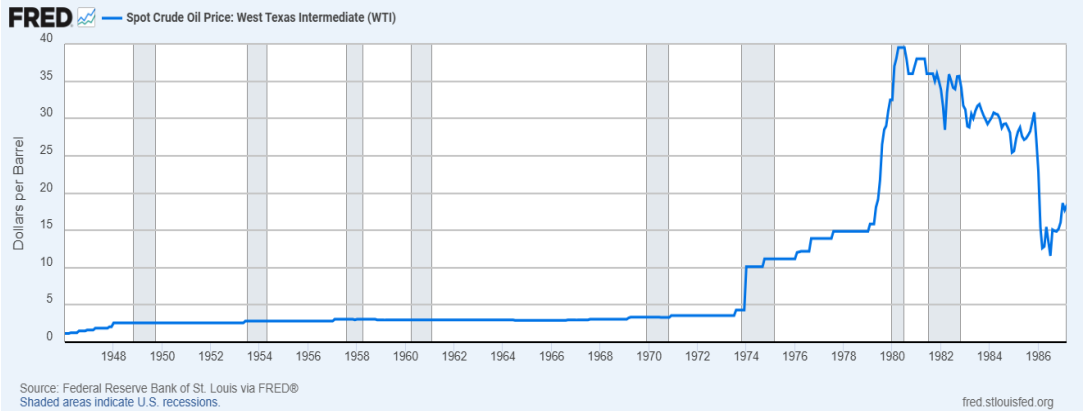
1973 a entraîné une forte hausse des prix suite à la réduction de l'offre, révélant ainsi la capacité des pays exportateurs à influencer le marché .[1]

Le second choc de 1979 a renforcé cette dynamique, notamment en raison des tensions géopolitiques, ce qui a conduit à une nouvelle augmentation des prix. Durant cette période, le pétrole a acquis une dimension stratégique, devenant un levier de pouvoir dans les relations internationales.

Ainsi, les facteurs géopolitiques ont pris une place prépondérante dans la détermination des prix, rendant le marché plus instable et plus sensible aux crises internationales.

Le graphique ci-dessus illustre l'évolution des prix du pétrole sur la période allant de 1946 à 1986, en mettant en évidence les principales tendances générales qui ont caractérisé cette phase.

Figure 2- 1: Évolution des prix du pétrole (WTI) sur la période 1946–1986



Source : Federal Reserve Bank of St. Louis, données FRED (Federal Reserve Economic Data), Spot Crude Oil Price: West Texas Intermediate (WTI).

1.1.3 Troisième phase : effondrement et réajustement du marché (1986)

Après une période de hausse prolongée, les prix du pétrole ont connu un effondrement brutal en 1986, dû principalement à un excès d'offre sur le marché mondial, combiné à une baisse de

[1] MEZAOUR Amel & BELAID Dehbia, ***Les fluctuations des prix du pétrole comme enjeu principal de la crise économique internationale***, Revue Industrial Economics Review, Vol. 10, N°02, 2020, pp. 232-233.

la demande. Le manque de coordination entre les pays producteurs et le non-respect des quotas ont également accentué cette chute .

Cette phase peut être interprétée comme un processus de réajustement du marché, où les mécanismes fondamentaux de l'offre et de la demande ont repris le dessus après une période de forte intervention. Elle met en évidence les limites du contrôle des prix par les producteurs.

1.1.4 Quatrième phase : intégration au cycle économique mondial (1990 – 2008)

Cette période se caractérise par une intégration croissante du marché pétrolier dans la dynamique de l'économie mondiale. Les prix du pétrole deviennent étroitement liés à la croissance économique globale : une expansion économique entraîne une hausse de la demande énergétique et donc des prix, tandis qu'un ralentissement économique provoque leur baisse .[1]

Par ailleurs, l'émergence des économies en développement, notamment la Chine et l'Inde, a contribué à une augmentation significative de la demande mondiale. Cela a conduit à une tendance haussière des prix jusqu'en 2008, où ils ont atteint des niveaux historiquement élevés.

Ainsi, cette phase illustre le rôle central du pétrole dans le fonctionnement de l'économie mondiale.[2]

1.1.5 Cinquième phase : instabilité structurelle et complexification du marché (2008 – à nos jours)

Depuis la crise financière mondiale de 2008, le marché pétrolier est entré dans une phase caractérisée par une instabilité structurelle accrue. Les prix sont désormais influencés par une

multiplicité de facteurs, notamment les innovations technologiques comme le pétrole de schiste, qui ont profondément modifié la structure de l'offre .

De plus, les crises internationales, telles que la pandémie de COVID-19, ont provoqué des chocs majeurs sur la demande, entraînant des fluctuations importantes des prix.

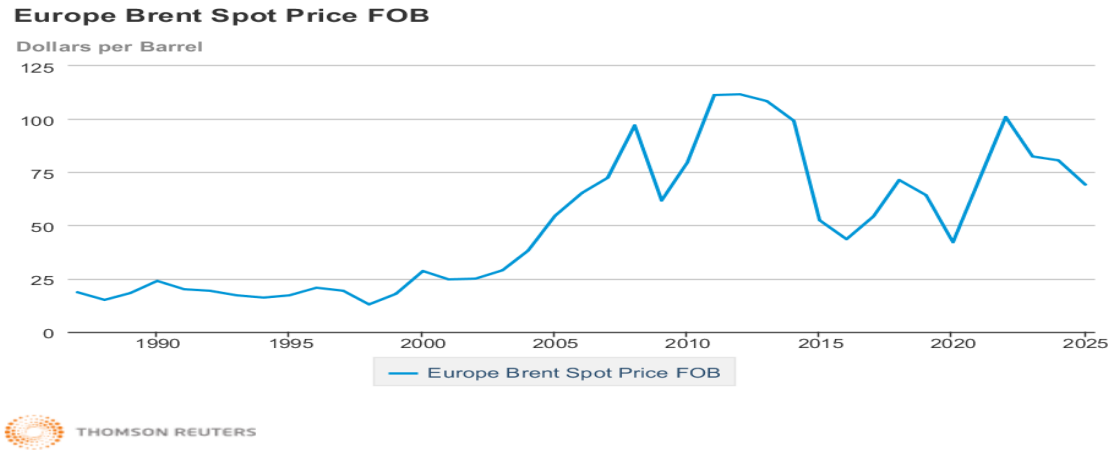
Cette phase est également marquée par l'influence croissante des facteurs financiers et environnementaux, ce qui rend la prévision des prix plus complexe. Par conséquent, le marché pétrolier actuel se distingue par un niveau élevé d'incertitude et de volatilité.

Le graphique suivant met en évidence l'évolution des prix du pétrole (Brent) sur la période (1987–2025), en montrant clairement les fortes fluctuations et l'alternance des phases de hausse

[1] FEDILA Karima, **op. cit**., p. 10
[2] MEZAOUR Amel & BELAID Dehbia, **op. cit.,** pp. 232-23

et de baisse, notamment lors des crises pétrolières et économiques, ce qui vient appuyer l'analyse des autres phases présentées précédemment.

Figure 2- 2: Évolution des prix du pétrole (Brent) sur la période 1987–2025



Source : U.S. Energy Information Administration (EIA), données historiques des prix du pétrole.

1.2 Les principaux chocs pétroliers mondiaux

Les chocs pétroliers constituent des perturbations majeures du marché énergétique mondial, traduisant l'instabilité structurelle des prix du pétrole. Ils résultent d'une interaction complexe entre les facteurs d'offre et de demande, ainsi que des tensions géopolitiques et des transformations économiques internationales.

Dans la littérature économique, il convient toutefois de distinguer entre les **chocs pétroliers** (hausse brutale des prix) et les **contre-chocs pétroliers** (baisse significative des prix), tous deux ayant des effets importants sur les équilibres macroéconomiques, notamment dans les pays dépendants des hydrocarbures, tels que l'Algérie.[1]

1.2.1 Le choc pétrolier de 1973

Le choc de 1973 est considéré comme le premier véritable choc ayant marqué le marché pétrolier mondial. Il s'inscrit dans un contexte géopolitique particulier, caractérisé par la guerre

[1] بوعوينه، مولود، ***الصدمات النفطية وأثرها على أهم متغيرات الاقتصاد الكلي في الجزائر: دراسة قياسية تحليلية خلال الفترة 1970–2016***، أطروحة دكتوراه، كلية العلوم الاقتصادية والعلوم التجارية وعلوم التسيير، جامعة الجزائر 3، 2018، ص 48–60.

d'octobre, au cours de laquelle les pays arabes producteurs ont utilisé le pétrole comme un instrument de pression, entraînant une réduction de l'offre et une hausse brutale et sans précédent des prix. Cette situation a profondément modifié les équilibres du marché pétrolier, en transférant le centre de pouvoir vers les pays producteurs membres de l'OPEP. Par ailleurs, cette augmentation soudaine des prix a engendré d'importants déséquilibres économiques dans les pays industrialisés, notamment à travers une hausse de l'inflation et un ralentissement de la croissance, plongeant ainsi l'économie mondiale dans une phase d'instabilité et redéfinissant les politiques énergétiques à l'échelle internationale.[1]

1.2.2 Le choc pétrolier de 1979

Le choc de 1979 constitue une prolongation du premier choc pétrolier, survenant dans un contexte marqué par la révolution iranienne et la guerre Iran-Irak. Ces événements ont entraîné une perturbation de l'offre mondiale de pétrole, provoquant une nouvelle hausse significative des prix.

Ce choc a renforcé l'instabilité du marché pétrolier et accentué les déséquilibres économiques à l'échelle mondiale, consolidant ainsi le rôle stratégique du pétrole dans les relations internationales.

1.2.3 Le choc pétrolier de 1986

Le choc de 1986 s'inscrit dans une dynamique inverse, caractérisée par une chute brutale des prix du pétrole due à un excédent de l'offre sur les marchés internationaux. Cette évolution reflète les transformations du marché après les chocs des années 1970, notamment la baisse de la demande et l'augmentation de la production hors OPEP. Les conséquences ont été particulièrement négatives pour les pays exportateurs, dont les recettes ont fortement diminué, illustrant la vulnérabilité des économies dépendantes, comme celle de l'Algérie.[2]

1.2.4 Le choc pétrolier de 2008

Le choc de 2008 présente un caractère complexe et dual, marqué d'abord par une hausse record des prix du pétrole sous l'effet de la forte demande mondiale, notamment émanant des économies émergentes, avant de connaître un effondrement rapide à la suite de la crise

[1] بن علي بلعزوز، علي، وضالع، دليلة، «**أزمات النفط واتجاهات السياسة المالية في الجزائر**»، *مجلة دراسات اقتصادية*، المجلد 7، العدد 2، 2013، ص 193–194.

[2] Bourioune, Tahar, **« Chute du prix du pétrole et perspective de l'économie algérienne en 2022 »,** *Les Cahiers du CREAD*, vol. 39, n° 1, 2023, pp. 283–285.

financière mondiale. Cette évolution met en évidence l'interdépendance croissante entre le marché pétrolier et l'économie mondiale. En effet, les prix du pétrole ne sont plus uniquement déterminés par les facteurs traditionnels d'offre et de demande, mais sont également influencés par les turbulences financières internationales, ce qui a engendré une forte volatilité des prix et des répercussions directes sur l'activité économique globale, notamment à travers la contraction de la demande énergétique dans un contexte de récession.

1.2.5 Le choc pétrolier de 2014

Le choc de 2014 constitue un choc de nature structurelle, résultant d'un déséquilibre marqué du marché pétrolier dû à un excédent de l'offre, notamment avec l'essor de la production du pétrole de schiste, conjugué à un ralentissement de la demande mondiale. Cette situation a conduit à une chute importante des prix après une période de relative stabilité à des niveaux élevés. Les conséquences ont été particulièrement significatives pour les pays exportateurs de pétrole, dont les recettes ont fortement diminué, entraînant des déséquilibres macroéconomiques et financiers. L'économie algérienne en a été directement affectée, avec une baisse des exportations et une détérioration des équilibres économiques.

1.2.6 Le choc pétrolier de 2020

Le choc de 2020 se distingue par son caractère exceptionnel, étant lié à la pandémie de la Covid-19, qui a provoqué un arrêt brutal de l'activité économique mondiale et une chute drastique de la demande de pétrole. Cette situation a entraîné un effondrement des prix à des niveaux historiquement bas, révélant ainsi la fragilité du marché pétrolier face à des chocs exogènes non économiques. Elle a également mis en évidence la vulnérabilité des économies dépendantes des hydrocarbures, fortement impactées par la baisse soudaine des recettes, renforçant ainsi la nécessité de diversifier les sources de revenus et de réduire la dépendance au pétrole comme principale ressource économique.[1]

1.3 Facteurs explicatifs des fluctuations des prix du pétrole

Les fluctuations des prix du pétrole sur les marchés internationaux s'expliquent par un ensemble de facteurs interdépendants. En effet, le prix du pétrole ne dépend pas uniquement de la loi de l'offre et de la demande, mais résulte d'une interaction complexe entre des facteurs économiques, géopolitiques, climatiques et structurels, ce qui confère au marché pétrolier un caractère instable et volatile.

[1] **Ibid**., p. 283.

1.3.1 Les facteurs économiques

Le volet économique constitue le principal déterminant des fluctuations des prix du pétrole. La stabilité du marché pétrolier mondial dépend essentiellement de l'équilibre entre l'offre et la demande, ainsi que du niveau des stocks mondiaux, le pétrole étant une ressource stratégique essentielle à la croissance économique mondiale[1]. Tout déséquilibre entre ces deux variables se traduit directement par des variations de prix.

1.3.1.1 La demande mondiale de pétrole

La demande mondiale de pétrole se divise en deux catégories : la demande à des fins de consommation et la demande à des fins spéculatives.

La demande de consommation est étroitement liée au rythme de la croissance économique mondiale. En effet, l'expansion industrielle et l'intensification de l'activité économique entraînent une hausse de la demande en produits pétroliers, notamment dans les pays industrialisés et émergents. L'entrée de pays comme la Chine et l'Inde, ainsi que l'augmentation de leur consommation énergétique, ont contribué à renforcer la demande mondiale de pétrole.[2]

Quant à la demande spéculative, elle est liée au développement des marchés à terme. L'intervention des spéculateurs dans ces marchés depuis les années 1980 a accentué la volatilité des prix, dans la mesure où leur objectif principal est la réalisation de profits rapides, ce qui peut éloigner les prix de leur niveau d'équilibre réel.

1.3.1.2 L'offre mondiale de pétrole

L'offre mondiale de pétrole dépend de plusieurs facteurs, notamment les capacités de production, le niveau des réserves et les politiques adoptées par les pays producteurs. De plus, les besoins financiers de ces pays peuvent les inciter à augmenter leur production, ce qui exerce une pression à la baisse sur les prix.[3]

Par ailleurs, les stocks pétroliers, qu'ils soient commerciaux ou stratégiques, jouent un rôle important dans la régulation de l'offre, notamment en période de fluctuations saisonnières ou de crises économiques.

---

[1] أحمد الحمزة، أمين البار، «**العوامل والآليات المؤثرة في تحديد أسعار النفط**»، مجلة الحقوق والعلوم السياسية، المجلد 9، العدد 1، 2022، ص 1101.

[2] نفس المرجع، ص 1102.

[3] بن بوزيان محمد، لخديمي عبد الحميد، «**تغيرات سعر النفط والاستقرار النقدي في الجزائر: دراسة تحليلية اقتصادية وقياسية**»، مجلة الباحث الاقتصادي، المجلد 1، العدد 1، 2013، ص 121–123.

1.3.2 Les facteurs géopolitiques

Les facteurs géopolitiques jouent un rôle déterminant dans la formation des prix du pétrole, en raison du caractère stratégique de cette ressource. Les conflits politiques, les guerres et les tensions dans les zones de production perturbent les approvisionnements, ce qui influence directement les prix.

Les marchés pétroliers ont connu plusieurs crises majeures (1973, 1979, 1986, 1998, 2008) ayant provoqué des fluctuations importantes des prix, traduisant l'impact direct des événements politiques et économiques sur le marché pétrolier.[1]

De plus, les relations internationales et les politiques économiques des grandes puissances influencent indirectement le marché pétrolier à travers le contrôle de la production ou l'imposition de sanctions économiques.

1.3.3 Les facteurs climatiques

Les facteurs climatiques sont liés aux variations saisonnières et aux conditions météorologiques. Les catastrophes naturelles, telles que les ouragans, peuvent perturber la production ou endommager les infrastructures pétrolières, entraînant ainsi une réduction de l'offre et une hausse des prix.

Par ailleurs, les périodes de froid intense, notamment en hiver, augmentent la demande en énergie pour le chauffage, en particulier en Europe et aux États-Unis, ce qui exerce une pression à la hausse sur les prix.[2]

1.3.4 Les facteurs structurels et organisationnels du marché

Le marché pétrolier ne repose pas uniquement sur les mécanismes de l'offre et de la demande, mais dépend également de sa structure et des relations entre les différents acteurs (États producteurs et consommateurs, compagnies pétrolières, organisations internationales).

Le développement des marchés à terme et l'importance croissante des activités spéculatives ont complexifié le mécanisme de formation des prix. Une part importante des transactions s'effectue désormais sur ces marchés, ce qui accentue la volatilité des prix et rend plus difficile l'équilibre du marché.[3]

---

[1] أحمد الحمزة، أمين البار، مرجع سابق، ص 1103–1104.
[2] نفس المرجع، ص 1105.
[3] نفس المرجع، ص 1106.

En outre, les divergences d'intérêts entre les pays membres de l'OPEP et le non-respect des quotas de production contribuent également à l'instabilité des prix.

2 Le secteur pétrolier dans l'économie algérienne : Poids et dépendance

2.1 Contribution du secteur au PIB, aux exportations et aux recettes publiques

2.1.1 Contribution du secteur pétrolier au Produit Intérieur Brut (PIB)

Le secteur des hydrocarbures constitue le pilier fondamental du Produit Intérieur Brut (PIB) en Algérie, sa contribution variant généralement entre 20 % et 45 % au cours des deux dernières décennies. Selon les données de l'Office National des Statistiques, la contribution moyenne du secteur des hydrocarbures au PIB était d'environ **29,25 %** durant la période 2001-2019, avec une valeur moyenne estimée à **3637,62 milliards de DA**.[1]

Les statistiques indiquent que le taux de contribution le plus élevé au PIB a été enregistré par le secteur pétrolier entre 2005 et 2008, dépassant les **43 %**, en raison de la hausse des prix du pétrole sur le marché international et de la reprise du secteur des hydrocarbures en Algérie.[2]

Figure 2- 3 :Évolution de la contribution du secteur des hydrocarbures au produit intérieur brut (PIB) en Algérie durant la période (2001–2019) (en %)



Source : Banque d'Algérie, Bulletins statistiques annuels (2008, 2014, 2017, 2020), disponible sur : https://www.bank-of-algeria.dz, consulté le 29/04/2026 à 10:30.

Cependant, cette contribution a connu un recul notable durant les périodes de baisse des prix du pétrole, atteignant sa valeur la plus basse en 2016 avec **17,27 %** (3025,5 milliards de DA),

[1] عراب سمية، «**تبعية الاقتصاد الجزائري لقطاع المحروقات وتحليل درجة تنوعه حسب مؤشر هرفندل-هيرشمان (H.H) خلال الفترة(2001-2019)**» ، مجلة التمويل والاستثمار والتنمية المستدامة، المجلد 06، العدد 02، ديسمبر 2021، ص 11.

[2] نفس المرجع، ص 11.

ce qui reflète l'ampleur de la dépendance et de la sensibilité aux chocs externes[1]. Le rapport du FMI de 2024 confirme que le secteur des hydrocarbures reste le moteur principal de l'activité économique, représentant en moyenne **19 % du PIB** durant la période 2018-2022.[2]

2.1.2 Contribution du secteur pétrolier aux exportations

Les exportations pétrolières constituent l'indicateur le plus manifeste du phénomène de dépendance, les hydrocarbures représentant entre **97 % et 98 %** des exportations totales algériennes. Selon les données des Douanes algériennes, la part des exportations d'hydrocarbures dans les exportations totales était de **98,05 %** en 2003, **97,95 %** en 2004, **98,05 %** en 2005, **97,85 %** en 2006 et **97,56 %** en 2008.[3]

Figure 2- 4: Évolution de la contribution des exportations pétrolières dans les exportations totales en Algérie durant la période (2001–2019) (en %)



Source : Banque d'Algérie, rapports annuels pour les années 2004, 2009, 2013, 2018 et 2019 ; Banque d'Algérie, bulletin statistique trimestriel n°01, année 2020.

Les statistiques indiquent que les exportations algériennes d'hydrocarbures ont atteint leur pic en 2008 avec un total de **77,19 milliards USD**, pour chuter brutalement durant la crise de 2014-2016 à **28,88 milliards USD** en 2016, sous l'effondrement des prix du pétrole sur les marchés internationaux.[4] La valeur la plus élevée des exportations d'hydrocarbures a été enregistrée en 2011 avec **71,66 milliards USD**, soit **98,30 %** des exportations totales.[5]

[1] نفس المرجع، ص 12.

[2] Fonds monétaire international (FMI), ***Algérie : Questions générales***, Rapport du FMI n° 24/89, Washington, avril 2024, p. 12.

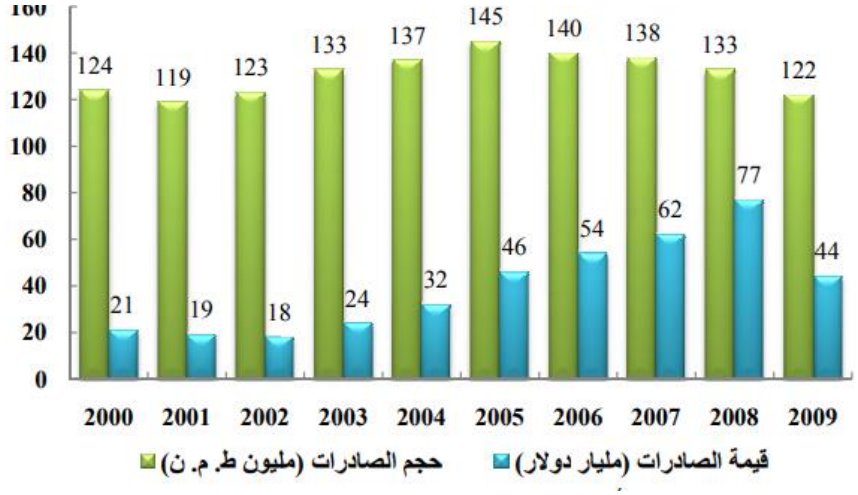
[3] عراب سمية، مرجع سابق، ص 12.

[4] عراب سمية، مرجع سابق، ص 13.

[5] عراب سمية، مرجع سابق، ص 26.

Le gaz naturel constitue la deuxième ressource la plus importante pour l'Algérie après le pétrole. En 2010, la part des exportations de gaz naturel (gazoduc et GNL) dans les recettes totales d'exportation était d'environ **39 %**, dépassant ainsi la part du pétrole brut qui était de **37 %**.[1]

Figure 2- 5: Évolution des exportations algériennes d'hydrocarbures durant la période (2000–2009)



Source : Différents bilans des réalisations du secteur de l'énergie et des mines (MEM)

2.1.3 Contribution du secteur pétrolier aux recettes publiques

Les documents budgétaires témoignent de la forte dépendance aux recettes des hydrocarbures, ces dernières constituant la principale source de financement du budget de l'État. Selon les données du Ministère des Finances, la contribution des hydrocarbures aux recettes publiques était de **74,34 %** en 2000, **63,53 %** en 2001, **58,81 %** en 2002, **65,08 %** en 2003, **66,63 %** en 2004, **73,56 %** en 2005 et **74,56 %** en 2006.[2]

[1] مباني عبد المالك، «**الجزائر في ظل تحولات الاقتصاد العالمي للمحروقات (دراسة تحليلية)**»، أطروحة دكتوراه، جامعة الجزائر 03، 2014، ص 144.

[2] عراب سمية، مرجع سابق، ص 14.

Figure 2- 6: Contribution des recettes pétrolières aux recettes publiques en Algérie durant la période (2001–2019) (en %)



Source : Banque d'Algérie, rapports annuels pour les années 2004, 2008, 2012, 2017 et 2018 ; Loi n°18-18 du 27 décembre 2018 portant loi de finances pour 2019, p. 28.

Les recettes pétrolières ont atteint leur apogée absolu en 2008, avec des recettes publiques totales de **5111,0 milliards DA** et des recettes pétrolières de **4088,6 milliards DA**, soit **80 %** des recettes publiques.[1]

Il convient de noter que cette dépendance rend le budget de l'État vulnérable aux chocs externes. Après l'effondrement des prix du pétrole en 2014, la part des recettes pétrolières est tombée à seulement **34,85 %** en 2016, obligeant l'État à recourir au Fonds de Régulation des Recettes (FRR) pour couvrir le déficit.

2.2 Le caractère rentier et la faible diversification économique

L'économie algérienne constitue un exemple explicite d'État rentier, dépendant presque totalement des revenus des hydrocarbures comme source principale de ses recettes publiques. Au cours de la première décennie des années 2000, la fiscalité pétrolière a représenté entre 58 % et 80 % des recettes publiques totales, ce qui reflète la domination de ce secteur sur les finances publiques de l'État.[2]

L'indice de Herfindahl-Hirschmann (H.H) confirme ce caractère rentier et la faiblesse de la diversification économique. Cet indice international, qui mesure le degré de concentration des exportations, a enregistré des valeurs très élevées (proches de 1) tout au long de la période

[1] عراب سمية، مرجع سابق، ص 27 (الملحق رقم 03).
[2] نفس المرجع، ص 9.

2001-2019, ce qui signifie que l'économie algérienne reste prisonnière des exportations d'hydrocarbures, lesquelles représentent plus de 97 % du total des exportations nationales.[1]

La conséquence la plus grave de ce caractère rentier est l'affaiblissement des autres secteurs économiques. Alors que le secteur des hydrocarbures accapare la part la plus importante du produit intérieur brut, les contributions des secteurs de l'agriculture, de l'industrie manufacturière et des services restent limitées et faibles. C'est ce que la littérature économique appelle le phénomène de la "malédiction des ressources naturelles" (Resource Curse), où l'abondance des richesses naturelles conduit à la négligence des autres secteurs productifs et à l'accroissement de la dépendance vis-à-vis de l'extérieur.[2]

Pour sortir de cette impasse, une volonté politique forte et des réformes structurelles profondes s'imposent, visant à améliorer le climat des affaires, à développer les infrastructures, à encourager l'investissement privé et à opérer une transition progressive d'une économie de rente vers une économie de production et de diversification réelle.

2.3 Sensibilité de l'économie aux chocs pétroliers

L'économie algérienne reste extrêmement sensible aux fluctuations des prix du pétrole sur les marchés internationaux. Cette vulnérabilité s'explique par la forte dépendance des recettes publiques, des exportations et du produit intérieur brut vis-à-vis du secteur des hydrocarbures.

Le contre-choc pétrolier de 2014-2016 illustre parfaitement cette sensibilité. Avec l'effondrement des prix du baril, les recettes budgétaires ont chuté drastiquement, passant de 80 % de contribution pétrolière en 2008 à seulement 34,85 % en 2016. Cette situation a contraint l'État à puiser dans le Fonds de Régulation des Recettes (FRR) pour financer le déficit budgétaire, ce qui a conduit à son épuisement total en 2017.[3]

Les conséquences de cette dépendance se manifestent également sur la balance commerciale et les réserves de change. La chute des prix du pétrole entraîne une diminution brutale des exportations, un creusement du déficit courant et une pression à la baisse sur les réserves de change. Ainsi, l'Algérie se trouve contrainte de réduire ses importations et de recourir à des politiques d'austérité pour préserver ses équilibres macroéconomiques.[4]

---

[1] نفس المرجع، ص 18.
[2] مباني عبد المالك، مرجع سابق، ص 21–25.
[3] نفس المرجع، ص 26.
[4] B. Ouchène, ***L'exploitation des hydrocarbures en Algérie : de la richesse à la croissance***, CIRIEC International, 2022, pp. 7–8.

Pour faire face à cette vulnérabilité structurelle, la diversification de l'économie apparaît comme une nécessité incontournable. Les chocs pétroliers successifs ont démontré les limites d'un modèle de développement basé exclusivement sur la rente des hydrocarbures et l'urgence d'une transition vers une économie plus résiliente

Section 2 : Évolution de la politique financière en Algérie dans le cadre des réformes économiques

La politique financière en Algérie a connu, depuis l'indépendance, des mutations profondes en étroite interaction avec les transformations du système économique national et les évolutions de l'environnement économique international. Dans une première phase, correspondant à la période de l'économie administrée, cette politique s'est caractérisée par une forte intervention de l'État dans l'allocation des ressources, ainsi qu'une centralisation des décisions budgétaires, reposant largement sur les recettes issues des hydrocarbures comme principale source de financement des dépenses publiques.

Toutefois, la dégradation des équilibres macroéconomiques à la fin des années 1980, marquée notamment par la crise de l'endettement extérieur et la chute des prix du pétrole, a contraint les pouvoirs publics à engager un vaste programme de réformes économiques dans les années 1990. Inscrites dans le cadre des programmes d'ajustement structurel, ces réformes ont profondément restructuré la politique financière, à travers la rationalisation des dépenses publiques et la diversification des sources de financement, dans le but de rétablir les grands équilibres économiques.

À partir des années 2000, la conjoncture internationale favorable, caractérisée par la hausse soutenue des prix du pétrole, a permis une amélioration notable des finances publiques, ouvrant la voie à l'adoption de politiques budgétaires expansionnistes et à la mise en œuvre de programmes ambitieux de relance économique. Néanmoins, cette dynamique s'est accompagnée du maintien d'une forte dépendance aux hydrocarbures, posant ainsi la problématique de la soutenabilité de la politique financière face à la volatilité des marchés pétroliers.

Dans cette perspective, la présente section se propose d'analyser l'évolution de la politique financière en Algérie à travers trois phases distinctes : la période antérieure aux réformes, la phase de transition vers l'économie de marché, et enfin la période post-réformes, en mettant en lumière les principales caractéristiques de chacune ainsi que leurs implications sur les équilibres économiques.

CHAPITRE II : L'IMPACT DES CHOCS PÉTROLIERS SUR LA POLITIQUE FINANCIÈRE EN ALGÉRIE

1 Évolution de la politique financière en Algérie avant les réformes économiques (1970–1989)

1.1 Nature du système économique dirigé et rôle de l'État

La période allant de 1970 à 1989 a été marquée par la consolidation du système économique socialiste en Algérie, reposant principalement sur la planification centrale comme moyen fondamental d'organisation et de gestion de l'activité économique. Dans ce contexte, le rôle de l'État ne se limitait pas à la régulation et au contrôle, mais s'étendait également à la production, à l'orientation et au financement de l'ensemble des activités économiques.

Cette situation peut être expliquée à travers les éléments suivants :

1.1.1 Domination du secteur public et affirmation de la planification centrale :

L'État contrôlait les institutions financières, notamment la banque d'émission et les banques commerciales, ainsi que la majorité des grandes entreprises industrielles et commerciales créées dans le cadre des entreprises publiques économiques. Ces entreprises étaient soumises à des décisions administratives centralisées, éloignées des mécanismes du marché et de la concurrence. Par ailleurs, les banques étaient spécialisées dans le financement de secteurs précis, dans le cadre d'une organisation bancaire sectorielle. L'objectif principal était la réalisation des plans de développement (triennaux, quadriennaux et quinquennaux), même au détriment de l'efficacité économique.[1]

1.1.2 Subordination du secteur financier et bancaire aux orientations de l'État :

Il n'existait pas de véritable politique monétaire indépendante. La Banque d'Algérie était rattachée à la Trésorerie publique, et ses prérogatives étaient fortement influencées par le ministère des Finances et les organes de planification. La réforme financière de 1971 a renforcé cette logique, en faisant des banques de simples instruments d'exécution des décisions financières centralisées. Leur rôle se limitait essentiellement à la gestion et à l'orientation des flux financiers selon les directives de l'État, sans réelle autonomie dans l'octroi du crédit.[2]

1.1.3 Absence des mécanismes de marché et limitation de l'initiative privée :

Les mécanismes de marché étaient largement marginalisés. Les prix étaient fixés administrativement et ne reflétaient pas les conditions réelles de l'offre et de la demande.

---

[1] HAMDAD Toufik, ***Analyse des effets de la politique budgétaire sur la croissance économique en Algérie***, Thèse de doctorat en sciences économiques, Université Mouloud Mammeri de Tizi-Ouzou, 2024, p. 47.
[2] **Ibid.,** p. 48.

En outre, l'initiative privée était fortement réduite au profit du secteur public dominant, ce qui traduisait la prédominance d'un modèle fondé sur un État producteur et planificateur.[1]

Ainsi, l'économie algérienne durant cette période se caractérisait par un système dirigé et centralisé, dominé par le secteur public, où l'État occupait une place centrale dans l'ensemble des activités économiques, en l'absence quasi totale des mécanismes de marché.

1.2 Structure des dépenses publiques et répartition sectorielle

Durant la période de l'économie dirigée en Algérie (1970–1989), les dépenses publiques se caractérisaient par leur nature centralisée, dans la mesure où l'État jouait un rôle déterminant dans la mobilisation et l'allocation des ressources financières conformément aux priorités des plans de développement. Dans ce cadre, les dépenses publiques constituaient un instrument essentiel de réalisation des objectifs économiques et sociaux, en l'absence de mécanismes de marché.

La structure de ces dépenses était dominée par les dépenses d'investissement public, en particulier celles orientées vers le secteur industriel, qui occupait une place prioritaire dans la stratégie de développement adoptée. En effet, ce secteur absorbait la part la plus importante des investissements, estimée à environ 67 %, tandis que le secteur agricole ne bénéficiait que d'une part marginale n'excédant pas 1 %, traduisant ainsi une orientation marquée en faveur de l'industrialisation lourde.[2]

Cette orientation a engendré un déséquilibre dans la répartition sectorielle des dépenses publiques, caractérisé par une concentration des ressources au profit des secteurs productifs stratégiques, notamment les hydrocarbures et l'industrie, au détriment relatif des secteurs sociaux fondamentaux tels que la santé, l'éducation et le logement. Ce choix s'explique par la nature du modèle socialiste adopté, visant prioritairement la constitution d'une base industrielle nationale.

Par ailleurs, les dépenses publiques ont également connu une expansion notable des dépenses de fonctionnement, liées notamment au financement des entreprises publiques, aux subventions et aux charges administratives. Cette évolution reflète l'ampleur de l'intervention de l'État dans

[1] معلم جميلة وبلخباط جمال، «**دور الدولة في الاقتصاد: بين ضرورة التدخل أو حتمية الانسحاب**»، مجلة الاقتصاد الصناعي، المجلد 11، العدد 02، 2021، ص 365.

[2] AMANI Ismail et LARIDJI Amine, « ***Conduite et efficacité de la politique budgétaire en Algérie (1967–2014)*** », *Revue algérienne de finances publiques*, vol. 8, n° 1, décembre 2018, p. 62.

la sphère économique et sociale, conduisant à une augmentation significative du volume global des dépenses publiques, lesquelles représentaient une part importante du revenu national.[1]

Toutefois, cette structure n'était pas exempte de limites, dans la mesure où la faible efficacité des investissements publics, conjuguée à une forte dépendance vis-à-vis des recettes issues des hydrocarbures, a contribué à fragiliser les finances publiques. Cette vulnérabilité s'est manifestée de manière évidente lors du contre-choc pétrolier de 1986, mettant en lumière les insuffisances du modèle de développement adopté.

1.3 Caractéristiques des recettes publiques et dépendance aux hydrocarbures

Durant la période de l'économie dirigée en Algérie (1970–1989), la structure des recettes publiques s'inscrivait dans un cadre fortement marqué par la nature rentière de l'économie nationale. En effet, l'analyse de ces recettes révèle une dépendance structurelle vis-à-vis du secteur des hydrocarbures, lequel constituait la principale source de financement du budget de l'État.

Cette prédominance s'explique par la place centrale qu'occupent les hydrocarbures dans l'économie algérienne, notamment en tant que source essentielle de devises et de recettes fiscales. Ainsi, la fiscalité pétrolière représentait une part largement majoritaire des recettes publiques, ce qui conférait à ces dernières un caractère fortement exogène, dépendant des fluctuations des marchés internationaux. Cette situation traduisait non seulement la spécialisation de l'économie nationale dans l'exportation des ressources énergétiques, mais également la faiblesse relative des autres secteurs productifs.

En parallèle, les recettes ordinaires, issues de la fiscalité hors hydrocarbures, demeuraient limitées, reflétant l'étroitesse de l'assiette fiscale et la faible diversification économique. Cette configuration est liée à la structure productive dominée par le secteur énergétique, au détriment des activités industrielles et agricoles, ce qui réduisait considérablement la capacité de mobilisation des ressources fiscales internes[2]. Dès lors, l'État se trouvait dans une situation de dépendance accrue vis-à-vis des revenus pétroliers pour assurer le financement de ses politiques économiques et sociales.

[1] ضيف أحمد، بن يحيى نسيمة، «**تقويم تطور السياسة المالية في الجزائر من 1962 إلى 2019**»، المجلة الجزائرية للاقتصاد والمالية، المجلد 4، العدد 1، أفريل 2017، ص 159.
[2] المرجع السابق، ص 165.

Par ailleurs, cette dépendance conférait aux recettes publiques une forte volatilité, dans la mesure où celles-ci étaient directement affectées par les variations des prix du pétrole sur le marché international. En effet, les chocs pétroliers, qu'ils soient positifs ou négatifs, se répercutaient immédiatement sur les ressources budgétaires de l'État, entraînant des déséquilibres financiers et une instabilité macroéconomique[1]. Cette sensibilité accrue aux fluctuations externes constitue ainsi l'une des principales caractéristiques des finances publiques algériennes durant cette période.

En définitive, la structure des recettes publiques en Algérie durant la phase d'économie dirigée met en évidence un modèle économique rentier, caractérisé par une forte dépendance aux hydrocarbures et une faiblesse des ressources fiscales ordinaires. Une telle configuration limite les marges de manœuvre budgétaires de l'État et accentue la vulnérabilité de l'économie face aux chocs exogènes liés au marché pétrolier.

2 Les réformes économiques et la transition vers l'économie de marché en Algérie (1990–2000)

2.1 Crise de la dette et programmes d'ajustement structurel

Durant la décennie 1990–2000, l'économie algérienne a connu une phase de profondes mutations, largement déterminée par les déséquilibres financiers hérités de la fin des années 1980. En effet, la chute des prix du pétrole a entraîné une contraction significative des ressources extérieures, ce qui a fragilisé les équilibres macroéconomiques et accentué la dépendance du pays vis-à-vis de l'endettement extérieur. Dans ce contexte, la gestion de la crise de la dette s'est imposée comme une priorité, conduisant à l'adoption de programmes d'ajustement structurel sous l'égide des institutions financières internationales.

2.1.1 Genèse de la crise et aggravation des déséquilibres économiques

La genèse de la crise de la dette en Algérie trouve son origine dans le contre-choc pétrolier de 1986, dont les effets se sont prolongés durant la décennie suivante. La dépendance structurelle de l'économie aux hydrocarbures a rendu les recettes publiques particulièrement vulnérables aux fluctuations des prix internationaux, entraînant une baisse significative des recettes en devises et une détérioration progressive des finances publiques[2].

[1] Amani Ismail et Laridji Amine**, op. cit.,** pp. 67.
[2] Bourioune Tahar, **op. cit**., p. 284.

Par ailleurs, le maintien d'un niveau élevé de dépenses publiques, combiné à une faible diversification de l'économie, a contribué à l'aggravation des déséquilibres budgétaires. Dans ce contexte, le recours à l'endettement extérieur s'est intensifié afin de compenser la contraction des ressources internes, ce qui a conduit à une accumulation rapide de la dette et à une augmentation de son service, pesant lourdement sur les capacités financières de l'État.

2.1.2 Recours aux programmes d'ajustement structurel et ses motivations

Face à l'ampleur des déséquilibres financiers et à l'incapacité de l'économie nationale à générer des ressources suffisantes, les autorités algériennes ont été amenées à solliciter l'assistance des institutions financières internationales, notamment le Fonds monétaire international et la Banque mondiale. Ce recours s'inscrit dans une logique de restauration des équilibres macroéconomiques et de stabilisation du cadre financier.

Les programmes d'ajustement structurel adoptés durant cette période reposaient sur un ensemble de mesures visant à rétablir les grands équilibres économiques. Ils impliquaient notamment une redéfinition du rôle de l'État dans l'économie, ainsi qu'une transition progressive vers les mécanismes du marché, considérés comme plus aptes à assurer une allocation efficace des ressources[1].

2.1.3 Contenu des programmes d'ajustement structurel et leurs effets

La mise en œuvre des programmes d'ajustement structurel s'est traduite par l'adoption de réformes profondes touchant à la fois les finances publiques et l'organisation de l'économie. Parmi les principales mesures figurent la réduction des dépenses publiques, la libéralisation des prix, la restructuration du secteur public et l'ouverture progressive de l'économie nationale.

Ces réformes ont permis d'engager un processus de stabilisation macroéconomique, notamment à travers la maîtrise du déficit budgétaire et l'amélioration de certains indicateurs financiers. Toutefois, leurs effets ne se sont pas limités à la sphère économique, puisqu'elles ont également engendré des conséquences sociales notables, telles que l'augmentation du chômage et la dégradation du pouvoir d'achat, en raison de la réduction des dépenses publiques et de la diminution des subventions[2].

---

[1] ضيف أحمد، بن يحيى نسيمة، مرجع سابق، ص 159.

[2] Hamdad Toufik, ***Analyse des effets de la politique budgétaire sur la croissance économique en Algérie***, thèse de doctorat en sciences économiques, Université Mouloud Mammeri de Tizi-Ouzou, 2024, 287 p., p. 12.

2.2 Restructuration de la politique financière

Durant la période 1990–2000, la politique financière en Algérie a été profondément affectée par les déséquilibres macroéconomiques liés principalement aux fluctuations des prix du pétrole, lesquelles ont mis en évidence la fragilité de la structure économique nationale et sa forte dépendance au secteur des hydrocarbures. Ce caractère rentier a considérablement réduit la capacité de l'État à maîtriser ses ressources financières de manière autonome, imposant ainsi l'adoption d'un processus de réformes progressif visant à réorganiser les mécanismes de gestion des recettes et des dépenses, dans une perspective de rétablissement des équilibres financiers, notamment dans un contexte marqué par des pressions accrues sur le budget de l'État résultant de la baisse des ressources et de l'augmentation des engagements financiers, ce qui a fait de la restructuration de la politique financière une nécessité incontournable pour assurer la continuité de l'activité économique et le rétablissement de la stabilité financière[1].

2.2.1 Restructuration des recettes publiques

La restructuration des recettes publiques durant cette période s'est inscrite dans une logique d'adaptation à une réalité économique caractérisée par une forte dépendance aux hydrocarbures, lesquels continuaient de constituer la principale source de financement du budget de l'État. Cette situation traduit une concentration persistante des ressources financières dans un seul secteur, ce qui a limité l'efficacité du système fiscal dans la mobilisation de ressources alternatives, notamment en raison de la faiblesse de la diversification économique et de la contribution limitée des secteurs hors hydrocarbures. Par ailleurs, les fluctuations des prix du pétrole sur les marchés internationaux ont eu un impact direct sur le niveau des recettes publiques, toute baisse des prix se traduisant par une diminution des ressources financières de l'État, ce qui met en évidence le caractère instable de ces recettes et confirme la vulnérabilité du système financier face aux chocs externes. Ainsi, les efforts visant à améliorer la fiscalité ordinaire sont demeurés insuffisants pour garantir une véritable autonomie financière, maintenant l'État dans une situation de dépendance structurelle vis-à-vis des hydrocarbures, ce qui limite sa capacité à mettre en œuvre une politique financière efficace et durable[2].

2.2.2 Restructuration des dépenses publiques

Les dépenses publiques ont connu, au cours de cette même période, un processus d'ajustement dicté par la contrainte des ressources financières disponibles, dans la mesure où

[1] Bourioune Tahar, **op. cit.**, p. 284.

[2] ضيف أحمد، بن يحيى نسيمة، مرجع سابق، ص 159.

leur évolution est devenue étroitement liée à la capacité de l'État à mobiliser ses recettes dans un contexte marqué par la volatilité des prix du pétrole. Cette situation a conduit les autorités publiques à adopter une politique axée sur la maîtrise et la rationalisation des dépenses, afin de les adapter aux capacités financières effectives. Ainsi, la baisse des ressources a imposé un certain niveau de discipline budgétaire, notamment à travers la limitation de la capacité de financement de certains programmes économiques et sociaux. De plus, l'analyse de l'évolution des finances publiques montre que les dépenses restent fortement influencées par les chocs pétroliers, dans la mesure où la diminution des recettes entraîne une réduction du niveau des dépenses, ce qui se répercute sur le niveau de l'activité économique. En outre, cette dépendance des dépenses aux recettes pétrolières traduit une absence relative de stabilité budgétaire, dans la mesure où la politique financière demeure conditionnée par des facteurs externes, limitant ainsi sa capacité à assurer des équilibres financiers durables et stables[1].

2.3 Effets des réformes sur les équilibres économiques

Durant la décennie 1990, les réformes économiques engagées en Algérie dans le cadre des programmes d'ajustement structurel visaient essentiellement le rétablissement des équilibres macroéconomiques, à travers la mise en œuvre de politiques de stabilisation fondées sur la discipline budgétaire et monétaire. Ces réformes s'inscrivent dans un contexte marqué par une crise économique profonde caractérisée par un déficit budgétaire important et des niveaux d'inflation élevés, ce qui a conduit les autorités publiques à adopter des mesures rigoureuses inspirées des recommandations du Fonds Monétaire International.

2.3.1 Effets sur les équilibres financiers

Les politiques de stabilisation macroéconomique mises en œuvre durant cette période ont permis d'obtenir des résultats significatifs en matière d'équilibres financiers. En effet, la discipline budgétaire imposée a contribué à la réduction du déficit public et à l'amélioration du solde budgétaire, traduisant ainsi une meilleure maîtrise des finances publiques. Parallèlement, les mesures de politique monétaire ont permis de contenir l'inflation, qui a connu une baisse remarquable par rapport aux niveaux élevés observés au début des années 1990. Cette évolution témoigne de l'efficacité relative des instruments de régulation adoptés dans le cadre des réformes de stabilisation[2].

[1] Hamdad Toufik, **op. cit.,** p. 12.
[2] Kada Akacem et Mohamed Akacem, **« Macroeconomic Stabilization Reform in Algeria: 1990–2011 »**, *Revue d'économie et de statistique appliquée*, vol. 10, n° 1, 2013, p. 17.

2.3.2 Effets sur l'activité économique

En dépit des améliorations enregistrées au niveau des équilibres financiers, les effets des réformes sur l'activité économique demeurent limités. L'économie algérienne a connu, durant la période 1990–1994, des taux de croissance négatifs en moyenne, avant d'enregistrer une reprise progressive à partir de 1995. Toutefois, cette reprise reste modérée et insuffisante pour impulser une dynamique de croissance soutenue, ce qui reflète la persistance de contraintes structurelles, notamment la faible diversification de l'économie et la dépendance continue au secteur des hydrocarbures[1].

2.3.3 Limites des réformes et persistance des déséquilibres

Malgré les résultats obtenus dans le domaine de la stabilisation macroéconomique, les réformes engagées n'ont pas permis d'éliminer les déséquilibres structurels de l'économie nationale. En effet, les taux de chômage sont restés élevés durant cette période, traduisant une incapacité du système économique à générer un volume suffisant d'emplois. De plus, l'économie algérienne demeure fortement dépendante des recettes issues des hydrocarbures, qui représentent une part prépondérante des exportations et des ressources budgétaires. Cette situation met en évidence les limites des réformes entreprises et souligne la fragilité persistante des équilibres économiques en l'absence d'une véritable diversification économique.

3 Évolution de la politique financière en Algérie après les réformes (2000–à nos jours)

3.1 Effets de la hausse des prix du pétrole sur les finances publiques

À partir du début des années 2000, la politique financière en Algérie a pris une orientation différente de celle adoptée durant les années 1990. L'amélioration du marché pétrolier et la hausse des prix du pétrole ont permis à l'État de disposer d'une aisance financière importante, laquelle a contribué à renforcer la trésorerie publique et à relancer l'activité économique. Cette situation a favorisé l'adoption d'une politique budgétaire expansionniste, fondée sur l'augmentation des dépenses publiques et le lancement de programmes de développement destinés à soutenir la croissance, réduire le chômage, contenir l'inflation et améliorer l'équilibre extérieur[2].

L'effet de cette conjoncture pétrolière favorable apparaît clairement dans l'évolution des recettes publiques. Après une baisse en 2001, liée au recul des prix du pétrole, les recettes de

[1] **Ibid.,** p. 19.

[2] بلعايش ميادة و زير ريان، « **تطور السياسة المالية في الجزائر ودورها في تحقيق الإصلاح الاقتصادي خلال الفترة (2000–2014)** »، *مجلة البشائر الاقتصادية*، المجلد 03، العدد 03، سبتمبر 2017، ص 91.

l'État ont connu une progression notable à partir de 2002 avec la reprise graduelle des cours pétroliers. Elles sont passées de 1 603,3 milliards de dinars en 2002 à 6 339,3 milliards de dinars en 2012, avant de reculer en 2013 et 2014 sous l'effet de nouvelles fluctuations des prix du pétrole[1]. Cette évolution montre que les finances publiques algériennes sont restées fortement dépendantes de la fiscalité pétrolière, laquelle constitue le principal canal par lequel les variations du prix du pétrole affectent les ressources budgétaires.

Cette hausse des recettes a également eu un effet direct sur le solde budgétaire. Entre 2000 et 2008, le budget de l'État a enregistré des excédents, expliqués principalement par l'augmentation des recettes de la fiscalité pétrolière, dont le rythme de progression dépassait celui des dépenses publiques. Toutefois, à partir de 2009, la situation s'est inversée avec l'apparition d'un déficit budgétaire, conséquence de la crise extérieure et de la baisse des revenus des hydrocarbures. Cela montre que l'amélioration des finances publiques durant cette période n'était pas fondée sur une diversification durable des ressources, mais plutôt sur une conjoncture pétrolière favorable[2].

Enfin, la hausse des prix du pétrole a renforcé la position financière extérieure de l'Algérie. Les réserves de change ont fortement augmenté, passant de 11,90 milliards de dollars en 2000 à 190,66 milliards de dollars en 2012, tandis que la dette extérieure a fortement diminué, passant de 25,26 milliards de dollars en 2000 à 3,73 milliards de dollars en 2014. Cette amélioration confirme le rôle déterminant des revenus pétroliers dans le renforcement des équilibres financiers, mais elle révèle en même temps la vulnérabilité persistante de la politique financière algérienne face aux retournements du marché pétrolier[3].

Toutefois, cette situation favorable n'a pas perduré, puisque les finances publiques ont connu, à partir de 2014, une détérioration notable, en raison de la chute brutale des prix du pétrole sur les marchés internationaux. Cette évolution s'est traduite directement par une baisse des recettes pétrolières et, par conséquent, par une diminution des ressources budgétaires de l'État. Cela a entraîné le retour du déficit budgétaire ainsi qu'une pression accrue sur le Trésor public, ce qui a conduit les autorités à adopter un ensemble de mesures financières visant à s'adapter à ce nouveau contexte, notamment à travers la rationalisation des dépenses publiques et la recherche de sources de financement alternatives. Dans ce cadre, la problématique de la dépendance aux

[1] نفس المرجع، ص 95.
[2] نفس المرجع، ص 99.
[3] نفس المرجع، ص 107.

hydrocarbures s'est de nouveau imposée, mettant en évidence que l'amélioration enregistrée durant la période précédente reposait davantage sur la conjoncture pétrolière que sur des réformes structurelles profondes visant la diversification des sources de revenus et la soutenabilité des finances publiques.

3.2 Politiques de relance économique et expansion des dépenses publiques

Au cours des années 2000, la politique budgétaire en Algérie s'est caractérisée par une mobilisation accrue de la dépense publique en tant qu'instrument de relance économique, dans un contexte marqué par l'amélioration des recettes liées aux hydrocarbures[1]. Cette orientation s'est traduite par la mise en œuvre de programmes publics d'envergure, principalement orientés vers le développement des infrastructures économiques et sociales, notamment dans les domaines du transport, du logement et des services collectifs[2] .

L'évolution des dépenses publiques durant cette période met en évidence une progression significative des dépenses d'équipement, qui ont constitué le principal levier d'intervention de l'État dans l'économie. Ces dépenses ont contribué à soutenir l'activité économique à travers la stimulation de la demande interne, en raison des effets d'entraînement qu'elles génèrent sur les différents secteurs productifs.

Parallèlement, la structure des dépenses publiques a connu une transformation marquée par l'augmentation des dépenses de fonctionnement, en particulier celles liées aux salaires et aux transferts sociaux, ce qui a entraîné une hausse des charges permanentes du budget de l'État. Cette évolution a soulevé des interrogations quant à l'efficacité de la dépense publique et à son impact réel sur la croissance économique.[3]

Le financement de cette politique budgétaire expansionniste est resté fortement dépendant des recettes pétrolières, en raison de la faible contribution des recettes fiscales ordinaires. Cette dépendance a accentué la vulnérabilité des finances publiques face aux fluctuations des prix du pétrole, dans la mesure où toute variation de ces prix se répercute directement sur les ressources budgétaires de l'État.

À partir de 2014, la chute des prix du pétrole a entraîné une contraction significative des recettes publiques, alors que les dépenses sont restées à un niveau élevé en raison des

[1] International Monetary Fund (IMF), ***Algeria: 2014 Article IV Consultation—Staff Report***, IMF Country Report No. 14/341, Washington, D.C., 2014, p. 7.
[2] World Bank, ***Algeria: Coping with the Oil Price Shock***, Washington, D.C., 2016, p. 3.
[3] IMF, **op. cit.,** p. 7.

engagements antérieurs, ce qui a conduit à une détérioration du solde budgétaire et mis en évidence les limites du modèle de relance fondé sur la dépense publique financée par la rente pétrolière[2]. En réponse, les autorités publiques ont adopté des mesures visant la rationalisation des dépenses et la recherche de nouvelles sources de financement, dans l'objectif d'assurer une meilleure soutenabilité des finances publiques.[1]

3.3 Limites de la soutenabilité et persistance de la dépendance aux hydrocarbures

Malgré les réformes qu'a connues le secteur des hydrocarbures depuis le milieu des années 1980 et les flux d'investissements étrangers directs qui ont suivi, l'économie algérienne souffre encore d'une soutenabilité fragile et d'une persistance préoccupante de la dépendance aux revenus des hydrocarbures.

Les données relatives à la période 2000-2021 confirment que les réformes du secteur des hydrocarbures, malgré leur succès en matière d'augmentation des volumes d'exploration, de production et d'exportation, ne se sont pas traduites par un affranchissement réel de l'économie de la rente pétrolière. La part moyenne du secteur des hydrocarbures dans le PIB a atteint environ 45 % durant les années de hausse record des prix (2005-2008), et cette baisse n'a pas été substantielle lors des années de repli, sauf en raison de la chute des prix et non d'une réelle diversification de la production[2].

La politique financière menée en Algérie après 2000 a été fortement expansionniste, en particulier durant les périodes de hausse des prix du pétrole (2000-2008, 2010-2014). Elle s'est traduite par des politiques de redistribution de la rente à travers la subvention des prix, l'augmentation des salaires et le financement de grands projets d'infrastructure. Ce modèle a toutefois montré ses limites en matière de soutenabilité, notamment par le gonflement des dépenses de fonctionnement devenues rigides et difficiles à réduire en période de crise, une efficacité réduite de l'investissement public qui n'a pas permis de créer un tissu productif diversifié hors hydrocarbures[3], ainsi qu'une érosion importante des réserves de change, passées d'environ 194 milliards USD en 2013 à moins de 46 milliards USD en 2021[4].

---

[1] Oxford Business Group, ***The Report: Algeria 2014***, London: Oxford Business Group, 2014, chapitre "Economy".

[2] بوعبدلي، ياسين، «**التبعية المفرطة لقطاع المحروقات في الجزائر وأثرها على تدهور المؤشرات الاقتصادية: دراسة تحليلية للفترة (2000-2021)**»، *مجلة العلوم الاقتصادية والتسيير والعلوم التجارية*، المجلد 16، العدد 01، 2023، ص 8-9.

[3] نفس المرجع، ص 10.

[4] نفس المرجع، ص 7.

Paradoxalement, la politique de libéralisation du secteur des hydrocarbures, bien qu'ayant réussi à attirer les investissements, n'a pas réduit la dépendance mais l'a plutôt reproduite sous une nouvelle forme. Les compagnies étrangères contrôlent désormais une part croissante de la production, ce qui signifie que l'État a perdu une partie de son contrôle sur la principale source de revenus sans pour autant construire des alternatives réelles[1]. Cette situation illustre bien ce qu'il est convenu d'appeler la « malédiction des ressources », qui rend l'économie prisonnière des fluctuations extérieures, toute baisse des prix du pétrole se répercutant immédiatement et négativement sur le déficit budgétaire, les réserves de change et la capacité de l'État à honorer ses engagements sociaux et de développement[2].

La structure des exportations algériennes constitue l'un des indicateurs les plus frappants de la persistance de la dépendance. Les exportations hors hydrocarbures n'ont pas dépassé 11,7 % du total des exportations dans leur meilleure année (2021), alors qu'elles sont restées inférieures à 2 % durant toute la période 2000-2014. L'indice de concentration de Herfindahl-Hirschman est resté proche de 1 (entre 0,91 et 0,95), ce qui reflète une concentration excessive et chronique sur les hydrocarbures[3].

Les limites de la soutenabilité du modèle économique algérien ne résident pas seulement dans la volatilité des prix du pétrole, mais dans la persistance même de la dépendance malgré des décennies de réformes. Le pays n'a pas réussi à transformer la rente pétrolière en capital productif diversifié et reste prisonnier d'une cyclicité redoutable, où la hausse des prix du pétrole entraîne une expansion des dépenses publiques, laquelle accroît davantage la dépendance aux hydrocarbures ; puis, lorsque les prix baissent, s'ensuit une crise financière marquée par l'épuisement des réserves de change, conduisant soit à l'endettement, soit à une récession économique. C'est pourquoi la sortie de la dépendance est conditionnée par un changement radical du modèle de développement et non par de simples ajustements dans la politique du secteur des hydrocarbures.

---

[1] Khelif, Amor, **« La réforme du secteur des hydrocarbures en Algérie : de la dépendance économique à la dépendance économique »,** *Revue algérienne des sciences juridiques et politiques*, vol. 37, n° 4, 2000, p. 257-258.

[2] بلخضر، عبد القادر؛ رحمون، آدم؛ مقص، سعد، **«الخيارات الاستراتيجية للخروج من التبعية للمحروقات وتحقيق التنمية المستدامة»**، *مجلة اقتصاد المال والأعمال*، المجلد 2، العدد 2، 2018، ص 96.

[3] بوعبدلي ياسين، مرجع سابق، ص 12.

Section 3 : Interaction de la politique financière en Algérie avec les chocs pétroliers

Compte tenu de la forte dépendance de l'économie algérienne aux ressources pétrolières, la **politique financière** constitue un instrument essentiel d'ajustement face aux différentes fluctuations des prix du pétrole sur les marchés internationaux. En effet, ces chocs influencent directement les équilibres des finances publiques, tant du point de vue des recettes que des dépenses, ce qui oblige les pouvoirs publics à adopter des réponses financières adaptées à la nature de ces évolutions.

Cependant, les spécificités de l'économie algérienne, caractérisée par son caractère rentier et la faiblesse de sa diversification économique, rendent la **politique financière** particulièrement vulnérable aux cycles pétroliers. Celle-ci adopte souvent un comportement étroitement lié à l'évolution des prix du pétrole, que ce soit en période de hausse ou de baisse. Par ailleurs, l'efficacité de cette politique ne dépend pas uniquement des facteurs économiques, mais elle est également influencée par le cadre institutionnel et les mécanismes de gestion des ressources financières.

Dans ce contexte, cette section vise à analyser la manière dont la **politique financière** en Algérie réagit aux chocs pétroliers, à travers l'étude des modes de réponse adoptés, du rôle du cadre institutionnel dans son orientation, ainsi que des principales contraintes qui limitent son efficacité face à ces chocs.

À cet effet, cette section s'articule autour des axes suivants :

- ✓ les modes de réaction de la politique financière face aux chocs pétroliers,
- ✓ le rôle du cadre institutionnel dans l'orientation de la politique financière,
- ✓ les limites de la politique financière face aux chocs pétroliers.

1 Les modes de comportement de la politique financière face aux chocs pétroliers

1.1 Comportement de la politique financière en période de hausse des prix du pétrole

Le comportement de la politique financière en Algérie durant les périodes de hausse des prix du pétrole, notamment depuis le début des années 2000, se caractérise par une orientation expansionniste marquée, traduisant une forte corrélation entre l'évolution des dépenses publiques et les fluctuations des recettes pétrolières.

Ce comportement s'inscrit dans le cadre d'une politique financière dite procyclique, où les dépenses publiques augmentent parallèlement à l'amélioration des ressources issues des hydrocarbures.

1.1.1 l'expansion des dépenses publiques

Au cours de la période de boom pétrolier, l'Algérie a connu une augmentation significative des dépenses publiques, lesquelles ont atteint des niveaux élevés, représentant environ 30 % du produit intérieur brut (PIB), sous l'effet principalement des recettes du secteur des hydrocarbures qui constituent la part dominante des recettes budgétaires[1]. Cette évolution reflète le recours accru à la dépense publique comme levier principal de stimulation de l'activité économique, dans un contexte marqué par la faiblesse du secteur privé.

Par ailleurs, les études empiriques mettent en évidence l'existence d'une relation positive entre la croissance économique et les dépenses publiques en Algérie, ce qui traduit l'adoption d'une politique financière expansionniste en période de conjoncture favorable[2]. Ce comportement illustre ainsi une logique procyclique, dans laquelle les autorités financières privilégient l'augmentation des dépenses au détriment d'une gestion prudente orientée vers la stabilité à long terme.

1.1.2 le lancement de programmes de relance et d'investissement

Les excédents financiers générés par la hausse des prix du pétrole ont été mobilisés pour financer des programmes de relance économique d'envergure, faisant de l'investissement public un instrument central de la politique économique. Cette orientation s'inscrit dans une approche d'inspiration keynésienne visant à stimuler la demande intérieure à travers l'augmentation des dépenses publiques. Toutefois, cette expansion n'a pas toujours été accompagnée d'un renforcement proportionnel de la capacité productive, ce qui a limité son efficacité à long terme[3].

---

[1] Talal Omrani et Rachid Toumache, **« L'impact de la chute des prix du pétrole sur le financement de l'économie algérienne »,** *Revue ElWahat pour les Recherches et les Études*, vol. 9, n° 2, 2016, p. 756.

[2] Amani Ismail, **« Cyclicité de la politique budgétaire en Algérie : une évaluation empirique par une modélisation ARDL »,** *Revue El-Bachaïr des Études Économiques*, vol. 7, n° 3, 2021, p. 853.

[3] Talal Omrani et Rachid Toumache**, *op. cit.***, p. 756.

1.1.3 la faible orientation vers l'épargne

Malgré la création du Fonds de Régulation des Recettes (FRR) en 2000, destiné à absorber les excédents pétroliers et à assurer la stabilité budgétaire, le comportement effectif de la politique financière en Algérie révèle une faible propension à l'épargne. En effet, une part importante des ressources a été orientée vers le financement des dépenses publiques plutôt que vers leur accumulation sous forme de réserves. Les études consacrées aux pays exportateurs de pétrole montrent que ces économies ont tendance à consommer les excédents en période de prospérité au lieu d'adopter des politiques prudentes à long terme[1].

Dans l'ensemble, le comportement de la politique financière en Algérie durant les périodes de hausse des prix du pétrole apparaît comme étant expansionniste et orienté vers la consommation, traduisant une dépendance structurelle aux recettes pétrolières. Cette orientation a contribué à renforcer le caractère rentier de l'économie et à accroître la vulnérabilité des finances publiques face aux chocs externes, en l'absence de mécanismes efficaces de stabilisation.

1.2 Comportement de la politique financière en période de baisse des prix du pétrole

Les périodes de baisse des prix du pétrole, notamment depuis le choc de 2014, constituent un véritable test pour la politique budgétaire en Algérie, en raison du caractère rentier de l'économie nationale et de sa forte dépendance à la fiscalité pétrolière comme principale source de financement des dépenses publiques. Cette dépendance structurelle a conduit à une transmission directe des chocs externes vers les équilibres internes, se traduisant par un double déficit, budgétaire et extérieur[2].

Dans ce contexte, les autorités publiques ont été contraintes de réorienter la politique budgétaire, en passant d'une logique expansionniste observée en période de hausse des prix, à une logique d'ajustement visant à contenir les effets de la crise. Cette réorientation s'est opérée à travers plusieurs axes.

[1] Mauricio Villafuerte et Pablo Lopez-Murphy, **« Fiscal Policy in Oil Producing Countries During the Recent Oil Price Cycle »**, *IMF Working Paper*, n° WP/10/28, 2010, p. 4.

[2] Touati Karima**, « Impact du choc pétrolier de 2014 sur l'Algérie par l'approche des multiplicateurs de la Matrice de Comptabilité Sociale »,** *Revue des Sciences Économiques, de Gestion et des Sciences Commerciales*, vol. 10, n° 17, 2017, p. 1.

1.2.1 le recours à des politiques d'austérité et de rationalisation des dépenses publiques

La chute des prix du pétrole a entraîné une baisse significative des recettes publiques, provoquant une aggravation du déficit budgétaire et exerçant de fortes pressions sur les finances publiques. Face à cette situation, l'État a adopté, à partir de 2015, une politique d'austérité visant à rétablir l'équilibre budgétaire[1].

Cette politique s'est traduite par :

- ✓ la réduction des dépenses publiques dans le cadre d'une politique de maîtrise du budget.
- ✓ le renforcement des recettes fiscales ordinaires, notamment à travers l'augmentation de certaines taxes liées à l'énergie afin de compenser la baisse des recettes pétrolières[2].
- ✓ la rationalisation des dépenses courantes, en particulier la masse salariale et les transferts sociaux.

Cette orientation traduit le passage d'une politique expansionniste à une politique de rigueur budgétaire, visant principalement la stabilisation des finances publiques, parfois au détriment de la croissance économique.

1.2.2 la réduction des dépenses d'investissement comme variable d'ajustement

Les dépenses d'investissement (dépenses d'équipement) représentent le poste le plus flexible du budget de l'État, ce qui en fait la principale variable d'ajustement en période de crise.

En Algérie, cette adaptation s'est manifestée par :

- ✓ le gel ou le report de plusieurs projets d'investissement, notamment ceux jugés non prioritaires ;
- ✓ la diminution de l'investissement public, en raison de la contraction des ressources financières disponibles, ce qui a affecté négativement le rythme de croissance économique, notamment dans les secteurs liés à la demande publique tels que le bâtiment et les travaux publics[3] ;
- ✓ la réorientation des priorités budgétaires vers les dépenses indispensables, au détriment des dépenses de développement.

[1] Ibid., p. 2.
[2] Ibid., p. 4.
[3] **Ibid.,** p. 4.

Par ailleurs, les études empiriques montrent que la politique budgétaire en Algérie présente un caractère procyclique, dans la mesure où les dépenses publiques diminuent en période de baisse des prix du pétrole, au lieu de jouer un rôle stabilisateur[1].

1.2.3 la recherche de sources de financement alternatives

Face à la baisse de la fiscalité pétrolière et à l'insuffisance des ressources traditionnelles, les autorités ont eu recours à plusieurs mécanismes de financement pour couvrir le déficit budgétaire.

Parmi ces mécanismes, on peut citer :

- ✓ le recours au Fonds de Régulation des Recettes (FRR), utilisé pour financer les déficits durant les premières années de la crise avant l'épuisement progressif de ses ressources.
- ✓ le développement de l'endettement intérieur à travers l'émission de titres publics.
- ✓ le recours au financement non conventionnel à partir de 2017, permettant à la Banque d'Algérie de financer directement le Trésor public.
- ✓ le renforcement de la fiscalité ordinaire, par l'élargissement de l'assiette fiscale et l'augmentation de certaines impositions.

Cependant, ces mesures restent essentiellement conjoncturelles et ne permettent pas de résoudre de manière structurelle la dépendance de l'économie nationale aux hydrocarbures.

Ainsi, la réaction de la politique budgétaire en Algérie en période de baisse des prix du pétrole s'est caractérisée par une orientation restrictive et adaptative, fondée principalement sur la réduction des dépenses et la mobilisation de sources de financement alternatives. Néanmoins, cette stratégie demeure limitée, en raison de la persistance de la dépendance aux recettes pétrolières, ce qui réduit l'efficacité de la politique budgétaire en matière de stabilisation économique à long terme.

1.3 Caractéristiques du comportement budgétaire en Algérie

Le comportement budgétaire en Algérie se caractérise par un ensemble de traits structurels reflétant la nature rentière de l'économie nationale ainsi que sa forte dépendance aux fluctuations des prix du pétrole. Les études empiriques montrent que la politique budgétaire ne

[1] Amani Ismail, ***op. cit.***, p. 855.

joue pas un rôle stabilisateur, mais réagit plutôt de manière directe aux chocs externes, notamment pétroliers.

1.3.1 Le caractère procyclique de la politique budgétaire

La politique budgétaire en Algérie présente une forte tendance à la procyclicité, dans la mesure où les dépenses publiques augmentent en période d'expansion économique, notamment lors des hausses des prix du pétrole, et diminuent en période de récession. Les résultats empiriques confirment l'existence d'une relation positive et significative entre les dépenses publiques et la croissance économique, traduisant ainsi une réaction amplificatrice plutôt que stabilisatrice[1].

1.3.2 La dépendance structurelle aux recettes des hydrocarbures

Les finances publiques en Algérie reposent largement sur les recettes issues des hydrocarbures, qui constituent la principale source de financement du budget de l'État. Cette dépendance rend la politique budgétaire fortement vulnérable aux fluctuations des marchés pétroliers internationaux, ce qui se répercute directement sur les équilibres macroéconomiques[2].

1.3.3 Le caractère expansionniste de la politique budgétaire

Depuis le début des années 2000, l'Algérie a adopté une politique budgétaire expansionniste fondée sur l'augmentation des dépenses publiques, notamment à travers les programmes de relance économique et d'investissement public. Les dépenses budgétaires ont ainsi été utilisées comme principal levier de soutien à la croissance et à l'emploi[3].

1.3.4 La vulnérabilité aux chocs externes

Le comportement budgétaire en Algérie se distingue également par une forte sensibilité aux chocs externes, en particulier aux variations des prix du pétrole. La chute des prix en 2014 a entraîné une baisse significative des recettes publiques, provoquant des déséquilibres budgétaires et conduisant à l'adoption de politiques d'austérité.

1.3.5 L'absence d'anticipation et de planification à long terme

Malgré les importantes ressources financières générées durant les périodes de hausse des prix du pétrole, la gestion de ces ressources n'a pas été accompagnée d'une stratégie de long terme

[1] Amani Ismail, ***op. cit.***, p. 853.
[2] Benhenda Nouha, Hamidi Khaled, **« The Impact of Oil Swings on the Algerian Economy and Their Transmission Channels »**, *Economic Studies*, vol. 23, n° 1, 2023, p. 504.
[3] Miliani Yacine, **« Étude de l'impact de la dépense publique sur l'emploi en Algérie entre 2000-2016 »**, *Revue algérienne d'économie et gestion*, vol. 14, n° 1, 2020, p. 248.

efficace. Le Fonds de Régulation des Recettes (FRR), initialement conçu comme un mécanisme de stabilisation, a été principalement utilisé pour financer les déficits, ce qui traduit une faiblesse dans la planification budgétaire[1].

1.3.6 La faiblesse de la diversification économique

Le comportement budgétaire est également conditionné par la faiblesse de la diversification économique, le secteur des hydrocarbures demeurant dominant dans la structure économique nationale. Cette situation limite les marges de manœuvre de la politique budgétaire et réduit son efficacité en matière de stabilisation économique.

1.3.7 L'instabilité macroéconomique

Enfin, l'interaction directe entre la politique budgétaire et les fluctuations des prix du pétrole contribue à la transmission des chocs externes vers l'économie nationale, accentuant ainsi l'instabilité macroéconomique au lieu de la réduire.

2 Le rôle du cadre institutionnel dans l'orientation de la politique budgétaire

2.1 Les instruments de gestion des recettes pétrolières : Le Fonds de régulation des recettes (FRR)

Dans le cas de l'Algérie, caractérisée par une forte dépendance aux hydrocarbures, les recettes publiques restent étroitement liées aux fluctuations des prix du pétrole sur les marchés internationaux. Cette dépendance structurelle rend la gestion budgétaire particulièrement vulnérable aux chocs externes, ce qui a conduit les autorités publiques à mettre en place des mécanismes institutionnels de stabilisation, notamment le Fonds de régulation des recettes (FRR).

Le FRR a été institué en 2000 dans le cadre de la loi de finances complémentaire, dans le but de capter les excédents issus de la fiscalité pétrolière lorsque les prix effectifs du pétrole dépassent les prévisions inscrites dans la loi de finances[2]. Il s'agit d'un compte d'affectation spéciale du Trésor, alimenté essentiellement par les plus-values de la fiscalité pétrolière et destiné à assurer la régulation des dépenses publiques ainsi que le financement du déficit budgétaire.

[1] Tebani Amel, **« Évaluation de la gestion et de l'efficacité du Fonds de Régulation des Recettes (FRR) à l'épreuve de la crise actuelle »,** *Revue El-Bachaïr des Études Économiques*, vol. 6, n° 1, 2020, p. 996.
[2] Ibid., p. 988.

Le mécanisme de fonctionnement du fonds repose sur un principe simple : lorsque le prix du baril de pétrole est supérieur au prix de référence fixé par la loi de finances, les excédents sont versés au FRR, tandis qu'en période de baisse des prix, ces ressources sont mobilisées pour alimenter le budget de l'État[1]. Ce dispositif permet, en théorie, d'amortir les effets des chocs pétroliers à court terme et d'assurer une certaine stabilité des finances publiques.

Dans la pratique, le FRR a joué un rôle important dans la politique budgétaire algérienne. Il a notamment permis de financer une grande partie des déficits budgétaires à partir de 2006, devenant ainsi un instrument central de soutien aux finances publiques. Par ailleurs, il a contribué à la réduction de la dette publique.

Cependant, malgré ces apports, le FRR présente plusieurs limites qui ont réduit son efficacité. L'absence de règles strictes encadrant son utilisation a laissé une large marge de manœuvre aux autorités publiques, favorisant un usage intensif de ses ressources pour financer les dépenses courantes et les programmes d'investissement, au détriment de sa fonction initiale d'épargne à long terme[2]. Ainsi, le fonds s'est progressivement transformé en un instrument de financement du budget plutôt qu'en un véritable mécanisme de stabilisation.

Le déclin du FRR s'explique principalement par la combinaison de plusieurs facteurs. La chute des prix du pétrole à partir de 2014 a entraîné une diminution significative des ressources alimentant le fonds, tandis que le maintien d'un niveau élevé de dépenses publiques a accéléré l'épuisement de ses avoirs[3]. En outre, les modifications introduites par la loi de finances pour 2017, notamment la suppression du seuil minimal du fonds, ont permis une utilisation intégrale de ses ressources, conduisant à son épuisement total dès février 2017[4].

En définitive, bien que le FRR ait constitué un instrument pertinent de gestion des recettes pétrolières à court terme, son efficacité a été limitée par des contraintes institutionnelles et des pratiques de gestion peu rigoureuses. Son évolution met en évidence les limites du cadre institutionnel de la politique budgétaire en Algérie, notamment en matière de gouvernance et de planification à long terme.

---

[1] HADJ MOUSSA, Nacima, **« Fonds de régulation des recettes algérienne entre nécessité et gaspillage des ressources rares de l'État (2000-2020) »**, *Revue internationale de la performance économique*, Vol. 04, n° 03, 2021, p. 24.
[2] TEBANI, Amel, **op. cit.,** p. 995
[3] HADJ MOUSSA, Nacima**, op. cit.,** p. 19.
[4] TEBANI, Amel**, op. cit.,** p. 996.

2.2 Les règles de gestion budgétaire en Algérie

Le cadre institutionnel de gestion budgétaire constitue un élément déterminant dans l'efficacité de la politique budgétaire, notamment dans les économies dépendantes de ressources volatiles telles que l'Algérie. En effet, la performance de la politique financière ne dépend pas uniquement du volume des ressources disponibles, mais également de l'existence de règles budgétaires claires, d'une planification efficace et d'une gouvernance appropriée. Toutefois, l'analyse du système budgétaire algérien révèle plusieurs insuffisances liées à ces dimensions.

2.2.1 Absence de règles budgétaires strictes

Le système budgétaire en Algérie se caractérise par une absence relative de règles strictes encadrant l'évolution du déficit public et des dépenses. En l'absence de mécanismes contraignants, la gestion des finances publiques repose largement sur une approche discrétionnaire, fortement influencée par la conjoncture économique, notamment les fluctuations des recettes pétrolières.

Par ailleurs, plusieurs travaux ont mis en évidence que la gouvernance budgétaire en Algérie souffre d'un manque de transparence et de clarté dans la gestion des ressources publiques, ce qui limite l'efficacité des politiques publiques et affaiblit la discipline budgétaire[1].

2.2.2 Faiblesse de la planification à moyen et long terme

La planification budgétaire en Algérie est restée dominée par le principe de l'annualité, ce qui réduit la capacité des autorités publiques à adopter une vision stratégique à moyen et long terme. Cette contrainte a limité l'efficacité de la gestion des finances publiques et entravé la mise en œuvre de politiques économiques cohérentes.

Dans ce contexte, la loi organique n°18-15 relative aux lois de finances constitue une réforme majeure visant à moderniser le système budgétaire, en introduisant des principes de performance, de transparence et de renforcement du contrôle parlementaire[2]. Toutefois, l'efficacité de cette réforme reste dépendante de son application effective dans la pratique.

---

[1] BENICHOU, Mouffok & BEKHEDDA, Leyla, « **La transparence budgétaire comme levier de bonne gouvernance dans le secteur public en Algérie** », *Revue Algérienne de Finances Publiques*, Vol. 12, n° 1, 2022, p. 321.

[2] BENELMOUFFOK, Souheila, **« La loi organique 18-15 relative aux lois de finances : vers le renforcement du rôle du parlement dans le contrôle budgétaire »,** *Revue Dirassat Iqtissadiya*, Vol. 10, n° 01, 2023, p. 635.

2.2.3 Influence des décisions politiques

La gestion budgétaire en Algérie reste marquée par une forte influence des décisions politiques, notamment dans l'orientation des dépenses publiques. Dans un contexte caractérisé par une forte dépendance aux recettes pétrolières, les choix budgétaires tendent à privilégier la satisfaction des besoins sociaux à court terme, parfois au détriment de la rationalité économique et de la soutenabilité financière.

Ce mode de gestion favorise l'émergence d'un comportement budgétaire procyclique, caractérisé par une augmentation des dépenses en période de hausse des prix du pétrole et une contraction en période de baisse, ce qui réduit l'efficacité de la politique budgétaire face aux chocs économiques[1].

En définitive, l'absence de règles budgétaires strictes, la faiblesse de la planification stratégique et l'influence des facteurs politiques constituent des contraintes majeures qui limitent l'efficacité de la politique budgétaire en Algérie. Ces insuffisances mettent en évidence la nécessité de renforcer le cadre institutionnel et d'améliorer la gouvernance des finances publiques afin d'assurer une gestion plus efficace et durable des ressources.

2.3 Problématique de la gouvernance et de la transparence

La gouvernance et la transparence occupent une place centrale dans l'analyse de la politique budgétaire en Algérie. Les insuffisances observées dans la gestion des finances publiques ne s'expliquent pas uniquement par un manque de règles ou d'instruments, mais reflètent surtout des limites liées à la qualité du cadre institutionnel et à l'efficacité des mécanismes de régulation.

La gestion des ressources publiques demeure marquée par une faible efficacité, dans un contexte dominé par la rente pétrolière. Ce type de structure économique tend à affaiblir les mécanismes institutionnels et à orienter les choix budgétaires vers des usages peu productifs. Les analyses empiriques montrent que l'abondance des ressources naturelles peut s'accompagner d'une dégradation de la qualité institutionnelle, notamment à travers une augmentation des phénomènes de corruption et une mauvaise allocation des ressources[2]. Dans

[1] BENICHOU & BEKHEDDA, **op. cit**., p. 322.
[2] CHEKOURI, Sidi Mohammed, BENBOUZIANE, Mohamed et CHIBI, Abderrahim, **« Oil rents and institutional quality: empirical evidence from Algeria »,** *Topics in Middle Eastern and African Economies*, Vol. 19, n° 2, 2017, p. 5-6.

ces conditions, la dépense publique perd en efficacité et ne génère pas les effets attendus en matière de croissance.

Les limites apparaissent également au niveau des mécanismes de contrôle. L'accès restreint à l'information budgétaire réduit la capacité d'évaluation et de suivi, aussi bien pour le Parlement que pour les autres acteurs. Cette situation affaiblit le principe de redevabilité et réduit la portée du contrôle sur l'action publique[1]. Les réformes introduites par la loi organique n°18-15 ont cherché à corriger ces insuffisances, notamment à travers l'introduction d'une gestion axée sur les résultats et de nouveaux outils de suivi, mais leur mise en œuvre reste progressive et incomplète[2].

Ces dysfonctionnements se répercutent directement sur l'efficacité de la politique budgétaire. Le manque de transparence et la faiblesse du contrôle réduisent la crédibilité des décisions financières et limitent leur capacité à assurer la stabilité économique. Dans ce cadre, les efforts d'alignement sur les standards internationaux visent à améliorer la qualité de la gestion budgétaire et à renforcer la performance des finances publiques.

L'analyse met en évidence que les contraintes pesant sur la politique budgétaire en Algérie trouvent leur origine dans des défaillances institutionnelles plus profondes que de simples insuffisances techniques. L'enjeu ne réside donc pas uniquement dans l'adoption de nouvelles règles, mais dans leur appropriation effective au sein d'un cadre de gouvernance capable d'assurer transparence, responsabilité et efficacité. Sans cette évolution, les réformes budgétaires risquent de produire des effets limités, sans transformation réelle de la qualité de la gestion publique.

3 Les contraintes de la politique financière face aux chocs pétroliers

3.1 Contraintes structurelles

La politique financière en Algérie demeure fortement conditionnée par la structure rentière de l'économie, caractérisée par une dépendance marquée aux hydrocarbures. Cette dépendance implique une forte corrélation entre les recettes publiques et l'évolution des prix du pétrole, ce qui rend la trajectoire financière instable et difficilement prévisible. Toute variation des cours internationaux se

[1] CHEURFA, Nabil, « **Les finances publiques algériennes à l'épreuve de l'internationalisation du droit budgétaire et comptable** », *Revue d'excellence pour la recherche en économie et en gestion*, Vol. 03, n° 02, 2020, p. 160-166.

[2] ZABAT, Mehdi et HAKOUM, Leila, **« La réforme budgétaire en Algérie instaurée par la loi organique relative aux lois de finances n° 18-15 »,** *ZAOULI*, n° 8, Vol. 4, 2024, p. 750-752.

répercute directement sur les équilibres financiers, limitant ainsi la capacité de l'État à mener une politique financière stable et anticipative.

Dans ce contexte, les analyses économiques mettent en évidence que l'abondance de la rente pétrolière peut engendrer des effets pervers sur la qualité institutionnelle, notamment à travers une augmentation des phénomènes de corruption et une allocation inefficiente des ressources[1]. Cette situation réduit l'efficacité de la dépense publique et limite son impact sur la croissance économique.

Par ailleurs, la faiblesse de la diversification économique constitue une contrainte structurelle majeure. Le secteur hors hydrocarbures reste insuffisamment développé pour générer des ressources fiscales alternatives, ce qui renforce la dépendance financière. Cette réalité traduit un déséquilibre profond du modèle économique, où les tentatives de diversification n'ont pas permis de créer des sources durables de croissance.

La fragilité du tissu productif accentue davantage ces contraintes, dans la mesure où la capacité productive nationale reste limitée et peu réactive aux impulsions financières. Dans ces conditions, l'augmentation des dépenses publiques se traduit souvent par une hausse des importations plutôt que par un renforcement de la production locale, ce qui affaiblit l'effet de la politique financière sur la croissance.

3.2 Contraintes financières et économiques

Les contraintes financières constituent un facteur déterminant dans la limitation de l'efficacité de la politique financière. La structure des dépenses publiques en Algérie se caractérise par une forte rigidité, dominée par les dépenses courantes, notamment les salaires et les transferts sociaux. Cette configuration réduit la marge de manœuvre de l'État et limite sa capacité d'ajustement en période de choc.

Cette rigidité empêche une réduction rapide des dépenses en cas de baisse des recettes pétrolières, ce qui contribue à l'aggravation du déficit financier. Dans ce contexte, la gestion des finances publiques devient contrainte par des engagements financiers difficilement compressibles à court terme.

Par ailleurs, l'épuisement progressif du Fonds de régulation des recettes a réduit la capacité de l'État à absorber les chocs financiers, ce qui a accentué la vulnérabilité des finances

[1] Chekouri et al., **op. cit.**, p. 6.

publiques. Les réformes introduites par la loi organique n°18-15 visent à améliorer la gestion financière, notamment à travers l'introduction d'une logique de performance et le renforcement de la programmation pluriannuelle[1]. Toutefois, leur efficacité reste conditionnée par leur mise en œuvre effective.

En outre, la limitation des sources de financement constitue une contrainte supplémentaire. Les possibilités de recours au financement interne ou externe demeurent restreintes, ce qui réduit la capacité de l'État à financer ses déficits sans affecter les équilibres macroéconomiques.

3.3 Contraintes institutionnelles

Les contraintes institutionnelles jouent également un rôle déterminant dans la limitation de l'efficacité de la politique financière. La coordination entre les différentes politiques économiques reste insuffisante, ce qui réduit la cohérence de l'action publique et limite son efficacité face aux chocs externes[3].

La lenteur de réaction constitue une autre limite importante. Les mécanismes institutionnels en place ne permettent pas toujours une adaptation rapide aux évolutions de la conjoncture économique, ce qui réduit l'efficacité des mesures financières adoptées.

Par ailleurs, l'influence de l'environnement politique sur les décisions financières constitue un facteur déterminant. Les choix financiers sont souvent orientés par des considérations sociales et politiques à court terme, parfois au détriment de la soutenabilité financière et de l'efficacité économique.

Enfin, la faiblesse de la transparence et des mécanismes de contrôle limite la qualité de la gouvernance financière, ce qui affecte la crédibilité et l'efficacité de la politique financière[23].

[1] ZABAT et HAKOUM, **op. cit.**, p. 751.
[2] CHEURFA, **op. cit.**, p. 162.
[3] BENICHOU et BEKHEDDA, **op. cit.**, p. 325.

CHAPITRE III : ÉTUDE ÉCONOMÉTRIQUE DE L'EFFET ASYMÉTRIQUE DES PRIX DU PÉTROLE SUR LA POLITIQUE FINANCIERE EN ALGÉRIE

Introduction du chapitre

L'économie algérienne présente une forte dépendance structurelle aux recettes pétrolières, laquelle se reflète dans l'ensemble des agrégats budgétaires. Cette vulnérabilité, largement évoquée dans la littérature économique, soulève une problématique essentielle : les fluctuations des prix du pétrole exercent-elles un effet symétrique ou asymétrique sur la politique budgétaire en Algérie ?

Le présent chapitre constitue le cœur analytique de ce travail de recherche. Il vise à examiner empiriquement l'hypothèse d'asymétrie dans la transmission des chocs pétroliers aux finances publiques algériennes, à travers l'étude de la relation entre les prix du pétrole et les différentes variables économiques et budgétaires liées à la politique budgétaire en Algérie, notamment les dépenses publiques et les recettes publiques.

Afin d'analyser cette relation, nous mobilisons le modèle Non-Linear Autoregressive Distributed Lag (NARDL), développé par Shin, Yu et Greenwood-Nimmo (2014), qui constitue l'un des outils économétriques les plus adaptés à l'étude des effets asymétriques dans les relations de court et de long terme entre des variables non stationnaires d'ordres d'intégration mixtes.

Ce chapitre est structuré en trois sections. La première section est consacrée au cadre méthodologique ainsi qu'à la présentation des données et des variables de l'étude. La deuxième section porte sur les procédures d'estimation des modèles économétriques retenus. Enfin, la troisième section est dédiée à la validation des modèles ainsi qu'à l'analyse économique et à l'interprétation des résultats obtenus.

Section 1 : Étude descriptive et méthodologique du modèle économétrique

Cette section constitue le cadre méthodologique et empirique de l'étude. Elle présente, dans un premier temps, la méthodologie adoptée ainsi que les fondements théoriques du modèle NARDL utilisé dans cette recherche. Dans un second temps, elle expose les données et les variables retenues, avant de procéder à une analyse statistique descriptive des différentes séries temporelles utilisées dans l'étude.

1 Méthodologie de l'étude et choix du modèle économétrique

1.1 La méthodologie de recherche adoptée

Cette étude s'inscrit dans le cadre d'une démarche hypothético-déductive. En s'appuyant sur les travaux théoriques relatifs à la malédiction des ressources naturelles ainsi qu'au comportement budgétaire des États rentiers, nous formulons l'hypothèse selon laquelle les prix du pétrole exercent un effet asymétrique sur les finances publiques algériennes. Cette hypothèse est ensuite vérifiée empiriquement à l'aide de méthodes économétriques appropriées.

La méthodologie adoptée repose sur l'économétrie des séries temporelles. La démarche suivie s'articule autour de plusieurs étapes successives : l'analyse des propriétés statistiques des séries, les tests de stationnarité, la détection d'une éventuelle relation de cointégration, l'estimation des relations de court et de long terme, ainsi que la validation des modèles à travers différents tests diagnostiques.

Le traitement économétrique et statistique des données a été réalisé à l'aide des logiciels **R** et **EViews**. Le logiciel R a été utilisé pour effectuer les tests de stationnarité ainsi que certaines analyses statistiques, tandis que le logiciel EViews a servi à l'estimation des modèles NARDL, aux tests de cointégration, aux tests diagnostiques et à l'analyse des résultats économétriques.

Le recours à une approche en séries temporelles se justifie par la nature des données utilisées, qui couvrent la période allant de 1990 à 2024, soit un total de 35 observations annuelles. Cette approche apparaît particulièrement adaptée à l'analyse des dynamiques temporelles des variables macroéconomiques et budgétaires liées à la politique financière en Algérie.

1.2 Présentation théorique du modèle NARDL

Le modèle NARDL (Non-Linear Autoregressive Distributed Lag) a été développé par Shin, Yu et Greenwood-Nimmo (2014) comme une extension non linéaire du modèle ARDL proposé par Pesaran, Shin et Smith (2001). Ce modèle permet d'analyser les relations asymétriques entre

les variables économiques, en distinguant les effets des variations positives et négatives d'une variable explicative sur une variable dépendante.

Contrairement aux modèles linéaires traditionnels, le modèle NARDL considère que les hausses et les baisses d'une variable peuvent produire des effets différents aussi bien à court terme qu'à long terme. Il constitue ainsi un outil particulièrement adapté à l'étude des relations économiques caractérisées par des comportements asymétriques, notamment dans les économies dépendantes des ressources naturelles.

L'une des principales spécificités du modèle NARDL réside dans la décomposition de la variable explicative en deux composantes distinctes : une composante positive représentant les augmentations de la variable, et une composante négative représentant ses diminutions. Cette décomposition s'effectue à travers les sommes partielles suivantes :

$$x_t^+ = \sum_{j=1}^{t} \max(\Delta x_j , 0)$$

$$x_t^- = \sum_{j=1}^{t} \min(\Delta x_j , 0)$$

où x_t^+ représente les variations positives cumulées de la variable explicative, tandis que x_t^- représente les variations négatives cumulées.

Le modèle général du **NARDL** peut être formulé comme suit :

$$\Delta y_t = \rho y_{t-1} + \theta^+ x_{t-1}^+ + \theta^- x_{t-1}^- + \sum \varphi_j \Delta y_{t-j} + \sum (\pi_j^+ \Delta x_{t-j}^+ + \pi_j^- \Delta x_{t-j}^-) + \varepsilon_t$$

Dans cette équation :

- ρ : représente le coefficient de correction d'erreur (ECM) indiquant la vitesse d'ajustement vers l'équilibre de long terme.
- θ^+ : représente le coefficient de long terme associé aux chocs positifs.
- θ^- : représente le coefficient de long terme associé aux chocs négatifs.
- π^+ : représente le coefficient de court terme lié aux variations positives.
- π^- : représente le coefficient de court terme lié aux variations négatives.
- ε_t : représente le terme d'erreur du modèle.

L'existence d'une relation asymétrique de long terme signifie que les variations positives et négatives de la variable explicative n'ont pas le même impact sur la variable dépendante.

Autrement dit, les effets des hausses diffèrent de ceux des baisses. Cette asymétrie est généralement vérifiée à l'aide du test de Wald.

Mathématiquement, l'asymétrie de long terme est vérifiée lorsque :

$$\theta^{+} / \rho \neq \theta^{-} / \rho$$

Où :

- θ^{+} / ρ : représente l'effet de long terme des variations positives.
- θ^{-} / ρ : représente l'effet de long terme des variations négatives.

Les multiplicateurs de long terme s'écrivent alors comme suit :

$$L^{+} = -\theta^{+} / \rho$$

$$L^{-} = -\theta^{-} / \rho$$

Lorsque :

$$L^{+} \neq L^{-}$$

On conclut à l'existence d'un effet asymétrique de long terme entre les variables.

1.3 Les avantages et conditions d'application du modèle NARDL

Le modèle NARDL présente plusieurs avantages méthodologiques qui justifient son utilisation dans cette étude. Il constitue une extension non linéaire du modèle ARDL classique, ce qui lui permet d'analyser les relations asymétriques entre les variables économiques de manière plus précise.

Contrairement au modèle ARDL traditionnel, qui suppose que les effets des variations positives et négatives sont identiques, le modèle NARDL permet de distinguer l'impact des hausses et des baisses de la variable explicative sur la variable dépendante. Il offre ainsi une analyse plus réaliste des relations économiques, notamment dans les économies fortement dépendantes des ressources naturelles comme l'économie algérienne.

Le modèle NARDL présente également plusieurs avantages importants :

- Il ne nécessite pas que toutes les variables soient intégrées du même ordre. Les variables peuvent être I(0), I(1) ou un mélange des deux, à condition qu'aucune variable ne soit intégrée d'ordre deux I(2).

- Il est particulièrement adapté aux petits échantillons, comme celui de cette étude qui comprend 35 observations annuelles.
- Il permet d'analyser simultanément les relations de court terme et de long terme entre les variables.
- Il offre la possibilité de tester l'existence d'effets asymétriques à court et à long terme.
- Il permet d'obtenir les multiplicateurs dynamiques cumulés, facilitant l'analyse graphique de l'ajustement asymétrique après les chocs positifs et négatifs.

Les conditions d'application du modèle NARDL peuvent être résumées comme suit :

- Aucune variable ne doit être intégrée d'ordre deux I(2) ou plus.
- Le modèle doit satisfaire les principaux tests diagnostiques, notamment :
  - ❖ la normalité des résidus ;
  - ❖ l'absence d'autocorrélation ;
  - ❖ l'homoscédasticité ;
  - ❖ la stabilité structurelle du modèle.
- Le test des bornes (Bounds Test) doit confirmer l'existence d'une relation de cointégration entre les variables.

1.4 Justification du choix du modèle NARDL dans l'étude

Le choix du modèle NARDL dans cette étude se justifie par sa pertinence dans l'analyse de la relation entre les prix du pétrole et la politique budgétaire en Algérie. La littérature économique montre que les effets des hausses des prix du pétrole ne sont pas nécessairement identiques à ceux des baisses, notamment dans les économies rentières fortement dépendantes des revenus pétroliers, comme l'économie algérienne.

Durant les périodes de hausse des prix du pétrole, l'État tend généralement à augmenter les dépenses publiques et à élargir les programmes économiques et sociaux. En revanche, les périodes de baisse des prix n'entraînent pas forcément une réduction des dépenses avec la même intensité ou la même rapidité, en raison des engagements budgétaires ainsi que des contraintes économiques, sociales et politiques. La relation entre les prix du pétrole et les variables

budgétaires présente ainsi un caractère asymétrique, que le modèle NARDL permet d'analyser et de mesurer avec précision.

Le choix de ce modèle s'explique également par ses caractéristiques économétriques. Il peut être appliqué lorsque les variables sont intégrées d'ordre I(0) et I(1), sans exiger que toutes les variables possèdent le même ordre d'intégration, à condition qu'aucune variable ne soit intégrée d'ordre deux I(2).

Le modèle NARDL apparaît aussi adapté aux petits échantillons, ce qui correspond au cas de cette étude couvrant la période 1990-2024. Il permet d'étudier simultanément les relations de court et de long terme, tout en testant l'existence d'effets asymétriques liés aux chocs positifs et négatifs des prix du pétrole.

Par ailleurs, plusieurs études récentes consacrées aux économies pétrolières ont eu recours au modèle NARDL afin d'analyser les relations asymétriques, ce qui confirme la pertinence de ce choix méthodologique dans le cadre de la présente étude.

2 Présentation des données et des variables de l'étude

2.1 Présentation des variables dépendantes

Notre étude comporte deux variables dépendantes, correspondant aux deux dimensions de la politique budgétaire algérienne que nous analysons :

2.1.1 Les dépenses publiques (DP)

Les dépenses publiques (DP) représentent l'ensemble des dépenses effectuées par l'État algérien au cours d'une année donnée. Elles comprennent essentiellement les dépenses de fonctionnement, telles que les salaires, les transferts sociaux et les subventions, ainsi que les dépenses d'investissement liées aux projets d'infrastructure et aux équipements publics. Cette variable est exprimée en milliards de dinars algériens.

Les dépenses publiques constituent un indicateur essentiel de l'orientation de la politique budgétaire. En Algérie, elles demeurent fortement liées aux revenus pétroliers, dans la mesure où l'État s'appuie sur les ressources issues des hydrocarbures pour financer ses engagements budgétaires. L'analyse de l'effet des prix du pétrole sur les dépenses publiques permet ainsi d'évaluer le degré de sensibilité de la politique budgétaire aux fluctuations pétrolières.

2.1.2 Les recettes publiques (RP)

Les recettes publiques (RP) représentent l'ensemble des ressources financières mobilisées par l'État algérien. Elles comprennent les recettes fiscales ordinaires, les recettes pétrolières ainsi que les autres recettes non fiscales. Cette variable est également exprimée en milliards de dinars algériens.

Dans l'économie algérienne, les recettes pétrolières représentent une part importante des recettes budgétaires totales, ce qui rend les finances publiques fortement sensibles aux fluctuations des prix internationaux du pétrole. L'étude de l'impact des prix du pétrole sur les recettes publiques permet ainsi d'évaluer le degré de vulnérabilité des finances publiques face aux chocs pétroliers externes.

2.2 Présentation des variables explicatives

2.2.1 Le prix du pétrole (PP)

Le prix du pétrole (PP) constitue la principale variable explicative de cette étude. Il est mesuré à partir du prix du baril de pétrole brut de type Brent, exprimé en dollars américains par baril. Le Brent représente la référence internationale la plus utilisée pour l'évaluation du pétrole algérien, notamment le pétrole Sahara Blend.

Dans le cadre du modèle NARDL, cette variable est décomposée en deux composantes distinctes : les variations positives cumulées (PP^{+}), représentant les hausses des prix du pétrole, et les variations négatives cumulées (PP^{-}), représentant les baisses des prix du pétrole. Cette décomposition constitue l'élément central de la modélisation asymétrique.

2.2.2 Le produit intérieur brut réel (RPIB)

Le produit intérieur brut réel (RPIB) est introduit comme variable de contrôle afin de prendre en considération l'effet de la conjoncture économique générale sur les finances publiques. En effet, l'évolution de l'activité économique influence directement les recettes fiscales ainsi que les dépenses publiques, indépendamment des fluctuations pétrolières.

L'intégration de cette variable permet ainsi d'isoler l'effet spécifique des variations des prix du pétrole sur les variables budgétaires étudiées.

2.3 Sources des données et période d'étude

Les données utilisées dans cette étude sont des données annuelles couvrant la période allant de 1990 à 2024, soit un total de 35 observations. Le choix de cette période se justifie par plusieurs considérations, notamment la disponibilité des données macroéconomiques fiables à partir de 1990, la couverture de plusieurs cycles pétroliers marqués par des phases de hausse et de baisse des prix du pétrole, ainsi que la pertinence de cette période pour l'analyse de l'évolution de la politique budgétaire en Algérie.

Les principales phases de hausse des prix du pétrole concernent notamment les périodes 1999-2008 et 2011-2014, tandis que les principaux chocs pétroliers ont été enregistrés durant les périodes 1998, 2009, 2014-2016 et 2020. Ces fluctuations rendent cette période particulièrement pertinente pour l'étude des effets asymétriques des prix du pétrole sur les finances publiques algériennes.

Tableau 3- 1: Présentation des variables, sources des données et période d'étude

Variable	Symbole	Unité	Source	Période
Dépenses publiques	DP	Milliards DZD	FMI – WEO	1990–2024
Recettes publiques	RP	Milliards DZD	FMI – WEO	1990–2024
PIB réel	RPIB	Milliards DZD	FMI – WEO	1990–2024
Prix du pétrole (Brent)	PP	USD/baril	Banque Mondiale	1990–2024

Source : Fonds Monétaire International (World Economic Outlook) et Banque Mondiale.

Les données relatives aux variables budgétaires et macroéconomiques (DP, RP et RPIB) proviennent de la base de données World Economic Outlook (WEO) du Fonds Monétaire International (FMI). Les données relatives au prix du pétrole Brent (PP) proviennent de la base de données de la Banque Mondiale.

Ces sources institutionnelles fournissent des séries statistiques homogènes, longues et comparables, ce qui garantit la fiabilité et la cohérence des analyses économétriques réalisées dans cette étude.

Cette étude a également été enrichie par les connaissances acquises durant le stage effectué au sein du Ministère des Finances, ce qui a permis d'avoir une meilleure compréhension des mécanismes de la politique budgétaire et des finances publiques en Algérie.

2.4 Formulation économique et mathématique des modèles

À partir des variables retenues dans cette étude, deux modèles économétriques NARDL sont formulés afin d'analyser les effets asymétriques des prix du pétrole sur les finances publiques algériennes.

Modèle 1 : Effet asymétrique des prix du pétrole sur les dépenses publiques (DP)

$$\Delta DP_t = \alpha + \rho DP_{t-1} + \theta^{+} PP^{+}_{t-1} + \theta^{-} PP^{-}_{t-1} + \beta RPIB_{t-1} + \sum \varphi_j \Delta DP_{t-j} + \sum (\pi_j^{+} \Delta PP^{+}_{t-j} + \pi_j^{-} \Delta PP^{-}_{t-j}) + \varepsilon_t$$

Modèle 2 : Effet asymétrique des prix du pétrole sur les recettes publiques (RP)

$$\Delta RP_t = \alpha + \rho RP_{t-1} + \theta^{+} PP^{+}_{t-1} + \theta^{-} PP^{-}_{t-1} + \beta RPIB_{t-1} + \sum \varphi_j \Delta RP_{t-j} + \sum (\pi_j^{+} \Delta PP^{+}_{t-j} + \pi_j^{-} \Delta PP^{-}_{t-j}) + \varepsilon_t$$

Dans ces deux équations :

- **PP^{+}** et **PP^{-}** représentent respectivement les sommes partielles des variations positives et négatives des prix du pétrole.
- **ρ** représente la vitesse d'ajustement vers l'équilibre de long terme.
- **θ^{+}** et **θ^{-}** représentent les coefficients de long terme associés respectivement aux variations positives et négatives des prix du pétrole.
- **π^{+}** et **π^{-}** représentent les coefficients de court terme.
- **ε_t** représente le terme d'erreur du modèle.

Le coefficient ρ doit être négatif et statistiquement significatif afin de confirmer l'existence d'une relation de cointégration entre les variables.

Les multiplicateurs de long terme sont calculés comme suit :

$$L^{+} = -\theta^{+} / \rho$$

$$L^{-} = -\theta^{-} / \rho$$

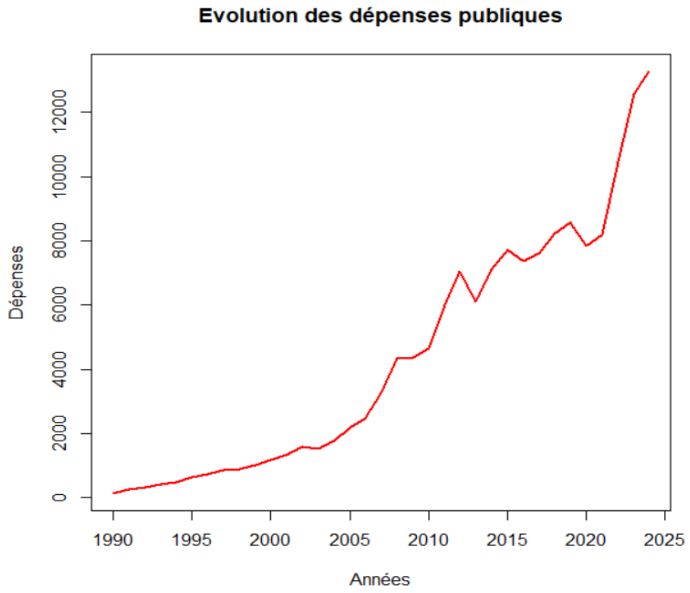
3 Étude statistique descriptive des variables

3.1 Analyse graphique des séries temporelles

L'analyse graphique des séries temporelles permet de mettre en évidence l'évolution des différentes variables de l'étude, leur tendance générale, leur degré de volatilité ainsi que les éventuelles ruptures structurelles observées durant la période d'étude.

a) Série des dépenses publiques (DP)

Figure 3- 1: Évolution de la série des dépenses publiques (DP) de 1990 à 2024



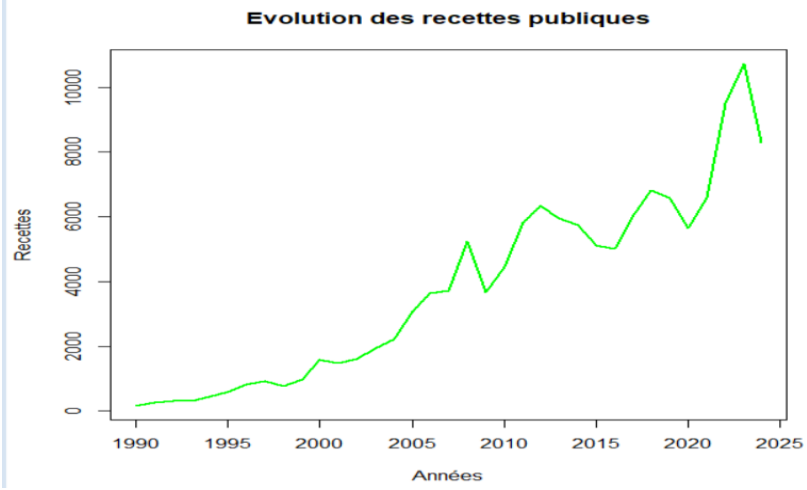
Source : Résultat obtenu à partir du logiciel R.

À partir du graphe ci-dessus, nous remarquons que la série des dépenses publiques (DP) présente une tendance haussière marquée et continue sur l'ensemble de la période 1990-2024. Cette progression s'est accélérée durant les périodes de boom pétrolier, notamment entre 2000-2008 et 2011-2014.

Par ailleurs, certaines inflexions sont observées lors des contrechocs pétroliers de 2009 et de 2015-2016, sans toutefois remettre en cause la tendance générale de la série. Cela témoigne d'une certaine rigidité à la baisse des dépenses budgétaires en Algérie.

b) Série des recettes publiques (RP)

Figure 3- 2: Évolution de la série des recettes publiques (RP) de 1990 à 2024



Source : Résultat obtenu à partir du logiciel R.

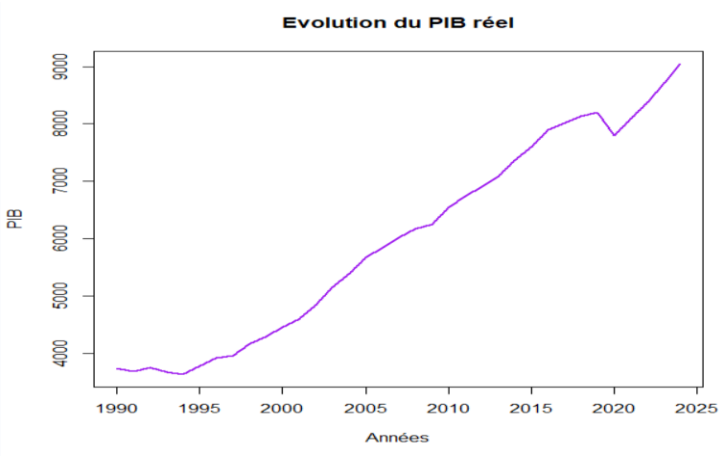
À partir du graphe ci-dessus, nous remarquons que la série des recettes publiques (RP) présente une évolution globalement croissante durant la période 1990-2024, accompagnée de fluctuations relativement importantes.

Cette évolution s'est accélérée durant les périodes de hausse des prix du pétrole, notamment entre 2000-2008 et 2011-2013, tandis que des baisses significatives ont été enregistrées lors des contrechocs pétroliers de 2009 et de 2015-2016.

Cela confirme la forte dépendance des recettes publiques algériennes aux revenus des hydrocarbures ainsi que leur sensibilité directe aux variations des prix pétroliers.

c) Série du PIB réel (RPIB)

Figure 3- 3: Évolution de la série du PIB réel (RPIB) de 1990 à 2024



Source : Résultat obtenu à partir du logiciel R.

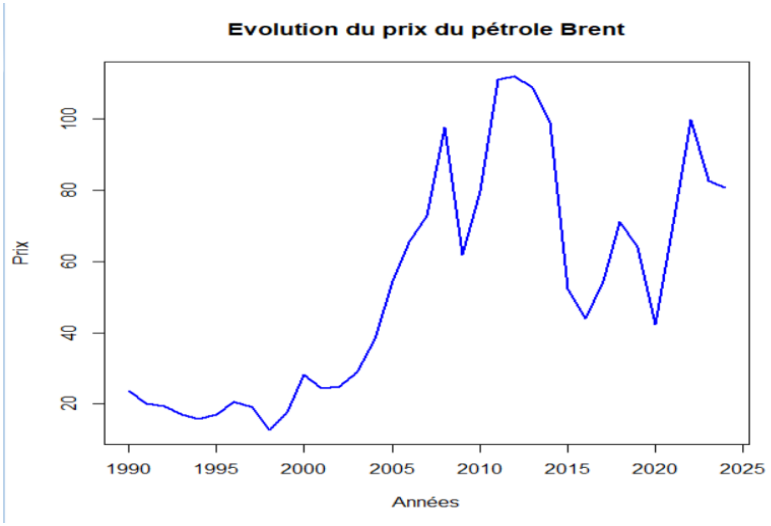
À partir du graphe ci-dessus, nous remarquons que la série du PIB réel (RPIB) présente une tendance haussière régulière et continue durant toute la période d'étude.

Le PIB réel est passé progressivement d'environ 3 630 milliards de dinars au début des années 1990 à plus de 9 000 milliards de dinars en 2024, traduisant une croissance progressive de l'activité économique nationale.

Par ailleurs, un léger recul est observé en 2020 à la suite de la pandémie de COVID-19, avant que la série ne retrouve son évolution croissante. Cette relative stabilité contraste avec la forte volatilité des agrégats budgétaires et des prix du pétrole.

d) Série du prix du pétrole Brent (PP)

Figure 3- 4: Évolution de la série du prix du pétrole Brent (PP) de 1990 à 2024



Source : Résultat obtenu à partir du logiciel R.

À partir du graphe ci-dessus, nous remarquons que la série du prix du pétrole Brent (PP) se caractérise par une forte volatilité durant toute la période étudiée.

La série a connu une phase de faibles prix durant les années 1990, avant d'enregistrer une hausse importante entre 2000 et 2013, atteignant un niveau maximal supérieur à 110 USD/baril en 2012.

Par ailleurs, plusieurs baisses importantes ont été observées à partir de 2014, notamment durant les périodes 2015-2016 et 2020, avant une nouvelle reprise des prix durant les années récentes.

Cette forte volatilité des prix pétroliers constitue une source majeure d'instabilité pour les finances publiques algériennes.

3.2 Analyse des statistiques descriptives

Le tableau suivant présente les principales statistiques descriptives des variables retenues dans l'étude, calculées à partir du logiciel R sur la période 1990-2024 (35 observations).

Tableau 3.2 : Statistiques descriptives des variables de l'étude (1990–2024)

Variable	n	Moyenne	Écart-type	Médiane	Minimum	Maximum
Dépenses publiques (DP) (Milliards DZD)	35	4 363,02	3 797,55	3 268,75	140,04	13 281,08
Recettes publiques (RP) (Milliards DZD)	35	3 786,34	2 903,09	3 667,48	160,20	10 735,47
PIB réel (RPIB) (Milliards DZD)	35	5 983,18	1 781,91	6 017,38	3 630,14	9 049,17
Prix du pétrole Brent (PP) (USD/Baril)	35	52,92	32,22	52,37	12,72	111,97

Source : Résultat obtenu à partir du logiciel R.

À partir du tableau ci-dessus, nous remarquons que les variables étudiées présentent des caractéristiques statistiques différentes reflétant leur nature économique durant la période d'étude :

- Les dépenses publiques (DP) enregistrent une moyenne de 4 363,02 milliards de dinars avec un écart-type élevé (3 797,55), reflétant les fortes variations observées durant la période d'étude, notamment sous l'effet des cycles pétroliers.
- Les recettes publiques (RP) présentent une moyenne de 3 786,34 milliards de dinars, légèrement inférieure à celle des dépenses publiques. L'écart-type élevé (2 903,09) confirme également une forte variabilité des recettes publiques.
- Le PIB réel (RPIB) affiche la distribution la plus régulière avec un coefficient de variation relativement modéré, traduisant une croissance stable et progressive de l'activité économique nationale au cours de la période étudiée.

- Le prix du pétrole Brent (PP) présente un écart-type de 32,22 USD/baril pour une moyenne de 52,92, ce qui traduit une forte volatilité des prix pétroliers. Cette volatilité constitue une source importante d'instabilité pour les finances publiques algériennes.

3.3 Étude de la corrélation entre les variables

L'analyse de la matrice de corrélation permet d'examiner les relations linéaires entre les différentes variables de l'étude et d'identifier d'éventuels problèmes de multicolinéarité.

Figure 3- 5: Matrice de corrélation entre les variables de l'étude



Source : Résultat obtenu à partir du logiciel R.

À partir du tableau et du graphe ci-dessus, nous remarquons qu'il existe une forte corrélation positive entre les différentes variables de l'étude.

- Les dépenses publiques (DP) et les recettes publiques (RP) présentent une très forte corrélation positive (0,97), ce qui reflète leur évolution commune sous l'influence des revenus pétroliers.
- La corrélation entre le prix du pétrole Brent (PP) et les recettes publiques (RP) atteint 0,83, ce qui indique que les recettes publiques réagissent fortement aux variations des prix pétroliers.
- Le PIB réel (RPIB) présente également une forte corrélation avec les dépenses publiques (0,97) et les recettes publiques (0,96), traduisant l'existence d'une relation étroite entre l'activité économique nationale et les finances publiques.

- Enfin, la corrélation positive entre le prix du pétrole Brent (PP) et les dépenses publiques (0,72) confirme l'impact important des revenus pétroliers sur l'évolution des dépenses budgétaires en Algérie.

3.4 Analyse des caractéristiques des séries temporelles

L'étude des caractéristiques des séries temporelles constitue une étape préliminaire importante avant toute estimation économétrique. Elle permet d'analyser les principales propriétés des variables étudiées, notamment leur tendance générale, leur volatilité ainsi que leur comportement à travers le temps.

a) Analyse de la tendance

L'examen des graphiques révèle que les séries des dépenses publiques (DP), des recettes publiques (RP) et du PIB réel (RPIB) présentent une tendance générale croissante durant toute la période d'étude.

Cette évolution reflète la croissance progressive de l'activité économique ainsi que l'impact des cycles pétroliers sur les finances publiques algériennes.

En revanche, la série du prix du pétrole Brent (PP) se caractérise par d'importantes fluctuations cycliques et une absence de tendance stable à long terme.

b) b) Analyse de la volatilité

L'analyse de la volatilité à partir des statistiques descriptives montre que les dépenses publiques (DP) et les recettes publiques (RP) présentent des niveaux élevés de dispersion, traduisant l'existence de fortes fluctuations durant la période étudiée.

Toutefois, le prix du pétrole Brent (PP) demeure la variable la plus volatile, ce qui confirme l'importance des fluctuations pétrolières dans l'évolution des finances publiques en Algérie.

c) Analyse de la stationnarité

L'analyse graphique des séries laisse supposer que la majorité des variables étudiées sont non stationnaires en niveau, notamment les dépenses publiques (DP), les recettes publiques (RP) et le PIB réel (RPIB), qui présentent une tendance croissante persistante à travers le temps.

Par ailleurs, certaines fluctuations importantes sont observées durant plusieurs périodes, notamment à la suite des différents chocs pétroliers.

La vérification des propriétés de stationnarité des variables étudiées sera effectuée à travers les tests de racine unitaire ADF et Phillips-Perron, avant de procéder à l'estimation des modèles NARDL retenus dans cette étude.

Section 2 : Estimation économétrique des modèles de l'étude

1 Tests préliminaires des séries temporelles

1.1 Test de stationnarité ADF (Augmented Dickey-Fuller)

Le test de Dickey-Fuller augmenté (ADF) constitue l'un des tests de racine unitaire les plus utilisés en économétrie des séries temporelles. Il permet de tester l'hypothèse nulle H_0 de présence d'une racine unitaire (série non stationnaire) contre l'hypothèse alternative H_1 d'absence de racine unitaire (série stationnaire). Le modèle général du test s'écrit comme suit :

$$\Delta y_t = \alpha + \beta t + \gamma y_{t-1} + \Sigma \delta_j \Delta y_{t-j} + \varepsilon_t$$

où **α** représente une constante, **βt** une tendance temporelle déterministe et **γ** le coefficient testé (**γ = 0 sous H_0).** Le nombre de retards correctifs est sélectionné automatiquement à l'aide du critère d'information **d'Akaike (AIC).** L'hypothèse nulle est rejetée lorsque la statistique du test dépasse, en valeur absolue, les valeurs critiques de MacKinnon (1996).

Nous avons appliqué ce test aux quatre variables de l'étude **(dépenses publiques (DP), recettes publiques (RP), prix du pétrole (PP) et PIB réel (RPIB))** aussi bien en niveau qu'en première différence. Les résultats obtenus à partir du logiciel R sont présentés ci-dessous :

Figure 3- 6: Test ADF — Série PP en niveau. Source : Résultat obtenu à partir du logiciel R

```
        Augmented Dickey-Fuller Test

data:  data$`Le prix de pétrole Brent (OP) (Dollar/Baril)`
Dickey-Fuller = -1.9307, Lag order = 3, p-value = 0.6
alternative hypothesis: stationary
```

Figure 3- 7: Test ADF — Série DP en niveau. Source : Résultat obtenu à partir du logiciel R.

```
        Augmented Dickey-Fuller Test

data:  data$`les dépenses publiques (GGX.A ) (Billions)`
Dickey-Fuller = -0.99543, Lag order = 3, p-value = 0.9244
alternative hypothesis: stationary
```

Figure 3- 8: Test ADF — Série RP en niveau. Source : Résultat obtenu à partir du logiciel R.

```
        Augmented Dickey-Fuller Test

data:  data$`les recettes publiques (GGR.A) (Billions)`
Dickey-Fuller = -2.1503, Lag order = 3, p-value = 0.5147
alternative hypothesis: stationary
```

Figure 3- 9: Test ADF — Série RPIB en niveau. Source : Résultat obtenu à partir du logiciel R.

```
        Augmented Dickey-Fuller Test

data:  data$`PIB réel  (NGDP_R.A  )  (Billions)`
Dickey-Fuller = -3.1201, Lag order = 3, p-value = 0.1382
alternative hypothesis: stationary
```

Les résultats des tests ADF en niveau montrent que l'hypothèse nulle de racine unitaire ne peut être rejetée pour aucune des variables étudiées. Les p-values obtenues (DP : 0,9244 ; RP : 0,5147 ; RPIB : 0,1382 ; PP : 0,6000) sont toutes supérieures au seuil de signification de 5 %, ce qui confirme la non-stationnarité des séries en niveau.

Après différenciation première, les tests ADF appliqués aux séries différenciées donnent les résultats suivants :

Figure 3- 10: Test ADF — Série ΔDP en première différence. Source : Résultat obtenu à partir du logiciel R.

```
        Augmented Dickey-Fuller Test

data:  dDP
Dickey-Fuller = -1.5869, Lag order = 3, p-value = 0.7331
alternative hypothesis: stationary
```

Figure 3- 11: Test ADF — Série ΔRP en première différence. Source : Résultat obtenu à partir du logiciel R.

```
        Augmented Dickey-Fuller Test

data:  dRP
Dickey-Fuller = -4.0257, Lag order = 3, p-value = 0.02041
alternative hypothesis: stationary
```

Figure 3- 12: Test ADF — Série ΔRPIB en première différence. Source : Résultat obtenu à partir du logiciel R.

```
        Augmented Dickey-Fuller Test

data:  dRPIB
Dickey-Fuller = -3.3769, Lag order = 3, p-value = 0.07752
alternative hypothesis: stationary
```

Figure 3- 13: Test ADF — Série ΔPP en première différence. Source : Résultat obtenu à partir du logiciel R.

```
        Augmented Dickey-Fuller Test

data:  dPP
Dickey-Fuller = -3.0376, Lag order = 3, p-value = 0.171
alternative hypothesis: stationary
```

En première différence, les résultats s'améliorent sensiblement. La série ΔRP permet de rejeter l'hypothèse nulle au seuil de 5 % (p-value = 0,0204), tandis que la série ΔRPIB devient stationnaire au seuil de 10 % (p-value = 0,0775). En revanche, les séries ΔDP et ΔPP présentent encore des probabilités relativement élevées. Par conséquent, il apparaît nécessaire de compléter l'analyse par le test de Phillips-Perron afin de confirmer l'ordre d'intégration des variables.

1.2 Test de stationnarité Phillips-Perron (PP)

Le test de Phillips-Perron (1988) constitue une alternative robuste au test ADF. Sa spécificité réside dans sa correction non paramétrique de la statistique de test pour tenir compte de l'hétéroscédasticité et de l'autocorrélation des résidus, sans recourir à l'ajout de termes retardés. Cette approche le rend particulièrement adapté aux petits échantillons présentant des structures de dépendance complexes.

Les résultats du test PP appliqué aux séries en niveau sont les suivants :

Figure 3- 14: Test PP — Série DP en niveau. Source : Résultat obtenu à partir du logiciel R.

```
        Phillips-Perron Unit Root Test

data:  data$`les dépenses publiques (GGX.A ) (Billions)`
Dickey-Fuller Z(alpha) = -2.8688, Truncation lag parameter = 3, p-value
= 0.9356
alternative hypothesis: stationary
```

Figure 3- 15: Test PP — Série RP en niveau. Source : Résultat obtenu à partir du logiciel R.

```
        Phillips-Perron Unit Root Test

data:  data$`les recettes publiques (GGR.A) (Billions)`
Dickey-Fuller Z(alpha) = -15.84, Truncation lag parameter = 3, p-value
= 0.1125
alternative hypothesis: stationary
```

Figure 3- 16: Test PP — Série RPIB en niveau. Source : Résultat obtenu à partir du logiciel R.

```
        Phillips-Perron Unit Root Test

data:  data$`PIB réel  (NGDP_R.A  )  (Billions)`
Dickey-Fuller Z(alpha) = -10.15, Truncation lag parameter = 3, p-value
= 0.4809
alternative hypothesis: stationary
```

Figure 3- 17: Test PP — Série PP en niveau. Source : Résultat obtenu à partir du logiciel R.

```
        Phillips-Perron Unit Root Test

data:  data$`Le prix de pétrole Brent (OP) (Dollar/Baril)`
Dickey-Fuller Z(alpha) = -9.8857, Truncation lag parameter = 3, p-value
= 0.498
alternative hypothesis: stationary
```

En niveau, les p-values du test PP (DP : 0,9356 ; RP : 0,1125 ; RPIB : 0,4809 ; PP : 0,498) confirment l'absence de stationnarité pour toutes les variables. Après différenciation première, les résultats sont nettement plus décisifs :

Figure 3- 18: Test PP — Séries ΔDP et ΔRP en première différence. Source : Résultat obtenu à partir du logiciel

```
> pp.test(dDP)

        Phillips-Perron Unit Root Test

data:  dDP
Dickey-Fuller Z(alpha) = -23.513, Truncation lag parameter = 3, p-value
= 0.01006
alternative hypothesis: stationary

> pp.test(dRP)

        Phillips-Perron Unit Root Test

data:  dRP
Dickey-Fuller Z(alpha) = -19.704, Truncation lag parameter = 3, p-value
= 0.03636
alternative hypothesis: stationary
```

Figure 3- 19: Test PP — Séries ΔRPIB et ΔPP en première différence. Source : Résultat obtenu à partir du logiciel R

```
> pp.test(dRPIB)

        Phillips-Perron Unit Root Test

data:  dRPIB
Dickey-Fuller Z(alpha) = -25.776, Truncation lag parameter = 3, p-value
= 0.01
alternative hypothesis: stationary

Warning message:
In pp.test(dRPIB) : p-value smaller than printed p-value
> pp.test(dPP)

        Phillips-Perron Unit Root Test

data:  dPP
Dickey-Fuller Z(alpha) = -26.793, Truncation lag parameter = 3, p-value
= 0.01
alternative hypothesis: stationary

Warning message:
In pp.test(dPP) : p-value smaller than printed p-value
```

En première différence, le test PP rejette clairement l'hypothèse nulle pour toutes les variables : ΔDP (Z(alpha) = -23,513 ; p = 0,010), ΔRP (Z(alpha) = -19,704 ; p = 0,036), ΔRPIB (Z(alpha) = -25,776 ; p < 0,01) et ΔPP (Z(alpha) = -26,793 ; p < 0,01). Ces résultats confirment avec robustesse la stationnarité des séries en première différence.

1.3 Détermination de l'ordre d'intégration des variables

Le tableau ci-dessous synthétise les résultats combinés des deux tests de racine unitaire appliqués aux variables de l'étude :

Tableau 3- 2: Synthèse des tests de stationnarité ADF et Phillips-Perron

Variable	ADF — Niveau (p-value)	ADF — 1ère diff. (p-value)	PP — Niveau (p-value)	PP — 1ère diff. (p-value)	Ordre d'intégration
DP (Dépenses publiques)	0,9244	0,7331*	0,9356	0,0101**	I(1)
RP (Recettes publiques)	0,5147	0,0204**	0,1125	0,0364**	I(1)
RPIB (PIB réel)	0,1382	0,0775*	0,4809	< 0,01***	I(1)
PP (Prix du pétrole)	0,6000	0,1710	0,4980	< 0,01***	I(1)

Note : ***, ** et * indiquent la stationnarité aux seuils de 1 %, 5 % et 10 %. **Source :** Résultat obtenu à partir du logiciel R.

Les résultats combinés des tests ADF et Phillips-Perron montrent que les variables deviennent stationnaires en première différence. Bien que certaines séries présentent encore des p-values modérées dans le test ADF, le test Phillips-Perron confirme clairement leur stationnarité. Les variables sont donc considérées comme intégrées d'ordre un I(1).

Ce résultat est fondamental, car l'absence de variables intégrées d'ordre deux I(2) constitue une condition nécessaire à l'application du modèle NARDL et du Bounds Test. Cette condition est donc pleinement satisfaite dans le cadre de cette étude.

1.4 Détermination du nombre optimal de retards

La sélection du nombre optimal de retards constitue une étape essentielle dans la spécification des modèles ARDL/NARDL. Un nombre insuffisant de retards peut entraîner une autocorrélation des résidus ainsi que des estimations biaisées, tandis qu'un nombre excessif réduit les degrés de liberté disponibles, ce qui devient particulièrement problématique dans le cas des petits échantillons.

Compte tenu des 32 observations effectives disponibles après prise en compte des retards, le nombre maximal de retards a été fixé à 2 pour chaque variable. La sélection finale du modèle optimal est réalisée automatiquement par le logiciel EViews. Le critère d'information d'Akaike (AIC) est retenu pour le premier modèle relatif aux dépenses publiques, tandis que le critère de Schwarz (SIC) est utilisé pour le second modèle relatif aux recettes publiques.

Figure 3- 20: Critère AIC — Sélection du Modèle 1 : ARDL(2,2,2). Source : Résultat obtenu à partir du logiciel EViews.

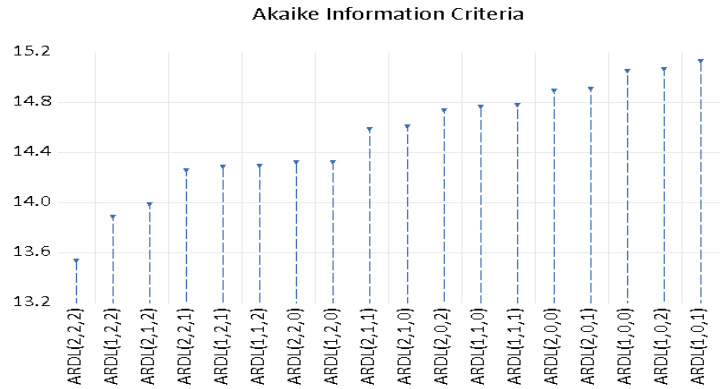
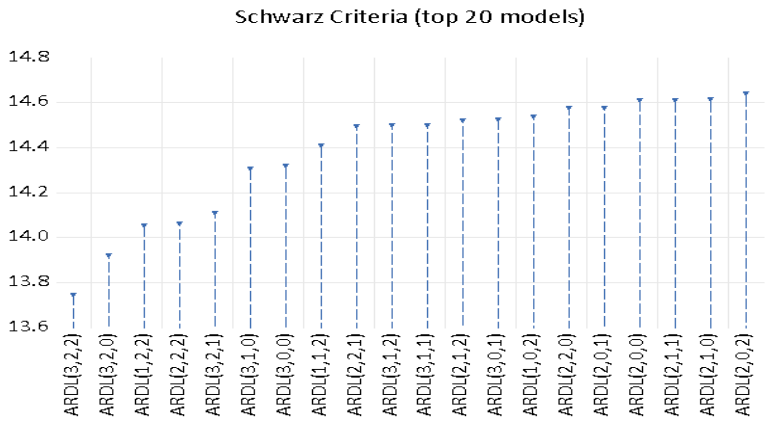


Figure 3- 21: Critère SIC — Sélection du Modèle 2 : ARDL(3,2,2). Source : Résultat obtenu à partir du logiciel EViews.



Les résultats montrent que le modèle ARDL(2,2,2) minimise le critère AIC pour le premier modèle, tandis que le modèle ARDL(3,2,2) minimise le critère SIC pour le second modèle. Ces deux spécifications sont ainsi retenues comme configurations optimales pour l'estimation des modèles NARDL de l'étude.

2 Estimation du premier modèle économétrique (Dépenses Publiques)

2.1 Construction du premier modèle

Le premier modèle NARDL analyse l'effet asymétrique des prix du pétrole sur les dépenses publiques algériennes (DP). Ce modèle inclut une variable muette D_2013 afin de capter la rupture structurelle associée à la politique d'austérité budgétaire engagée par les autorités algériennes à partir de 2013 à la suite de la détérioration des équilibres extérieurs.

La spécification économétrique du modèle est la suivante :

$$\Delta DP_t = \alpha + \rho DP_{t-1} + \beta_1 RPIB_{t-1} + \theta^+ PP^+_{t-1} + \theta^- PP^-_{t-1} + \Sigma^2_{j=1} \varphi_j \Delta DP_{t-j} + \Sigma^2_{j=0} (\pi^+_j \Delta PP^+_{t-j} + \pi^-_j \Delta PP^-_{t-j}) + \gamma \Delta RPIB_t + \delta D_{(2013)} + \varepsilon_t$$

où PP^+ et PP^- représentent respectivement les sommes partielles des variations positives et négatives du prix du pétrole. Le paramètre ρ mesure la vitesse d'ajustement vers l'équilibre de long terme, tandis que θ^+ et θ^- correspondent aux coefficients de long terme associés aux chocs pétroliers positifs et négatifs.

Les résultats de l'estimation du modèle NARDL(2,2,2) obtenus à partir du logiciel EViews sont présentés dans la figure suivante :

Tableau 3- 3 : Estimation du modèle NARDL(2,2,2) — Variable dépendante : ΔDP (1993–2024). Source : Résultat obtenu à partir du logiciel EViews.

Dependent Variable: D(DP)
Method: ARDL
Date: 05/15/26 Time: 09:23
Sample: 1993 2024
Included observations: 32
Dependent lags: 2 (Automatic)
Automatic-lag linear regressors (2 max. lags): RPIB
Automatic-lag dual non-linear regressors (2 max. lags): PP
Static regressors: D_2013
Deterministics: Unrestricted constant and no trend (Case 3)
Model selection method: Akaike info criterion (AIC)
Number of models evaluated: 18
Selected model: ARDL(2,2,2)

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.*
DP(-1)	-0.776352	0.177392	-4.376478	0.0003
RPIB(-1)	-0.481119	0.124730	-3.857275	0.0011
@CUMDP(PP(-1))	47.17178	6.455799	7.306885	0.0000
@CUMDN(PP(-1))	-3.883200	2.932316	-1.324277	0.2011
D(DP(-1))	0.403041	0.129045	3.123252	0.0056
D(RPIB)	1.092774	0.273272	3.998843	0.0008
D(RPIB(-1))	1.100757	0.308651	3.566349	0.0021
@DCUMDP(PP)	15.51725	5.139618	3.019145	0.0071
@DCUMDN(PP)	5.712463	4.222341	1.352914	0.1920
@DCUMDP(PP(-1))	-27.31361	9.070456	-3.011272	0.0072
@DCUMDN(PP(-1))	19.61015	4.168767	4.704064	0.0002
D_2013	-1982.203	242.3213	-8.180063	0.0000
C	2083.729	471.6794	4.417681	0.0003

R-squared	0.954837	Mean dependent var	404.7517
Adjusted R-squared	0.926313	S.D. dependent var	669.1136
S.E. of regression	181.6334	Akaike info criterion	13.53306
Sum squared resid	626822.9	Schwarz criterion	14.12852
Log likelihood	-203.5290	Hannan-Quinn criter.	13.73044
F-statistic	33.47481	Durbin-Watson stat	1.549657
Prob(F-statistic)	0.000000		

Le modèle présente une très bonne qualité d'ajustement. Le coefficient de détermination R^2 = 0,9548 ainsi que le R^2 ajusté = 0,9263 indiquent que le modèle explique environ 95,5 % des variations des dépenses publiques. La statistique de Fisher globale (F = 33,47 ; prob = 0,000) confirme la significativité conjointe des variables explicatives au seuil de 1 %. Enfin, la statistique de Durbin-Watson (DW = 1,55) indique une absence probable d'autocorrélation de premier ordre des résidus.

2.2 Test de cointégration (Bounds Test)

Le test des bornes (Bounds Test) développé par Pesaran, Shin et Smith (2001) constitue la procédure de cointégration utilisée dans le cadre des modèles ARDL/NARDL. Il permet de tester l'hypothèse nulle H_0 d'absence de relation de long terme entre les variables en comparant la statistique F calculée aux valeurs critiques tabulées sous forme de borne inférieure I(0) et de borne supérieure I(1). Lorsque la statistique F dépasse la borne supérieure, l'hypothèse nulle est rejetée, ce qui confirme l'existence d'une relation de cointégration entre les variables

Figure 3- 22: Bounds Test — Modèle 1 (Variable dépendante : DP). Source : Résultat obtenu à partir du logiciel EViews..

Bounds Test

Null hypothesis: No levels relationship
Number of cointegrating variables: 3
Trend type: Unrest. constant (Case 3)
Sample size: 32

Test Statistic	Value
F-statistic	23.244085
t-statistic	-4.376478

Bounds Critical Values

	10%		5%		1%	
Sample S...	I(0)	I(1)	I(0)	I(1)	I(0)	I(1)
			F-Statistic			
30	3.008	4.150	3.710	5.018	5.333	7.063
35	2.958	4.100	3.615	4.913	5.198	6.845
Asymptotic	2.720	3.770	3.230	4.350	4.290	5.610
			t-Statistic			
Asymptotic	-2.570	-3.460	-2.860	-3.780	-3.430	-4.370

* I(0) and I(1) are respectively the stationary and non-stationary bounds.

Tableau 3- 4: Résultats du Bounds Test — Modèle 1 (DP)

Statistique	Valeur calculée	Borne I(0) — 1%	Borne I(1) — 1%	Décision
F-statistic	23,244	5,333	7,063	Rejet de H_0 ***
t-statistic	-4,376	-3,430	-4,370	Rejet de H_0 ***

Note : *** indique le rejet de H_0 au seuil de 1 %.

Source : Résultat obtenu à partir du logiciel EViews.

Les résultats du Bounds Test montrent que la statistique F calculée (23,244) est largement supérieure à la borne supérieure I(1) au seuil de 1 % (7,063). De même, la statistique t (-4,376) dépasse en valeur absolue la borne critique correspondante (-4,370). Par conséquent, l'hypothèse nulle d'absence de cointégration est rejetée au seuil de 1 %.

Ces résultats confirment l'existence d'une relation de long terme stable et significative entre les dépenses publiques, le prix du pétrole et le PIB réel en Algérie.

2.3 Estimation des relations de court et de long terme

a) Coefficients de cointégration (long terme)

L'équation de cointégration estimée à partir du logiciel EViews permet d'obtenir les multiplicateurs de long terme suivants :

Figure 3- 23 : Coefficients de long terme — Modèle 1 (Variable dépendante : DP). Source : Résultat obtenu à partir du logiciel EViews.

Cointegrating Specification

Deterministics: Unrest. constant (Case 3)

```
CE = DP(-1) - (-0.619718*RPIB(-1) + 60.760799*@CUMDP(PP(
     -1),"1991") - 5.001853*@CUMDN(PP(-1),"1991"))
```

Cointegrating Coefficients

Variable *	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
RPIB(-1)	-0.619718	0.254767	-2.432489	0.0214
@CUMDP(PP(-1))	60.76080	7.678179	7.913438	0.0000
@CUMDN(PP(-1))	-5.001853	3.164386	-1.580671	0.1248

Note: * Coefficients derived from the CEC regression.

Tableau 3- 5: Coefficients de long terme — Modèle 1 (DP)

Variable	Coefficient	Écart-type	t-Statistique	Prob.
RPIB(-1)	-0,6197	0,2548	-2,432	0,0214 **
PP^+ — chocs (+)	60,761	7,678	7,913	0,0000 ***
PP^- — chocs (−)	-5,002	3,164	-1,581	0,1248 (ns)

Note : ***, ** indiquent une significativité aux seuils de 1 % et 5 % ; ns : non significatif.
Source : Résultat obtenu à partir du logiciel EViews.

Les résultats montrent que les chocs positifs des prix du pétrole exercent un effet positif et hautement significatif sur les dépenses publiques à long terme. Le coefficient associé aux chocs positifs ($PP^+ = 60,761$) indique qu'une augmentation d'un dollar du prix du pétrole entraîne une hausse d'environ 60,76 milliards de dinars des dépenses publiques à long terme.

En revanche, les chocs négatifs des prix du pétrole (PP^-) présentent un coefficient négatif mais statistiquement non significatif (p-value = 0,1248), ce qui suggère que les baisses des prix pétroliers n'entraînent pas une réduction proportionnelle des dépenses publiques.

Par ailleurs, le coefficient associé au PIB réel (RPIB) est négatif et significatif au seuil de 5 %, ce qui indique un effet négatif statistiquement significatif du PIB réel sur les dépenses publiques dans le modèle estimé.

b) Modèle à correction d'erreur (ECM) — Dynamique de court terme

Figure 3- 24: Modèle ECM — Modèle 1 (Variable dépendante : ΔDP) Source : Output EViews, calculs de l'auteur.

Error Correction

Dependent Variable: D(DP)
Method: ARDL
Date: 05/15/26 Time: 09:23
Sample: 1993 2024
Included observations: 32
Dependent lags: 2 (Automatic)
Automatic-lag linear regressors (2 max. lags): RPIB
Automatic-lag dual non-linear regressors (2 max. lags): PP
Static regressors: D_2013
Deterministics: Unrestricted constant and no trend (Case 3)
Model selection method: Akaike info criterion (AIC)
Number of models evaluated: 18
Selected model: ARDL(2,2,2)

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
COINTEQ*	-0.776352	0.074824	-10.37578	0.0000
D(DP(-1))	0.403041	0.070652	5.704630	0.0000
D(RPIB)	1.092774	0.245954	4.442994	0.0002
D(RPIB(-1))	1.100757	0.260974	4.217886	0.0004
@DCUMDP(PP)	15.51725	3.915019	3.963518	0.0007
@DCUMDN(PP)	5.712463	3.326768	1.717121	0.1000
@DCUMDP(PP(-1))	-27.31361	6.482662	-4.213333	0.0004
@DCUMDN(PP(-1))	19.61015	3.472794	5.646793	0.0000
D_2013	-1982.203	195.9645	-10.11512	0.0000
C	2083.729	225.6498	9.234350	0.0000

R-squared	0.954837	Mean dependent var	404.7517
Adjusted R-squared	0.936361	S.D. dependent var	669.1136
S.E. of regression	168.7956	Akaike info criterion	13.34556
Sum squared resid	626822.9	Schwarz criterion	13.80360
Log likelihood	-203.5290	Hannan-Quinn criter.	13.49739
F-statistic	51.68041	Durbin-Watson stat	1.549657
Prob(F-statistic)	0.000000		

* p-values are incompatible with t-Bounds distribution.

Le terme de correction d'erreur (COINTEQ = -0,776) est négatif et hautement significatif au seuil de 1 % (t = -10,376 ; prob = 0,000). Ce résultat confirme l'existence d'une relation de cointégration entre les variables du modèle. Il indique que 77,6 % du déséquilibre entre le niveau effectif des dépenses publiques et leur niveau d'équilibre de long terme est corrigé chaque année, ce qui traduit une vitesse d'ajustement relativement rapide.

À court terme, les chocs positifs sur les prix du pétrole exercent un effet immédiat et significatif sur les dépenses publiques (coefficient @DCUMDP(PP) = 15,517 ; prob = 0,007), tandis que l'impact des chocs négatifs demeure statistiquement non significatif.

La variable muette D_2013 est également fortement significative (coefficient = -1982,203 ; prob = 0,000), confirmant l'existence d'une contraction budgétaire marquée après l'année 2013.

2.4 Analyse et interprétation des résultats du premier modèle

❖ Test d'asymétrie de Wald

Le test de Wald de symétrie des coefficients permet de vérifier formellement si les effets positifs et négatifs des chocs pétroliers sont statistiquement différents. L'hypothèse nulle testée est : $H_0 : \theta^+ = \theta^-$, ce qui signifie une symétrie des effets.

Figure 3- 25: Test d'asymétrie (Wald Symmetry Test) — Modèle 1. Source : Résultat obtenu à partir du logiciel EViews.

Coefficient symmetry tests
Null hypothesis: Coefficient is symmetric
Degrees of freedom (simple tests): F(1,19), Chi-square(1)
Degrees of freedom (joint tests): F(2,19), Chi-square(2)
Equation: EQ04

Variable	Statistic	Value	Probability
	Long-run		
PP	F-statistic	40.71598	0.0000
	Chi-square	40.71598	0.0000
	Short-run		
PP	F-statistic	6.537178	0.0193
	Chi-square	6.537178	0.0106
	Joint (Long-Run and Short-Run)		
PP	F-statistic	21.75355	0.0000
	Chi-square	43.50710	0.0000

Tableau 3- 6: Résultats du test d'asymétrie de Wald — Modèle 1 (DP)

Horizon temporel	F-statistique	Probabilité	Conclusion
Long terme	40,716	0,0000	Asymétrie confirmée ***
Court terme	6,537	0,0193	Asymétrie confirmée **
Joint (LT + CT)	21,754	0,0000	Asymétrie globale confirmée ***

Note : ***, ** indiquent une significativité aux seuils de 1 % et 5 %.

Source : Résultat obtenu à partir du logiciel EViews.

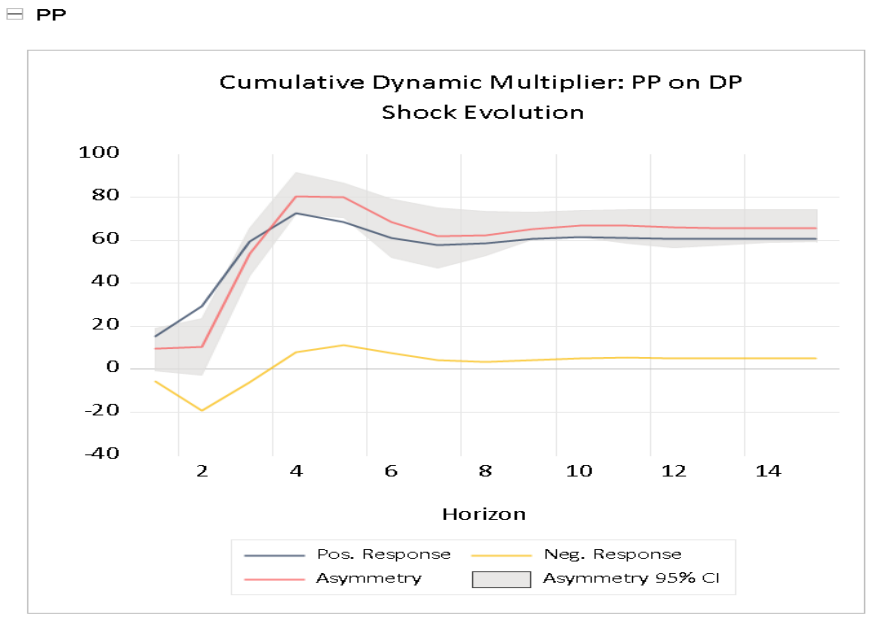
Les résultats du test de Wald montrent que l'hypothèse nulle de symétrie est rejetée aussi bien à court terme qu'à long terme. À long terme, la statistique de Wald (F = 40,716 ; p = 0,000) confirme une asymétrie fortement significative des effets des chocs pétroliers sur les dépenses publiques. À court terme, cette asymétrie demeure également significative au seuil de 5 % (F = 6,537 ; p = 0,019).

Ces résultats montrent que les chocs pétroliers positifs et négatifs n'exercent pas les mêmes effets sur les dépenses publiques algériennes, aussi bien à court terme qu'à long terme.

L'interprétation économique met en évidence qu'une augmentation d'un dollar du prix du pétrole entraîne une hausse d'environ 60,76 milliards de dinars des dépenses publiques à long terme (L^+ = 60,76), ce qui représente un effet positif élevé et hautement significatif. En revanche, une baisse d'un dollar du prix du pétrole entraîne une diminution estimée à seulement 5,00 milliards de dinars (L^- = -5,00), effet qui demeure statistiquement non significatif.

La forte différence entre ces deux multiplicateurs illustre le comportement procyclique asymétrique de l'État algérien : les dépenses publiques augmentent fortement durant les périodes de hausse des prix pétroliers, tandis qu'elles s'ajustent très faiblement lors des chocs pétroliers négatifs.

Figure 3- 26: Multiplicateurs dynamiques cumulés — PP sur DP. Source : Résultat obtenu à partir du logiciel EViews.



Le graphique des multiplicateurs dynamiques cumulés illustre visuellement cette asymétrie sur un horizon de 15 périodes. La réponse positive des dépenses publiques converge rapidement vers un niveau élevé, tandis que la réponse négative demeure faible sur l'ensemble de l'horizon étudié. La courbe d'asymétrie reste significativement positive et relativement stable dans le temps, confirmant ainsi la persistance de l'effet asymétrique des prix du pétrole sur les dépenses publiques algériennes.

3 Estimation du deuxième modèle économétrique (Recettes publiques)

3.1 Construction du deuxième modèle

Le deuxième modèle NARDL analyse l'effet asymétrique des prix du pétrole sur les recettes publiques algériennes (RP). Deux variables muettes sont introduites dans le modèle : D_2008 afin de capter la rupture structurelle liée à la crise financière mondiale et au contrechoc pétrolier, et D_2023 pour représenter le rebond exceptionnel des recettes publiques associé à la hausse des prix pétroliers après la période post-pandémique.

La spécification économétrique du modèle est la suivante :

$$\Delta RP_t = \alpha + \rho RP_{t-1} + \beta_1 RPIB_{t-1} + \theta^+ PP^+_{t-1} + \theta^- PP^-_{t-1} + \Sigma^3_{j=1}\, \varphi_j \Delta RP_{t-j} + \Sigma^2_{j=0}\, (\pi^+_j \Delta PP^+_{t-j} + \pi^-_j \Delta PP^-_{t-j}) + \gamma \Delta RPIB_t + \delta_1 D_{(2008)} + \delta_2 D_{(2023)} + \varepsilon_t$$

La spécification retenue automatiquement par le logiciel EViews sur la base du critère SIC est le modèle NARDL(3,2,2), estimé sur 32 observations couvrant la période 1993-2024.

Figure 3- 27: Estimation du modèle NARDL(3,2,2) — Variable dépendante : ΔRP (1993-2024). Source : Résultat obtenu à partir du logiciel EViews.

Method: ARDL
Date: 05/15/26 Time: 10:13
Sample: 1993 2024
Included observations: 32
Dependent lags: 3 (Automatic)
Automatic-lag linear regressors (2 max. lags): RPIB
Automatic-lag dual non-linear regressors (2 max. lags): PP
Static regressors: D_2008 D_2023
Deterministics: Unrestricted constant and no trend (Case 3)
Model selection method: Schwarz criterion (SIC)
Number of models evaluated: 27
Selected model: ARDL(3,2,2)

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.*
RP(-1)	-1.469194	0.178389	-8.235878	0.0000
RPIB(-1)	0.311035	0.104690	2.971019	0.0086
@CUMDP(PP(-1))	46.85092	5.996127	7.813530	0.0000
@CUMDN(PP(-1))	6.654950	2.486646	2.676276	0.0159
D(RP(-1))	0.187976	0.187652	1.001724	0.3305
D(RP(-2))	0.313005	0.104171	3.004726	0.0080
D(RPIB)	1.063796	0.237939	4.470870	0.0003
D(RPIB(-1))	1.165903	0.242126	4.815265	0.0002
@DCUMDP(PP)	42.10818	6.050600	6.959339	0.0000
@DCUMDN(PP)	10.92076	4.651672	2.347707	0.0313
@DCUMDP(PP(-1))	10.93266	8.590621	1.272627	0.2203
@DCUMDN(PP(-1))	16.80533	4.665178	3.602290	0.0022
D_2008	851.1882	179.0110	4.754948	0.0002
D_2023	1727.280	241.4546	7.153644	0.0000
C	-499.6092	377.8992	-1.322070	0.2037

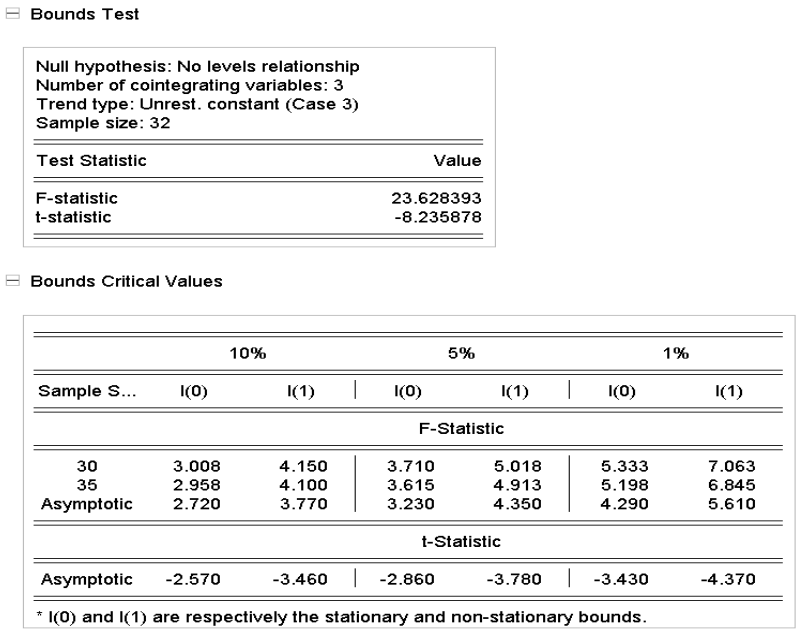
R-squared	0.987537	Mean dependent var	249.5358
Adjusted R-squared	0.977273	S.D. dependent var	943.1085
S.E. of regression	142.1793	Akaike info criterion	13.05703
Sum squared resid	343654.1	Schwarz criterion	13.74410
Log likelihood	-193.9125	Hannan-Quinn criter.	13.28477
F-statistic	96.21385	Durbin-Watson stat	2.117265
Prob(F-statistic)	0.000000		

Le modèle présente une excellente qualité d'ajustement. Le coefficient de détermination R^2 = 0,9875 ainsi que le R^2 ajusté = 0,9773 indiquent que le modèle explique environ 98,75 % des

variations des recettes publiques. La statistique de Fisher globale (F = 96,21 ; prob = 0,000) confirme la significativité conjointe des variables explicatives au seuil de 1 %. Enfin, la statistique de Durbin-Watson (DW = 2,117) indique l'absence d'autocorrélation des résidus.

3.2 Test de cointégration (Bounds Test)

Figure 3- 28: Bounds Test — Modèle 2 (Variable dépendante : RP). Source : Résultat obtenu à partir du logiciel EViews.



Bounds Test

Null hypothesis: No levels relationship
Number of cointegrating variables: 3
Trend type: Unrest. constant (Case 3)
Sample size: 32

Test Statistic	Value
F-statistic	23.628393
t-statistic	-8.235878

Bounds Critical Values

	10%		5%		1%	
Sample S...	I(0)	I(1)	I(0)	I(1)	I(0)	I(1)
F-Statistic						
30	3.008	4.150	3.710	5.018	5.333	7.063
35	2.958	4.100	3.615	4.913	5.198	6.845
Asymptotic	2.720	3.770	3.230	4.350	4.290	5.610
t-Statistic						
Asymptotic	-2.570	-3.460	-2.860	-3.780	-3.430	-4.370

* I(0) and I(1) are respectively the stationary and non-stationary bounds.

Tableau 3- 7: Résultats du Bounds Test — Modèle 2 (RP)

Statistique	Valeur calculée	Borne I(0) — 1%	Borne I(1) — 1%	Décision
F-statistic	23,628	5,333	7,063	Rejet de H_0 ***
t-statistic	-8,236	-3,430	-4,370	Rejet de H_0 ***

Note : *** indique le rejet de H_0 au seuil de 1 %.

Source : Résultat obtenu à partir du logiciel EViews.

Les résultats du Bounds Test montrent que la statistique F calculée (23,628) dépasse largement la borne supérieure I(1) au seuil de 1 % (7,063). De même, la statistique t (-8,236) dépasse en valeur absolue la borne critique correspondante (-4,370). L'hypothèse nulle d'absence de relation de long terme est ainsi rejetée au seuil de 1 %.

Ces résultats confirment l'existence d'une relation de cointégration stable et significative entre les recettes publiques, le prix du pétrole et le PIB réel en Algérie.

3.3 Estimation des relations de court et de long terme

a) Coefficients de cointégration (long terme)

Figure 3- 29: Coefficients de long terme — Modèle 2 (Variable dépendante : RP). Source : Résultat obtenu à partir du logiciel EViews.

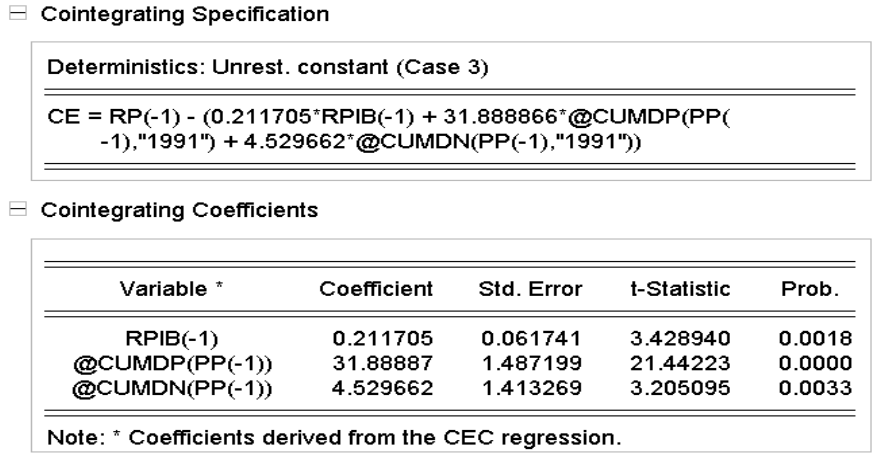


Tableau 3- 8: Coefficients de long terme — Modèle 2 (RP)

Variable	Coefficient	Écart-type	t-Statistique	Prob.
RPIB(-1)	0,2117	0,0617	3,429	0,0018 ***
PP^+ — chocs (+)	31,889	1,487	21,442	0,0000 ***
PP^- — chocs (−)	4,530	1,413	3,205	0,0033 ***

Note : *** indique une significativité au seuil de 1 %.

Source : Résultat obtenu à partir du logiciel EViews.

Les résultats montrent que les chocs positifs des prix du pétrole exercent un effet positif et hautement significatif sur les recettes publiques à long terme. Le coefficient associé aux chocs positifs ($PP^+ = 31,889$) indique qu'une augmentation d'un dollar du prix du pétrole entraîne une hausse d'environ 31,89 milliards de dinars des recettes publiques.

Les chocs négatifs des prix du pétrole présentent également un coefficient positif et statistiquement significatif ($PP^- = 4,530$; $p = 0,0033$), bien que leur effet demeure nettement plus faible que celui des chocs positifs.

Par ailleurs, le coefficient associé au PIB réel (RPIB) est positif et significatif au seuil de 1 %, indiquant qu'une augmentation de l'activité économique contribue à accroître les recettes publiques dans le modèle estimé.

b) Modèle à correction d'erreur (ECM) — Dynamique de court terme

Figure 3- 30: Modèle ECM — Modèle 2 (Variable dépendante : ΔRP). Source : Résultat obtenu à partir du logiciel EViews.

Error Correction

Dependent Variable: D(RP)
Method: ARDL
Date: 05/15/26 Time: 10:13
Sample: 1993 2024
Included observations: 32
Dependent lags: 3 (Automatic)
Automatic-lag linear regressors (2 max. lags): RPIB
Automatic-lag dual non-linear regressors (2 max. lags): PP
Static regressors: D_2008 D_2023
Deterministics: Unrestricted constant and no trend (Case 3)
Model selection method: Schwarz criterion (SIC)
Number of models evaluated: 27
Selected model: ARDL(3,2,2)

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
COINTEQ*	-1.469194	0.139329	-10.54478	0.0000
D(RP(-1))	0.187976	0.130777	1.437375	0.1661
D(RP(-2))	0.313005	0.080005	3.912331	0.0009
D(RPIB)	1.063796	0.210042	5.064694	0.0001
D(RPIB(-1))	1.165903	0.199056	5.857145	0.0000
@DCUMDP(PP)	42.10818	4.137572	10.17703	0.0000
@DCUMDN(PP)	10.92076	3.469572	3.147582	0.0051
@DCUMDP(PP(-1))	10.93266	6.153729	1.776591	0.0909
@DCUMDN(PP(-1))	16.80533	3.244918	5.178968	0.0000
D_2008	851.1882	156.5380	5.437582	0.0000
D_2023	1727.280	217.7816	7.931248	0.0000
C	-499.6092	79.17592	-6.310116	0.0000

R-squared	0.987537	Mean dependent var	249.5358
Adjusted R-squared	0.980682	S.D. dependent var	943.1085
S.E. of regression	131.0828	Akaike info criterion	12.86953
Sum squared resid	343654.1	Schwarz criterion	13.41918
Log likelihood	-193.9125	Hannan-Quinn criter.	13.05173
F-statistic	144.0635	Durbin-Watson stat	2.117265
Prob(F-statistic)	0.000000		

Le terme de correction d'erreur (COINTEQ = -1,469) est négatif et hautement significatif au seuil de 1 % (t = -10,545 ; prob = 0,000). Ce coefficient, supérieur à l'unité en valeur absolue, traduit un mécanisme d'ajustement sur-amorti : les recettes publiques s'ajustent rapidement vers leur niveau d'équilibre de long terme après un choc, avec un léger dépassement initial qui se corrige progressivement.

Les deux variables muettes sont également fortement significatives : D_2008 (coefficient = 851,19 ; prob = 0,000) et D_2023 (coefficient = 1727,28 ; prob = 0,000), confirmant l'importance des ruptures structurelles intégrées dans le modèle.

3.4 Analyse et interprétation des résultats du deuxième modèle

❖ Test d'asymétrie de Wald

Figure 3- 31: Test d'asymétrie (Wald Symmetry Test) — Modèle 2. Source : Résultat obtenu à partir du logiciel EViews.

Coefficient symmetry tests
Null hypothesis: Coefficient is symmetric
Degrees of freedom (simple tests): F(1,17), Chi-square(1)
Degrees of freedom (joint tests): F(2,17), Chi-square(2)
Equation:

Variable	Statistic	Value	Probability
	Long-run		
PP	F-statistic	76.81478	0.0000
	Chi-square	76.81478	0.0000
	Short-run		
PP	F-statistic	8.133068	0.0110
	Chi-square	8.133068	0.0043
	Joint (Long-Run and Short-Run)		
PP	F-statistic	38.65260	0.0000
	Chi-square	77.30519	0.0000

Tableau 3- 9 : Résultats du test d'asymétrie de Wald — Modèle 2 (RP)

Horizon temporel	F-statistique	Probabilité	Conclusion
Long terme	76,815	0,0000	Asymétrie confirmée ***
Court terme	8,133	0,0110	Asymétrie confirmée **
Joint (LT + CT)	38,653	0,0000	Asymétrie globale confirmée ***

Note : ***, ** indiquent une significativité aux seuils de 1 % et 5 %.

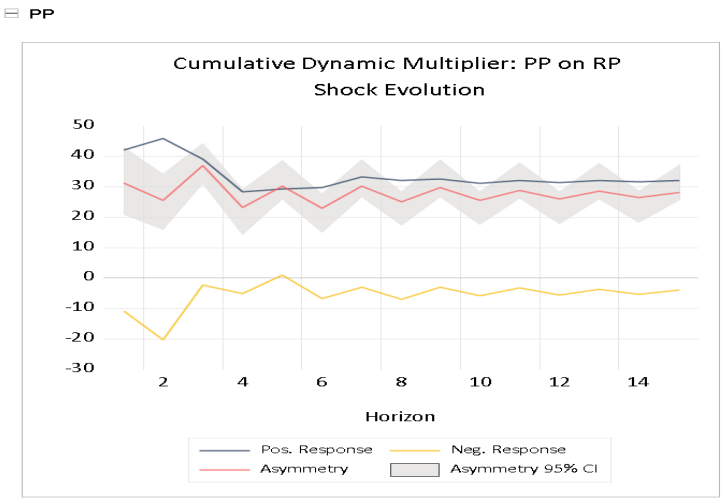
Source : Résultat obtenu à partir du logiciel EViews.

Les résultats du test de Wald montrent que l'asymétrie des effets pétroliers est confirmée aussi bien à court terme qu'à long terme. À long terme, la statistique de Wald (F = 76,815 ; p = 0,000) met en évidence une asymétrie fortement significative, plus marquée que celle observée dans le premier modèle.

Une hausse d'un dollar du prix du pétrole entraîne une augmentation d'environ 31,89 milliards de dinars des recettes publiques ($L^+ = 31,89$), tandis qu'un choc négatif exerce un effet positif beaucoup plus faible ($L^- = 4,53$). Contrairement au premier modèle, les deux coefficients sont statistiquement significatifs au seuil de 1 %.

Le signe positif associé aux chocs négatifs peut paraître contre-intuitif, mais il peut s'expliquer par les mécanismes de compensation budgétaire mis en œuvre par l'État algérien lors des périodes de baisse des prix pétroliers. Ces mécanismes incluent notamment l'augmentation des prélèvements fiscaux sur le secteur pétrolier ainsi qu'une mobilisation accrue de la fiscalité ordinaire afin de limiter la baisse des recettes publiques.

Figure 3- 32: Multiplicateurs dynamiques cumulés — PP sur RP. Source : Résultat obtenu à partir du logiciel EViews.



Le graphique des multiplicateurs dynamiques cumulés confirme visuellement cette asymétrie. La réponse positive converge vers un niveau élevé et stable, tandis que la réponse associée aux chocs négatifs demeure relativement faible. L'écart entre les deux trajectoires reste statistiquement significatif sur l'ensemble de l'horizon étudié.

Section 3 : Validation des modèles et analyse économique des résultats

Cette dernière section est consacrée à la validation statistique des deux modèles estimés à travers une série de tests diagnostiques, suivie d'une analyse économique approfondie des résultats obtenus. Elle se termine par la présentation des principales conclusions de l'étude ainsi que des recommandations de politique économique et des perspectives de recherche futures.

1 Tests diagnostiques et stabilité des modèles

La fiabilité d'un modèle économétrique ne dépend pas uniquement de la qualité des estimations obtenues, mais également du respect des conditions statistiques garantissant la validité des tests d'hypothèses. À cet effet, plusieurs tests diagnostiques sont appliqués aux deux modèles estimés.

1.1 Test d'autocorrélation des résidus

Le test de Breusch-Godfrey (BG) permet de tester l'hypothèse nulle H_0 d'absence de corrélation sérielle des résidus jusqu'à un ordre déterminé. La présence d'autocorrélation peut affecter la validité des écarts-types estimés ainsi que les tests de significativité.

Figure 3- 33: Test Breusch-Godfrey — Modèle 1 (DP) Source : Output EViews.

Breusch-Godfrey Serial Correlation LM Test:
Null hypothesis: No serial correlation at up to 2 lags

F-statistic	1.246442	Prob. F(2,17)	0.3125
Obs*R-squared	4.092379	Prob. Chi-Square(2)	0.1292

Figure 3- 34: Test Breusch-Godfrey — Modèle 2 (RP) Source : Output EViews.

Breusch-Godfrey Serial Correlation LM Test:
Null hypothesis: No serial correlation at up to 2 lags

F-statistic	0.901185	Prob. F(2,15)	0.4270
Obs*R-squared	3.432602	Prob. Chi-Square(2)	0.1797

Tableau 3- 10: Résultats du test d'autocorrélation de Breusch-Godfrey

Modèle	F-statistique	Prob. F	Prob. Chi²	Conclusion
Modèle 1 (DP)	1,2464	0,3125	0,1292	Absence d'autocorrélation
Modèle 2 (RP)	0,9012	0,4270	0,1797	Absence d'autocorrélation

Note : H_0 : absence de corrélation sérielle des résidus.

Source : Résultat obtenu à partir du logiciel EViews.

Les probabilités associées aux statistiques F (0,3125 et 0,4270) sont largement supérieures au seuil de signification de 5 %. L'hypothèse nulle d'absence d'autocorrélation des résidus est donc acceptée pour les deux modèles. Les résidus apparaissent indépendants, ce qui renforce la validité des tests de significativité des coefficients.

1.2 Test d'hétéroscédasticité

Le test de Breusch-Pagan-Godfrey (BPG) permet de vérifier l'hypothèse nulle H_0 d'homoscédasticité des résidus, c'est-à-dire d'une variance constante des erreurs. La présence d'hétéroscédasticité peut affecter l'efficacité des estimateurs ainsi que la validité des tests statistiques classiques.

Figure 3- 35: Test Breusch-Pagan-Godfrey — Modèle 1 (DP) Source : Output EViews.

Heteroskedasticity Test: Breusch-Pagan-Godfrey
Null hypothesis: Homoskedasticity

F-statistic	0.565159	Prob. F(12,19)	0.8433
Obs*R-squared	8.417570	Prob. Chi-Square(12)	0.7517
Scaled explained SS	3.965369	Prob. Chi-Square(12)	0.9841

Figure 3- 36: Test Breusch-Pagan-Godfrey — Modèle 2 (RP) Source : Output EViews.

Heteroskedasticity Test: Breusch-Pagan-Godfrey
Null hypothesis: Homoskedasticity

F-statistic	1.136403	Prob. F(14,17)	0.3961
Obs*R-squared	15.46989	Prob. Chi-Square(14)	0.3468
Scaled explained SS	3.524404	Prob. Chi-Square(14)	0.9977

Tableau 3- 11: Résultats du test d'hétéroscédasticité de Breusch-Pagan-Godfrey

Modèle	F-statistique	Prob. F	Prob. Chi²	Conclusion
Modèle 1 (DP)	0,5652	0,8433	0,7517	Homoscédasticité confirmée
Modèle 2 (RP)	1,1364	0,3961	0,3468	Homoscédasticité confirmée

Note : H_0 : homoscédasticité des résidus.

Source : Résultat obtenu à partir du logiciel EViews.

Les probabilités associées aux deux modèles sont nettement supérieures au seuil de 5 %. L'hypothèse d'homoscédasticité est donc acceptée. La variance des résidus peut être considérée comme constante, ce qui renforce l'efficacité des estimateurs du modèle.

1.3 Test de normalité des résidus

Le test de Jarque-Bera (JB) permet d'évaluer si les résidus suivent une distribution normale, condition importante pour la validité des tests t et F dans le cas des petits échantillons. Ce test repose sur les mesures d'asymétrie (skewness) et d'aplatissement (kurtosis) des résidus.

Figure 3- 37: Test de normalité Jarque-Bera — Modèle 1 (DP) Source : Output EViews.

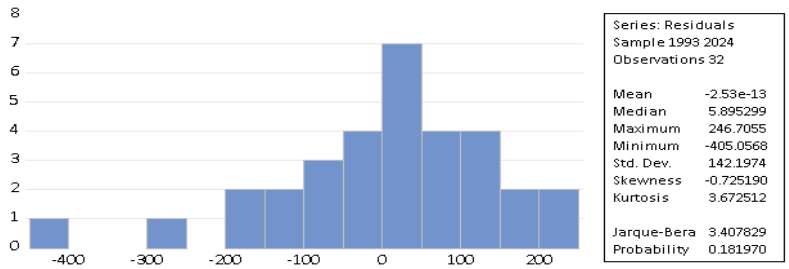


Figure 3- 38: Test de normalité Jarque-Bera — Modèle 2 (RP) Source : Output EViews.

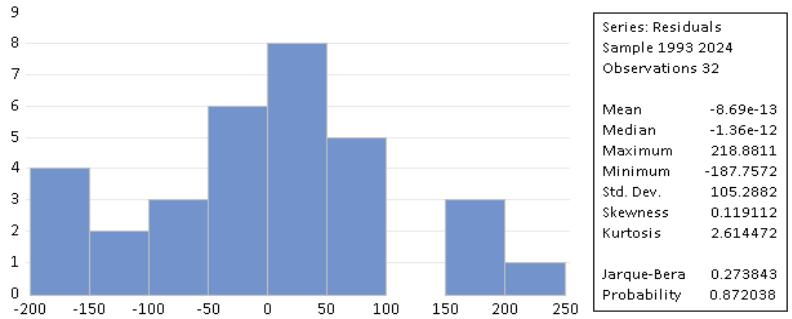


Tableau 3- 12: Résultats du test de normalité de Jarque-Bera

Modèle	Stat. JB	Probabilité	Asymétrie	Kurtosis	Conclusion
Modèle 1 (DP)	3,4078	0,1820	-0,725	3,673	Normalité acceptée
Modèle 2 (RP)	0,2738	0,8720	0,119	2,614	Normalité acceptée

Note : H_0 : normalité des résidus.

Source : Résultat obtenu à partir du logiciel EViews.

Les probabilités associées aux statistiques de Jarque-Bera (0,182 et 0,872) sont largement supérieures au seuil de 5 %. L'hypothèse de normalité des résidus est donc acceptée pour les deux modèles. Ce résultat valide l'utilisation des tests t et F et renforce la fiabilité des intervalles de confiance obtenus.

1.4 Test de stabilité structurelle des modèles

Les tests CUSUM et CUSUM of Squares développés par Brown, Durbin et Evans (1975) permettent d'identifier d'éventuelles instabilités structurelles dans les paramètres des modèles au cours de la période d'estimation. Le test CUSUM repose sur les sommes cumulées des résidus récursifs, tandis que le test CUSUM of Squares est fondé sur les sommes cumulées des carrés des résidus récursifs. Lorsque les courbes restent à l'intérieur des bandes critiques à 5 %, la stabilité des paramètres est confirmée.

Figure 3- 39: Test CUSUM — Modèle 1 (DP) Source : Output EViews.

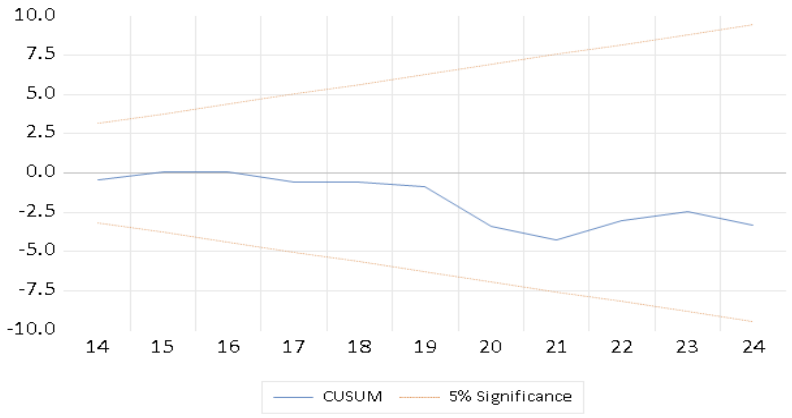
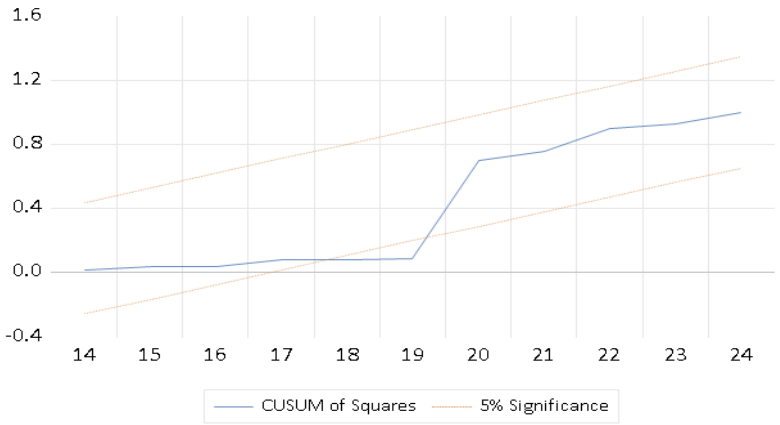


Figure 3- 40: Test CUSUM of Squares — Modèle 1 (DP) Source : Output EViews.



Pour le modèle 1, la courbe CUSUM demeure à l'intérieur des bandes critiques à 5 % durant l'ensemble de la période étudiée, ce qui confirme la stabilité des paramètres estimés. Le graphique CUSUM of Squares montre une légère sortie des bandes critiques entre 2019 et 2021, période marquée par la crise sanitaire du COVID-19 et l'effondrement des prix pétroliers. Ces événements exceptionnels n'affectent toutefois pas la stabilité structurelle globale du modèle. Des résultats similaires sont observés pour le modèle 2, confirmant également sa stabilité structurelle.

Tableau 3- 13: Synthèse des tests diagnostiques — Modèles 1 et 2

Test diagnostique	Modèle 1 (DP)	Modèle 2 (RP)	Verdict global
Autocorrélation (Breusch-Godfrey)	p = 0,313	p = 0,427	H_0 acceptée
Hétéroscédasticité (Breusch-Pagan)	p = 0,843	p = 0,396	H_0 acceptée
Normalité (Jarque-Bera)	p = 0,182	p = 0,872	H_0 acceptée
Stabilité (CUSUM)	Dans les bornes	Dans les bornes	Modèles stables

Source : Élaboré par l'étudiante à partir des résultats du logiciel EViews.

L'ensemble des tests diagnostiques confirme la qualité statistique des deux modèles estimés. Les résultats obtenus montrent que les résidus sont indépendants, homoscédastiques et normalement distribués, tandis que les paramètres demeurent stables au cours du temps. Ces résultats renforcent la robustesse des conclusions économiques issues des estimations économétriques.

2 Analyse économique de l'effet asymétrique des prix du pétrole

2.1 Analyse des chocs positifs des prix du pétrole

Les résultats des deux modèles NARDL montrent que les chocs positifs des prix du pétrole, c'est-à-dire les périodes de hausse des cours pétroliers, exercent un impact important, immédiat et hautement significatif sur les agrégats budgétaires algériens.

Pour les dépenses publiques (Modèle 1), le multiplicateur de long terme $L^+ = 60,76$ milliards de dinars par dollar de hausse du prix du baril constitue l'un des résultats majeurs de cette étude. Cet effet reflète le mécanisme de transmission directe des rentes pétrolières vers les dépenses publiques. Durant les périodes de boom pétrolier (2000-2008, 2011-2014 et 2021-2022), l'augmentation des ressources budgétaires a conduit les autorités algériennes à accroître significativement les salaires des fonctionnaires, les subventions aux produits énergétiques et alimentaires ainsi que les dépenses d'investissement dans les grands projets d'infrastructure.

Concernant les recettes publiques (Modèle 2), le multiplicateur $L^+ = 31,89$ milliards de dinars par dollar de hausse du prix du pétrole apparaît également hautement significatif ($t = 21,44$; $p = 0,000$). Ce résultat traduit la forte dépendance des recettes publiques algériennes à la conjoncture pétrolière, les recettes des hydrocarbures représentant historiquement une part importante des ressources budgétaires de l'État.

La comparaison entre les deux multiplicateurs positifs (60,76 pour les dépenses contre 31,89 pour les recettes) montre que les dépenses publiques réagissent plus fortement aux hausses des prix du pétrole que les recettes publiques. Cette différence structurelle contribue à accentuer les déséquilibres budgétaires lors des retournements du cycle pétrolier.

2.2 Analyse des chocs négatifs des prix du pétrole

L'analyse des chocs négatifs met en évidence des comportements différents selon qu'il s'agisse des dépenses ou des recettes publiques, illustrant le caractère asymétrique de la politique budgétaire algérienne.

Pour les dépenses publiques (Modèle 1), le multiplicateur $L^- = -5{,}00$ est statistiquement non significatif ($p = 0{,}125$). Ce résultat indique que les baisses des prix du pétrole ne provoquent pas de réduction significative des dépenses publiques à long terme. Cette rigidité à la baisse des dépenses peut s'expliquer par plusieurs facteurs institutionnels : l'importance de la masse salariale de la fonction publique, le poids des subventions généralisées ainsi que les engagements liés aux programmes d'investissement pluriannuels.

Face aux chocs pétroliers négatifs, les autorités algériennes ont généralement privilégié le recours aux réserves du Fonds de Régulation des Recettes (FRR), puis au financement monétaire non conventionnel et à l'endettement, plutôt qu'une réduction rapide des dépenses publiques.

Concernant les recettes publiques (Modèle 2), le multiplicateur $L^- = +4{,}53$, bien que positif et statistiquement significatif ($p = 0{,}003$), demeure nettement inférieur au multiplicateur positif ($L^+ = 31{,}89$). Ce signe positif peut être interprété par les mécanismes de compensation fiscale adoptés par l'État algérien lors des périodes de baisse des prix pétroliers. Les autorités ont notamment procédé à plusieurs ajustements fiscaux sur le secteur des hydrocarbures ainsi qu'au renforcement de la fiscalité ordinaire afin de limiter la détérioration des recettes publiques.

Ces mesures ont permis d'atténuer partiellement l'impact négatif des chocs pétroliers, sans toutefois compenser entièrement la diminution des recettes issues des hydrocarbures.

2.3 Analyse comparative des résultats des modèles

Tableau 3- 14: Tableau comparatif des résultats des deux modèles NARDL

Indicateur	Modèle 1 — DP	Modèle 2 — RP
Spécification retenue	NARDL(2,2,2) — AIC	NARDL(3,2,2) — SIC
Observations	32 (1993–2024)	32 (1993–2024)
R^2 ajusté	0,9263	0,9773
F-statistique globale	33,47 (significatif à 1 %)	96,21 (significatif à 1 %)
Bounds Test (F-stat.)	23,244 (significatif à 1 %)	23,628 (significatif à 1 %)
ECM — COINTEQ	-0,776 (significatif à 1 %)	-1,469 (significatif à 1 %)
Vitesse d'ajustement	77,6 % / an	Sur-ajustement
L^+ (multiplicateur LT, +)	60,76 (significatif à 1 %)	31,89 (significatif à 1 %)
L^- (multiplicateur LT, −)	-5,002 (non significatif)	+4,530 (significatif à 1 %)
Wald LT (asymétrie LT)	40,72 (significatif à 1 %)	76,81 (significatif à 1 %)
Wald CT (asymétrie CT)	6,54 (significatif à 5 %)	8,13 (significatif à 5 %)
Jarque-Bera (normalité)	p = 0,182 (acceptée)	p = 0,872 (acceptée)
Breusch-Godfrey (autocorr.)	p = 0,313 (absence d'autocorrélation)	p = 0,427 (absence d'autocorrélation)
Breusch-Pagan (hétéroscéd.)	p = 0,843 (homoscédasticité confirmée)	p = 0,396 (homoscédasticité confirmée)
Stabilité CUSUM	Stable	Stable

Note : Les niveaux de significativité sont indiqués directement dans le tableau.

Source : Élaboré par l'étudiante à partir des résultats du logiciel EViews.

2.4 Interprétation économique des résultats dans le contexte algérien

Les résultats obtenus s'inscrivent dans le cadre théorique de la malédiction des ressources naturelles ainsi que de la littérature relative au syndrome hollandais et aux économies rentières.

Premièrement, les résultats confirment l'existence d'une procyclicité budgétaire asymétrique en Algérie. La politique budgétaire apparaît fortement expansionniste durant les périodes de hausse des prix pétroliers, tandis que les ajustements budgétaires demeurent limités lors des chocs négatifs. Ce comportement génère une tendance structurelle au déséquilibre budgétaire, les dépenses publiques atteignant progressivement des niveaux difficiles à réduire durant les périodes de contraction.

Deuxièmement, l'écart entre les multiplicateurs positifs des dépenses publiques ($L^+ = 60,76$) et des recettes publiques ($L^+ = 31,89$) met en évidence un problème structurel de soutenabilité budgétaire. En période de boom pétrolier, les dépenses augmentent beaucoup plus rapidement que les recettes, ce qui crée des besoins de financement importants lors du retournement du cycle pétrolier. Cette dynamique a notamment contribué à l'épuisement du Fonds de Régulation des Recettes (FRR) entre 2015 et 2017 ainsi qu'au recours au financement monétaire non conventionnel entre 2017 et 2019.

Troisièmement, la non-significativité du coefficient associé aux chocs négatifs des prix du pétrole dans le modèle des dépenses publiques confirme l'existence de rigidités institutionnelles importantes dans la gestion budgétaire algérienne. Les engagements budgétaires contractés durant les périodes d'expansion — notamment les recrutements dans la fonction publique, les subventions et les grands projets d'investissement — deviennent difficilement réversibles, même en période de fortes contraintes budgétaires.

3 Résultats généraux et recommandations

3.1 Principaux résultats de l'étude

La présente étude avait pour objectif d'analyser l'effet asymétrique des prix du pétrole sur la politique financière en Algérie sur la période 1990-2024, en mobilisant le modèle économétrique NARDL (Nonlinear Autoregressive Distributed Lag). Deux modèles distincts ont été estimés : le premier avec les dépenses publiques (GGX) comme variable dépendante, et le second avec les recettes publiques (GGR). Les résultats empiriques obtenus permettent de dégager les enseignements suivants.

S'agissant des tests de stationnarité, les résultats des tests ADF et Phillips-Perron confirment que l'ensemble des séries temporelles retenues — les dépenses publiques, les recettes publiques, le PIB réel et le prix du pétrole Brent — sont non stationnaires en niveau et stationnaires en première différence, soit intégrées d'ordre un I(1). Cette propriété est compatible avec l'estimation d'un modèle NARDL, qui admet des variables d'ordre d'intégration mixte I(0) et I(1).

Concernant les tests de cointégration, les Bounds Tests appliqués aux deux modèles produisent des statistiques F très élevées (23,244 pour le premier modèle et 23,628 pour le second), largement supérieures aux valeurs critiques de la borne supérieure I(1) au seuil de signification de 1 %. Ces résultats confirment l'existence d'une relation de long terme stable entre les prix du pétrole, le PIB réel et chacun des deux agrégats des finances publiques.

Quant aux résultats d'estimation du premier modèle NARDL (dépenses publiques), les coefficients de long terme révèlent un effet asymétrique marqué. Une hausse des prix du pétrole d'un dollar par baril entraîne une augmentation des dépenses publiques de 60,76 milliards de dinars, tandis qu'une baisse de même ampleur ne génère qu'une réduction de 5,00 milliards de dinars. L'écart entre ces deux coefficients, attesté par un test de symétrie hautement significatif ($F = 40,72$; $p < 0,001$), traduit une rigidité structurelle à la baisse des dépenses publiques algériennes : l'État augmente fortement ses dépenses lors des booms pétroliers mais ne les réduit que très marginalement lors des contrechocs.

S'agissant du second modèle NARDL (recettes publiques), les coefficients de long terme indiquent qu'une hausse d'un dollar du prix du pétrole génère une augmentation des recettes publiques de 31,89 milliards de dinars, contre seulement 4,53 milliards de dinars en cas de baisse équivalente. Le test de symétrie confirme cette asymétrie de manière encore plus prononcée ($F = 76,81$; $p < 0,001$). Le terme de correction d'erreur (ECM = -1,469) indique une vitesse d'ajustement supérieure à 100 % par an, reflétant la réactivité directe et quasi automatique des recettes publiques aux variations des cours pétroliers.

Enfin, les tests diagnostiques réalisés sur les deux modèles — test de Breusch-Godfrey pour l'autocorrélation, test de Breusch-Pagan-Godfrey pour l'hétéroscédasticité, test de Jarque-Bera pour la normalité des résidus, et tests CUSUM pour la stabilité structurelle — concluent à la validité et à la robustesse des estimations. Les R^2 ajustés de 0,926 et 0,977 respectivement confirment l'excellent pouvoir explicatif des deux modèles.

3.2 Validation des hypothèses de recherche

Les hypothèses de recherche formulées en introduction de ce mémoire peuvent désormais être évaluées à la lumière des résultats empiriques obtenus:

- ✓ **La première hypothèse (H_1) :** selon laquelle les prix du pétrole exercent un effet significatif sur les dépenses publiques algériennes, est confirmée. Les coefficients associés aux composantes positive (PP^+) et négative (PP^-) du prix du pétrole sont statistiquement significatifs, et le Bounds Test valide l'existence d'une relation de long terme entre ces variables.
- ✓ **La deuxième hypothèse (H_2) :** portant sur l'effet significatif des prix du pétrole sur les recettes publiques, est également confirmée. La forte sensibilité des recettes publiques aux variations pétrolières, mesurée par un coefficient PP^+ de 31,89, témoigne de la dépendance structurelle des finances publiques algériennes aux revenus des hydrocarbures.
- ✓ **La troisième hypothèse (H_3) :** selon laquelle cet effet est asymétrique, les chocs positifs et négatifs n'ayant pas le même impact sur les finances publiques, est confirmée pour les deux modèles. Les tests de symétrie de Wald rejettent l'hypothèse nulle de symétrie au seuil de 1 %, tant sur le long terme que sur le court terme, validant ainsi le recours au modèle NARDL plutôt qu'au modèle ARDL linéaire.
- ✓ **La quatrième hypothèse (H_4) :** portant sur l'existence d'une relation de long terme entre les prix du pétrole et les agrégats des finances publiques, est confirmée par les Bounds Tests des deux modèles, dont les statistiques F dépassent largement les valeurs critiques les plus élevées.

En somme, l'ensemble des hypothèses de recherche est corroboré par les données, ce qui confère à nos résultats une cohérence empirique solide et les inscrit dans le prolongement de la littérature internationale sur la procyclicité des politiques financières dans les économies exportatrices de ressources naturelles.

3.3 Recommandations économiques

Sur la base des résultats empiriques dégagés, il nous paraît utile de formuler un ensemble de recommandations à l'intention des décideurs de politique économique en Algérie.

En premier lieu, l'instauration d'une règle financière contraignante s'impose comme une priorité. L'asymétrie observée dans la réponse des dépenses publiques aux chocs pétroliers, avec un coefficient de hausse (60,76) douze fois supérieur au coefficient de baisse (5,00), révèle

l'absence d'un mécanisme de lissage financier efficace. L'adoption d'une règle financière fondée sur un prix de référence du pétrole, accompagnée d'un plafond de dépenses structurelles, permettrait de discipliner les finances publiques et d'atténuer la procyclicité constatée. La reconstitution du Fonds de Régulation des Recettes (FRR), épuisé depuis 2017, devrait s'inscrire dans ce cadre institutionnel.

En deuxième lieu, la diversification des recettes fiscales hors hydrocarbures constitue un impératif structurel. La forte sensibilité des recettes publiques aux fluctuations pétrolières (coefficient PP^{+} = 31,89) illustre le degré élevé de vulnérabilité des finances publiques algériennes à des chocs exogènes qu'elles ne maîtrisent pas. Le développement de la fiscalité ordinaire — notamment à travers l'élargissement de l'assiette fiscale, le renforcement du recouvrement, la lutte contre l'économie informelle et la mise en place d'une taxe foncière effective — constitue un levier incontournable pour réduire cette dépendance.

En troisième lieu, une réforme structurelle des dépenses publiques est nécessaire pour en accroître la flexibilité. La rigidité à la baisse des dépenses, mise en évidence par un coefficient PP^{-} faible et non significatif, s'explique par la prédominance de postes incompressibles tels que les transferts sociaux, les subventions aux produits de première nécessité et la masse salariale de la fonction publique. Une réforme progressive du système de subventions, assortie d'un ciblage efficace des ménages vulnérables via des transferts monétaires directs, permettrait d'introduire davantage de souplesse dans la gestion des dépenses publiques sans compromettre la cohésion sociale.

En quatrième lieu, la promotion d'un secteur productif diversifié hors hydrocarbures représente la condition sine qua non d'une souveraineté financière durable. À long terme, la réduction de la corrélation entre les prix pétroliers et les finances publiques ne peut s'opérer que par une transformation structurelle profonde de l'économie algérienne. L'encouragement de l'investissement privé, la mise à niveau des entreprises nationales, le développement des exportations agricoles et industrielles, ainsi que l'essor du secteur numérique, constituent autant de leviers susceptibles de desserrer la contrainte pétrolière pesant sur les finances publiques.

3.4 Limites et perspectives futures de l'étude

❖ Limites de l'étude

Bien que cette étude nous ait permis d'apporter des éléments de réponse empiriquement fondés sur la question de l'effet asymétrique des prix du pétrole sur la politique financière en Algérie, nous reconnaissons un certain nombre de limites inhérentes à ce travail.

- La taille réduite de l'échantillon, limité à 35 observations annuelles sur la période 1990-2024, constitue une contrainte importante pour la puissance des tests statistiques et la précision des estimations. Une fréquence trimestrielle des données, si elle était disponible, aurait permis d'enrichir considérablement l'analyse.
- Le modèle NARDL, bien que plus performant que les modèles linéaires, ne capte que les asymétries liées au signe des chocs pétroliers (positifs versus négatifs), sans distinguer les asymétries liées à leur amplitude ni à leur durée. Un modèle Threshold NARDL aurait permis de pallier cette limite.
- L'analyse est conduite au niveau des agrégats globaux des finances publiques, ce qui ne permet pas de distinguer les dynamiques propres aux différentes composantes des dépenses publiques et des recettes publiques.
- Enfin, l'étude est limitée à un seul pays, ce qui restreint la portée de la généralisation des résultats. Une analyse comparative portant sur un panel de pays exportateurs de pétrole de la région MENA aurait permis de contextualiser davantage les conclusions obtenues.

❖ Perspectives futures de la recherche

Plusieurs pistes de recherche futures nous semblent particulièrement prometteuses pour enrichir et prolonger ce travail.

- Une décomposition des agrégats des finances publiques permettrait d'identifier quelles composantes des dépenses et des recettes sont les plus sensibles aux chocs pétroliers asymétriques, et d'affiner ainsi les recommandations de politique économique.
- L'application d'un modèle Threshold NARDL ou d'un modèle à changement de régime markovien offrirait une analyse plus fine des asymétries de taille et permettrait d'identifier d'éventuels effets seuils dans la transmission des chocs pétroliers aux finances publiques.
- Une étude comparative portant sur un panel de pays de la région MENA (Arabie Saoudite, Irak, Libye, Koweït) permettrait d'évaluer dans quelle mesure le

comportement financier asymétrique de l'Algérie est spécifique à ce pays ou constitue un trait commun aux économies rentières de la région.

- Enfin, l'intégration de variables institutionnelles — telles que le degré de transparence financière, la qualité de la gouvernance et l'indépendance de la banque centrale — dans le cadre d'analyse NARDL constituerait une extension théorique et empirique particulièrement pertinente pour comprendre les déterminants de l'asymétrie financière observée.

CONCLUSION GÉNÉRALE

Conclusion générale

La présente recherche avait pour objectif d'analyser l'effet asymétrique des variations du prix du pétrole sur la politique financière en Algérie. La question de recherche principale a été formulée de la manière suivante :

« En quoi les variations asymétriques du prix du pétrole influencent-elles la politique financière en Algérie à court et à long terme ? »

Pour répondre à cette problématique, nous avons structuré ce mémoire en trois chapitres complémentaires. Les deux premiers chapitres sont consacrés au cadre théorique et analytique, permettant d'établir les fondements nécessaires à la compréhension de la relation entre les prix du pétrole et la politique financière. Le troisième chapitre, de nature empirique, a confronté ce cadre théorique à la réalité de l'économie algérienne à travers l'estimation de deux modèles NARDL portant respectivement sur les dépenses publiques et les recettes publiques.

Dans le premier chapitre, nous avons établi le cadre théorique général de la politique financière et des chocs pétroliers. Nous avons défini les différents instruments de la politique financière — notamment les dépenses publiques, la fiscalité et la gestion de la dette — et analysé leur efficacité dans le cadre des modèles macroéconomiques classiques, notamment le modèle IS-LM. Nous avons ensuite examiné les mécanismes de transmission des chocs pétroliers à l'économie, en mettant en lumière les travaux fondateurs de Hamilton (1983), qui fut parmi les premiers à démontrer l'influence des chocs pétroliers sur l'activité économique, et de Mork (1989), qui mit en évidence l'existence d'une asymétrie dans la réaction des économies face aux variations des prix du pétrole. Enfin, les travaux de Kilian (2009) nous ont permis de souligner que la nature des chocs pétroliers joue un rôle déterminant dans leurs effets macroéconomiques.

Dans le deuxième chapitre, nous avons examiné le cas spécifique de l'Algérie, à travers l'analyse de la dynamique des prix du pétrole et de la vulnérabilité structurelle de l'économie nationale. Il est apparu que les hydrocarbures représentent historiquement entre 50 % et 70 % des recettes financières de l'État algérien, et plus de 90 % de ses exportations totales. Nous avons ensuite retracé l'évolution de la politique financière dans le cadre des réformes économiques successives, depuis le programme d'ajustement structurel des années 1990 jusqu'aux politiques de relance des années 2000, en passant par les plans quinquennaux financés par les rentes pétrolières. L'analyse des interactions entre la politique financière et les chocs pétroliers a confirmé la forte procyclicité des agrégats des finances publiques algériennes

: les périodes de hausse des cours pétroliers sont systématiquement associées à une expansion des dépenses et à des excédents financiers, tandis que les périodes de baisse se traduisent par des ajustements financiers importants et des déficits persistants.

Dans le troisième chapitre, nous avons procédé à l'étude économétrique de l'effet asymétrique des prix du pétrole sur la politique financière en Algérie, sur la période 1990-2024, en mobilisant le modèle NARDL (Nonlinear Autoregressive Distributed Lag) développé par Shin, Yu et Greenwood-Nimmo (2014). L'analyse descriptive préliminaire a mis en évidence la forte volatilité des agrégats des finances publiques, étroitement liée aux fluctuations des prix pétroliers. Les tests de stationnarité ADF et Phillips-Perron ont établi que l'ensemble des séries sont intégrées d'ordre un I(1), condition compatible avec l'estimation du modèle NARDL.

Les résultats de l'estimation des deux modèles NARDL constituent la contribution principale de ce mémoire. Concernant les dépenses publiques, le Bounds Test confirme l'existence d'une relation de cointégration de long terme ($F = 23,244$, supérieur à la borne critique de 7,063 au seuil de 1 %). Les coefficients de long terme révèlent une asymétrie prononcée : une hausse du prix du pétrole d'un dollar par baril entraîne une augmentation des dépenses publiques de 60,76 milliards de dinars, tandis qu'une baisse équivalente ne génère qu'une réduction de 5,00 milliards de dinars seulement. Cette asymétrie est confirmée par un test de symétrie de Wald hautement significatif ($F = 40,72$, $p < 0,001$).

Concernant les recettes publiques, les résultats sont tout aussi révélateurs. Le Bounds Test confirme la cointégration ($F = 23,628$), et les coefficients de long terme indiquent qu'une hausse du prix du pétrole génère une augmentation des recettes de 31,89 milliards de dinars, contre seulement 4,53 milliards de dinars en cas de baisse équivalente. L'asymétrie est encore plus prononcée que dans le premier modèle ($F = 76,81$, $p < 0,001$). Le terme de correction d'erreur négatif et significatif des deux modèles (respectivement -0,776 et -1,469) atteste de l'existence de mécanismes d'ajustement vers l'équilibre de long terme. L'ensemble des tests diagnostiques valident par ailleurs la robustesse et la fiabilité des deux estimations.

Ces résultats permettent de confirmer la thèse centrale de ce mémoire : la politique financière algérienne est fondamentalement procyclique et asymétrique face aux chocs pétroliers. L'État algérien amplifie ses dépenses lors des phases de hausse des cours pétroliers, mais ne les réduit que très marginalement lors des contrechocs. Les recettes publiques, quant à elles, réagissent directement et quasi automatiquement aux variations des prix, sans mécanisme de lissage efficace, ce qui expose les finances publiques à une vulnérabilité structurelle face aux chocs exogènes.

CONCLUSION GÉNÉRALE

Sur le plan des implications de politique économique, nos résultats militent en faveur d'une triple réforme. D'abord, l'adoption d'une règle financière fondée sur un prix de référence du pétrole, permettant de constituer des réserves lors des périodes d'expansion et de les mobiliser durant les périodes de crise. Ensuite, la diversification des recettes fiscales hors hydrocarbures, afin de réduire la sensibilité des finances publiques aux fluctuations pétrolières. Enfin, une réforme structurelle des dépenses publiques visant à accroître leur flexibilité, sans compromettre les objectifs sociaux fondamentaux.

Cette étude contribue à enrichir la littérature empirique relative à la relation entre les ressources pétrolières et les politiques financières dans les économies en développement, en apportant une contribution empirique importante à l'analyse de la nature asymétrique et procyclique de la politique financière algérienne sur des données récentes. Elle ouvre également des perspectives de recherche prometteuses, notamment l'extension de l'analyse à une décomposition fine des composantes des finances publiques, l'application de modèles Threshold NARDL, ainsi que la réalisation d'études comparatives sur un panel de pays de la région MENA.

BIBLIOGRAPHIE

BIBLIOGRAPHIE

I. Ouvrages en français

1. Blanchard Olivier, *Macroeconomics*, 7ème édition, Pearson Education, États-Unis, 2017.
2. Keynes John Maynard, *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*, Payot, Paris, 1942.
3. Musgrave Richard, *Théorie des finances publiques*, Economica, Paris, 1985.
4. OCDE, *La gouvernance publique et l'efficacité des politiques économiques*, OCDE Publications, Paris, 2015.

II. Ouvrages en anglais

5. Blanchard Olivier, *Macroeconomics*, 7th Edition, Pearson Education, United States, 2017.
6. Oxford Business Group, *The Report: Algeria 2014*, London: Oxford Business Group, 2014.
7. Ouchène B., *L'exploitation des hydrocarbures en Algérie : de la richesse à la croissance*, CIRIEC International, 2022.

III. Articles et revues en français

8. AMANI Ismail, « Cyclicité de la politique budgétaire en Algérie : une évaluation empirique par une modélisation ARDL », *Revue El-Bachaïr des Études Économiques*, vol. 7, n° 3, 2021.
9. AMANI Ismail et LARIDJI Amine, « Conduite et efficacité de la politique budgétaire en Algérie (1967–2014) », *Revue algérienne de finances publiques*, vol. 8, n° 1, décembre 2018.
10. Attouchi Manel, « L'impact des fluctuations des cours pétroliers dans un pays exportateur et un pays importateur du pétrole », *Journal des Études Économiques Contemporaines*, Vol. 05, N° 02, 2020.
11. BELMEDJAHED Nouara Nawel & BECHENNI Youcef, « Les fluctuations des prix du pétrole : Quelles conséquences sur l'économie algérienne ? », *Revue les cahiers du POIDEX*, Vol. 8, N° 12, 2019.

12. BENELMOUFFOK Souheila, « La loi organique 18-15 relative aux lois de finances : vers le renforcement du rôle du parlement dans le contrôle budgétaire », *Revue Dirassat Iqtissadiya*, Vol. 10, n° 01, 2023.

13. BENICHOU Mouffok & BEKHEDDA Leyla, « La transparence budgétaire comme levier de bonne gouvernance dans le secteur public en Algérie », *Revue Algérienne de Finances Publiques*, Vol. 12, n° 1, 2022.

14. Boulila et al., « L'effet asymétrique des prix du pétrole sur la politique financière et la croissance économique en Algérie (1990–2019) », *Revue ASJP*, Vol. 16, n° 2, 2020.

15. Bourioune Tahar, « Chute du prix du pétrole et perspective de l'économie algérienne en 2022 », *Les Cahiers du CREAD*, vol. 39, n° 1, 2023.

16. CHEKOURI Sidi Mohammed, BENBOUZIANE Mohamed et CHIBI Abderrahim, « Oil rents and institutional quality: empirical evidence from Algeria », *Topics in Middle Eastern and African Economies*, Vol. 19, n° 2, 2017.

17. CHEURFA Nabil, « Les finances publiques algériennes à l'épreuve de l'internationalisation du droit budgétaire et comptable », *Revue d'excellence pour la recherche en économie et en gestion*, Vol. 03, n° 02, 2020.

18. Kada Akacem et Mohamed Akacem, « Macroeconomic Stabilization Reform in Algeria: 1990–2011 », *Revue d'économie et de statistique appliquée*, vol. 10, n° 1, 2013.

19. Khelif Amor, « La réforme du secteur des hydrocarbures en Algérie : de la dépendance économique à la dépendance économique », *Revue algérienne des sciences juridiques et politiques*, vol. 37, n° 4, 2000.

20. MEZAOUR Amel & BELAID Dehbia, « Les fluctuations des prix du pétrole comme enjeu principal de la crise économique internationale », *Revue Industrial Economics Review*, Vol. 10, N° 02, 2020.

21. Miliani Yacine, « Étude de l'impact de la dépense publique sur l'emploi en Algérie entre 2000-2016 », *Revue algérienne d'économie et gestion*, vol. 14, n° 1, 2020.

22. Omrani Talal et Toumache Rachid, « L'impact de la chute des prix du pétrole sur le financement de l'économie algérienne », *Revue ElWahat pour les Recherches et les Études*, vol. 9, n° 2, 2016.

23. Tebani Amel, « Évaluation de la gestion et de l'efficacité du Fonds de Régulation des Recettes (FRR) à l'épreuve de la crise actuelle », *Revue El-Bachaïr des Études Économiques*, vol. 6, n° 1, 2020.

24. Touati Karima, « Impact du choc pétrolier de 2014 sur l'Algérie par l'approche des multiplicateurs de la Matrice de Comptabilité Sociale », *Revue des Sciences Économiques, de Gestion et des Sciences Commerciales*, vol. 10, n° 17, 2017.

25. ZABAT Mehdi et HAKOUM Leila, « La réforme budgétaire en Algérie instaurée par la loi organique relative aux lois de finances n° 18-15 », *ZAOULI*, n° 8, Vol. 4, 2024.

26. HADJ MOUSSA Nacima, « Fonds de régulation des recettes algérienne entre nécessité et gaspillage des ressources rares de l'État (2000-2020) », *Revue internationale de la performance économique*, Vol. 04, n° 03, 2021.

IV. Articles et revues en anglais

27. Arezki, R., & Ismail, K. "Boom-Bust Cycle, Asymmetrical Fiscal Response and the Dutch Disease", *Journal of Development Economics*, vol. 101, pp. 256-267, 2013.

28. Attouchi, K. « Oil Price Shocks and Fiscal Policy in Algeria: An Empirical Analysis », *Revue des Réformes Économiques et Intégration dans l'Économie Mondiale*, vol. 15, n° 2, 2021.

29. Boulila, G., Benbouziane, M., & Chekouri, S. M. « The Asymmetric Effect of Fiscal Policy and Oil Prices on GDP in Algeria: An NARDL Approach (1990-2019) », *Les Cahiers du MECAS*, vol. 16, n° 2, pp. 134-145, 2020.

30. Benhenda Nouha, Hamidi Khaled, « The Impact of Oil Swings on the Algerian Economy and Their Transmission Channels », *Economic Studies*, vol. 23, n° 1, 2023.

31. Villafuerte Mauricio et Lopez-Murphy Pablo, « Fiscal Policy in Oil Producing Countries During the Recent Oil Price Cycle », *IMF Working Paper*, n° WP/10/28, 2010.

32. International Monetary Fund (IMF), *Algeria: 2014 Article IV Consultation—Staff Report*, IMF Country Report No. 14/341, Washington, D.C., 2014.

33. Fonds monétaire international (FMI), *Algérie : Questions générales*, Rapport du FMI n° 24/89, Washington, avril 2024.

34. World Bank, *Algeria: Coping with the Oil Price Shock*, Washington, D.C., 2016.

35. Mirzoev Tokhir et Zhu Ling, *Rethinking Fiscal Policy in Oil-Exporting Countries*, IMF Working Paper n° WP/19/108, Washington, 2019.

V. Articles et revues en arabe

36. أحمد الحمزة، أمين البار، «العوامل والآليات المؤثرة في تحديد أسعار النفط»، *مجلة الحقوق والعلوم السياسية*، المجلد 9، العدد 1، 2022.

37. بلعايش ميادة وزير ريان، «تطور السياسة المالية في الجزائر ودورها في تحقيق الإصلاح الاقتصادي خلال الفترة (2000–2014)»، *مجلة البشائر الاقتصادية*، المجلد 03، العدد 03، سبتمبر 2017.

38. بلخضر عبد القادر، رحمون آدم، مقص سعد، «الخيارات الاستراتيجية للخروج من التبعية للمحروقات وتحقيق التنمية المستدامة»، *مجلة اقتصاد المال والأعمال*، المجلد 2، العدد 2، 2018.

39. بن بوزيان محمد، لخديمي عبد الحميد، «تغيرات سعر النفط والاستقرار النقدي في الجزائر: دراسة تحليلية اقتصادية وقياسية»، *مجلة الباحث الاقتصادي*، المجلد 1، العدد 1، 2013.

40. بن علي بلعزوز علي، ضالع دليلة، «أزمات النفط واتجاهات السياسة المالية في الجزائر»، *مجلة دراسات اقتصادية*، المجلد 7، العدد 2، 2013.

41. بوعبدلي ياسين، «التبعية المفرطة لقطاع المحروقات في الجزائر وأثرها على تدهور المؤشرات الاقتصادية: دراسة تحليلية للفترة(2000-2021) »، *مجلة العلوم الاقتصادية والتسيير والعلوم التجارية*، المجلد 16، العدد 01، 2023.

42. بوعرفة أسامة، بودالي بلقاسم، «تقييم فعالية السياسة المالية في الجزائر في ظل تقلبات أسعار النفط والغاز الطبيعي خلال الفترة 2000-2022»، *مجلة المالية والأسواق*، المجلد 11، العدد 02، 2024.

43. جمعي عبد القادر، «دور السياسة المالية في تفعيل الاقتصاد الوطني - حالة الجزائر والمغرب ومصر»، *مجلة دراسات اقتصادية*، المجلد 17، العدد 1، 01 فيفري 2017.

44. جهيدة العياطي، «تأثير أدوات السياسة المالية على النمو الاقتصادي: مقاربة قياسية للعلاقة بين أدوات السياسة المالية والنمو الاقتصادي في حالة الاقتصاد الجزائري»، *مجلة مجاميع المعرفة*، المجلد 3، العدد 1، 01 أفريل 2017.

45. جيلالي يوسف، «تصنيف وتوزيع النفقات العامة في الجزائر: دراسة مقارنة بين النظام الميزانياتي السابق والإصلاح الميزانياتي»، *مجلة الفكر القانوني والسياسي*، المجلد 7، العدد 2، 2023.

46. حراق مصباح، «فعالية السياسة المالية ودورها في تحقيق التوازن الاقتصادي»، *مجلة الاقتصاد الجديد*، العدد 06، ماي 2012.

47. حمدي محمد، «تشخيص الميزانية العامة للدولة ومكانتها في التشريع الجزائري»، *مجلة الدراسات القانونية والاقتصادية*، المجلد 02، العدد 02، 2020.

48. حداج موسى نعيمة، «صندوق ضبط الإيرادات الجزائرية بين الضرورة والتبذير في الموارد النادرة للدولة-2000 (2020»، *مجلة الأداء الاقتصادي الدولي*، المجلد 04، العدد 03، 2021.

49. ديب حفصة، قديد ياقوت، «أثر الصدمات النفطية على الاقتصاد الكلي في الجزائر خلال الفترة (1980-2020) باستخدام نموذج شعاع الانحدار الذاتي«VAR ، *مجلةMECAS* ، المجلد 19، العدد 1، جوان 2023.

50. دين مختارية، «فعالية السياسة المالية ودورها في تحقيق التنمية الاجتماعية«، *مجلة الاقتصاد والتنمية*، جامعة المدية، المجلد 06، العدد 02، 2018.

51. زحافي عدة، «أثر تقلبات أسعار النفط على الموازنة العامة في الجزائر«، *مجلة اقتصاد المال والأعمال*، المجلد 4، العدد 1، 15 جوان 2019.

52. زرمان محمد، غردي محمد، «السياسة المالية ودورها في مجابهة الصدمات النفطية وتحسين المناخ الاستثماري في الجزائر - دراسة تحليلية للفترة 2010-2020«، *المجلة الجزائرية للاقتصاد والتسيير*، المجلد 15، العدد 1، 30 جوان 2021.

53. زرواط فاطمة الزهراء، مناد محمد، «تطور النفقات العامة في الجزائر وأثرها على النمو الاقتصادي للفترة: 1999–2014«، *مجلةFinance & marchés* ، المجلد 2، العدد 1، 01 مارس 2015.

54. سراج وهيبة، «دراسة تحليلية لسياسة الإنفاق العام في الجزائر«، *مجلة الأكاديمية للدراسات الاجتماعية والإنسانية*، العدد 19، جانفي 2018.

55. شكري رجب العشماوي، «السياسة المالية المستدامة«، *دائرة المالية – حكومة دبي*، نوفمبر 2022.

56. شليحي الطاهر، بن موفق زروق، بن عطا الله لخضر، «السياسة المالية للجزائر بين أحكام قانون المالية 2016 وتوصيات صندوق النقد الدولي«، *مجلة البديل الاقتصادي*، المجلد 3، العدد 1، 20 جوان 2016.

57. ضيف أحمد، بن يحيى نسيمة، «تقويم تطور السياسة المالية في الجزائر من 1962 إلى 2019«، *المجلة الجزائرية للاقتصاد والمالية*، المجلد 4، العدد 1، أفريل 2017.

58. عدة زحافي، «أثر تقلبات أسعار النفط على الموازنة العامة في الجزائر«، *مجلة اقتصاد المال والأعمال*، المجلد 4، العدد 1، 15 جوان 2019.

59. عراب سمية، «تبعية الاقتصاد الجزائري لقطاع المحروقات وتحليل درجة تنوعه حسب مؤشر هرفندل-هيرشمان (H.H)خلال الفترة«(2001-2019) ، *مجلة التمويل والاستثمار والتنمية المستدامة*، المجلد 06، العدد 02، ديسمبر 2021.

60. العقون عبد الجبار، حفاصي سمير، «أثر الإيرادات العامة على النمو الاقتصادي في الجزائر: دراسة تحليلية قياسية خلال الفترة«(1990-2022) ، *المجلة العربية للأبحاث والدراسات في العلوم الإنسانية والاجتماعية*، المجلد 16، العدد 04، 2024.

61. فار عبد القادر، جاري فاتح، «سياسة الإنفاق العام في الجزائر وأثرها على النمو الاقتصادي خلال الفترة 2006-2016«، *مجلة أبعاد اقتصادية*، المجلد 8، العدد 1، 15 جويلية 2018.

62. قرومي حميد، بن لشهب حمزة، «الإنفاق العام ودوره في تحقيق الاستقرار الاقتصادي بالجزائر خلال الفترة 2000-2017»، *مجلة معارف*، المجلد 13، العدد 1، 2018.

63. قواوسي عبد المؤمن، بلعباس رابح، «تأثير تقلبات أسعار النفط على مؤشرات الميزانية العامة: دراسة قياسية لحالة الجزائر باستخدام نماذج«ARDL ، *مجلة المنهل الاقتصادي*، المجلد 05، العدد 01، 2022.

64. مجلخ سليم، بشيشي وليد، «تأثير تقلبات أسعار البترول على الإيرادات العامة في الجزائر: دراسة تحليلية خلال الفترة 2015/2004»، *مجلة الآفاق للدراسات الاقتصادية*، المجلد 02، العدد 02، جامعة 8 ماي 1945 قالمة، الجزائر، 01 سبتمبر 2017.

65. معلم جميلة وبلخباط جمال، «دور الدولة في الاقتصاد: بين ضرورة التدخل أو حتمية الانسحاب«، *مجلة الاقتصاد الصناعي*، المجلد 11، العدد 02، 2021.

66. نسيمة بن يحيى، «أثر صدمات أدوات السياسة المالية على النمو الاقتصادي في الجزائر«، *المجلة الجزائرية للاقتصاد والمالية*، المجلد 1، العدد 2، 15 سبتمبر 2014.

67. غالم محمد، «دور الإنفاق الحكومي في تحقيق التنمية الاقتصادية في الجزائر«، *المجلة الجزائرية للمالية العمومية*، المجلد 14، العدد 1، 2024.

VI. Textes législatifs et réglementaires

68. République Algérienne Démocratique et Populaire, *Loi organique n° 18-15 du 2 septembre 2018 relative aux lois de finances*, Journal Officiel de la République Algérienne, n° 52, 2018.

69. République Algérienne Démocratique et Populaire, *Loi n° 18-18 du 27 décembre 2018 portant loi de finances pour 2019*, Journal Officiel de la République Algérienne, 2018.

70. République Algérienne Démocratique et Populaire, *Loi de finances complémentaire pour l'année 2000 portant création du Fonds de Régulation des Recettes (FRR)*, Journal Officiel de la République Algérienne, 2000.

VII. Thèses et mémoires

71. FEDILA Karima, *L'impact des fluctuations du prix du pétrole sur la conduite de la politique monétaire en Algérie*, Mémoire de Master, Université Abderrahmane Mira de Béjaia, 2013.

72. HAMDAD Toufik, *Analyse des effets de la politique budgétaire sur la croissance économique en Algérie*, Thèse de doctorat en sciences économiques, Université Mouloud Mammeri de Tizi-Ouzou, 2024.

73. بوعوينه مولود، *الصدمات النفطية وأثرها على أهم متغيرات الاقتصاد الكلي في الجزائر: دراسة قياسية تحليلية خلال الفترة 1970–2016*، أطروحة دكتوراه، كلية العلوم الاقتصادية والعلوم التجارية وعلوم التسيير، جامعة الجزائر 3، 2018.

74. سعودي محمد، *أثر الصدمات الخارجية على فعالية السياسة المالية: دراسة حالة الجزائر (1990-2010)* ، أطروحة دكتوراه في علوم التسيير، جامعة الجزائر 3، 2014-2015.

75. مباني عبد المالك، *الجزائر في ظل تحولات الاقتصاد العالمي للمحروقات (دراسة تحليلية)*، أطروحة دكتوراه، جامعة الجزائر 03، 2014.

VIII. Sites web

76. Banque d'Algérie, *Bulletins statistiques annuels et rapports annuels*, disponible sur : https://www.bank-of-algeria.dz, consulté le 29/04/2026.

77. Boulila et al. (2020), article disponible sur la plateforme ASJP : https://asjp.cerist.dz/en/downArticlepdf/174/16/2/137474, consulté le 15/04/2026.

78. Chibi, Chekouri et Benbouziane (2019), *Working Paper* disponible sur EconStor : https://www.econstor.eu/bitstream/10419/261531/1/1687339902.pdf, consulté le 10/04/2026.

79. Mirzoev et Zhu (2019), *IMF Working Paper* WP/19/108, disponible sur : https://www.imf.org/-/media/Files/Publications/WP/2019/WPIEA2019108.ashx, consulté le 12/04/2026.

80. Université Mohamed Khider Biskra, *Les types des recettes publiques*, cours de finances publiques, disponible sur : http://archive.univ-biskra.dz, consulté le 05/04/2026.

81. WTRG Economics, *Oil Price History and Analysis*, disponible sur : www.wtrg.com, consulté le 26/04/2026.

82. Fonds Monétaire International (FMI), *World Economic Outlook Database (WEO)*, disponible sur : https://www.imf.org/en/publications/sprolls/world-economic-outlook-databases, consulté le 07/05/2026.

83. World Bank, *Commodity Price Data (Pink Sheet)*, disponible sur : https://www.worldbank.org/en/research/commodity-markets, consulté le 07/05/2026.

ANNEXES

Annexe 1: Base de données des variables du modèle

L'année	Les dépenses publiques (GGX.A) (Billions)	Les recettes publiques (GGR.A) (Billions)	PIB Réel (NGDP_R.A) (Billions)	Le solde budgétaire (GGXCNL_NGDP.A) (Units)	Le prix de pétrole Brent (OP) (Dollar/Baril)
1990	140.040	160.200	3727.588	3.351	23,68
1991	258.130	272.400	3682.857	1.525	20,07
1992	329.024	316.800	3741.782	-1.048	19,31
1993	420.684	320.100	3663.112	-7.790	17,02
1994	499.553	434.161	3630.144	-4.051	15,83
1995	629.090	600.847	3769.821	-1.298	17,07
1996	749.900	825.157	3913.074	2.698	20,65
1997	860.542	926.668	3956.118	2.192	19,09
1998	882.645	774.511	4157.880	-3.520	12,72
1999	1037.320	972.780	4290.932	-1.831	17,81
2000	1179.305	1578.159	4453.987	8.913	28,27
2001	1334.509	1479.104	4587.607	3.152	24,42
2002	1592.749	1603.284	4835.338	0.215	24,97
2003	1536.986	1947.437	5149.635	7.217	28,85
2004	1793.709	2215.165	5381.368	6.363	38,3
2005	2184.024	3080.695	5671.962	11.431	54,43
2006	2489.214	3639.905	5836.449	12.869	65,39
2007	3268.754	3725.646	6017.379	4.628	72,7
2008	4346.051	5253.052	6167.813	7.786	97,64
2009	4380.509	3667.483	6241.827	-6.529	61,86
2010	4640.492	4462.327	6541.435	-1.347	79,64
2011	6006.869	5838.342	6737.678	-1.058	110,94
2012	7050.227	6339.339	6899.382	-4.036	111,97
2013	6101.260	5957.546	7078.766	-0.788	108,86
2014	7113.742	5738.068	7368.996	-7.145	98,94
2015	7724.882	5104.736	7604.803	-13.879	52,37
2016	7355.316	5011.581	7901.391	-11.847	44,05
2017	7638.168	6047.885	8019.912	-7.547	54,39
2018	8222.845	6826.881	8132.190	-6.154	71,07
2019	8566.208	6601.576	8205.380	-8.509	64,03
2020	7839.467	5640.941	7795.111	-10.518	42,3
2021	8186.378	6597.535	8091.325	-6.317	70,44
2022	10473.070	9524.138	8382.613	-2.962	99,82

2023	12593.095	10735.470	8726.300	-5.516	82,62
2024	13281.079	8301.944	9049.173	-13.791	80,7

Annexe 2: Statistiques descriptives des variables de l'étude sous R

```
                                                vars  n    mean      sd  median
L'année                                            1 35 2007.00   10.25 2007.00
les dépenses publiques (GGX.A ) (Billions)         2 35 4363.02 3797.55 3268.75
les recettes publiques (GGR.A) (Billions)          3 35 3786.34 2903.09 3667.48
PIB réel  (NGDP_R.A  )  (Billions)                 4 35 5983.18 1781.91 6017.38
Le solde budgétaire (GGXCNL_NGDP.A  ) (Units)      5 35   -1.58    6.83   -1.35
Le prix de pétrole Brent (OP) (Dollar/Baril)       6 35   52.92   32.22   52.37
                                               trimmed     mad     min      max
L'année                                        2007.00   13.34 1990.00  2024.00
les dépenses publiques (GGX.A ) (Billions)     3987.29 4105.62  140.04 13281.08
les recettes publiques (GGR.A) (Billions)      3559.00 3529.18  160.20 10735.47
PIB réel  (NGDP_R.A  )  (Billions)             5940.58 2635.67 3630.14  9049.17
Le solde budgétaire (GGXCNL_NGDP.A  ) (Units)   -1.68    7.13  -13.88    12.87
Le prix de pétrole Brent (OP) (Dollar/Baril)    50.86   42.00   12.72   111.97
                                                 range skew kurtosis     se
L'année                                          34.00 0.00    -1.30   1.73
les dépenses publiques (GGX.A ) (Billions)    13141.04 0.62    -0.78 641.90
les recettes publiques (GGR.A) (Billions)     10575.27 0.43    -0.82 490.71
PIB réel  (NGDP_R.A  )  (Billions)             5419.03 0.08    -1.51 301.20
Le solde budgétaire (GGXCNL_NGDP.A  ) (Units)    26.75 0.19    -0.70   1.16
Le prix de pétrole Brent (OP) (Dollar/Baril)     99.25 0.39    -1.25   5.45
> 
```

TABLE DES MATIÈRES

Remerciements

Dédicaces

Sommaire **1**

Liste des abréviation ..... **II**

Liste des tableaux ..... **IV**

Liste des figure ..... **V**

Liste des annexes ..... **VII**

Résumé ..... **VIII**

Introduction générale ..... **A**

Chapitre I : Cadre théorique de la politique financière et des chocs pétroliers **1**

Introduction 2

Section 1 : Généralités sur la politique financière et ses instruments 3

1 Définition et objectifs de la politique financière 3

1.1 Définition de la politique financière 3

1.2 Les objectifs de la politique financière 4

2 Les types de politique financière 5

2.1 La politique financière basée sur le financement par déficit : 5

2.2 La politique financière basée sur le financement par excédent : 5

3 Mécanisme de la politique financière 6

3.1 La politique financière expansionniste 6

3.2 La politique financière restrictive : 7

4 Les instruments de la politique financière 7

4.1 Les dépenses publiques 8

4.1.1 Définition des dépenses publiques 8

4.1.2 Types des dépenses publiques 8

4.1.2.1 selon la nature de la dépense 8

4.1.2.2 selon l'objectif de la dépense 9

4.1.2.3 selon l'impact économique 9
4.1.3 Le rôle économique des dépenses publiques 9
4.2 Les recettes publiques 11
4.2.1 Définition des recettes publiques 11
4.2.2 Types des recettes publiques 12
4.2.2.1 les revenus du domaine de l'État 13
4.2.2.2 les recettes exceptionnelles 13
4.2.3 Le rôle des recettes publiques 14
4.3 Le budget de l'État 15
4.3.1 Définition du budget de l'État 15
4.3.2 L'importance du budget de l'État 16
4.3.3 Les types du budget 16
4.3.3.1 le budget de moyens 17
4.3.3.2 le budget de programmes et de performance 17
4.3.3.3 le budget de planification et de programmation 17
4.3.3.4 le budget base zéro 17
4.3.4 Les principes du budget de l'État 17
Section 2 : L'efficacité de la politique financière dans l'économie 18
1 Notion de l'efficacité de la politique financière 18
1.1 Définition de l'efficacité de la politique financière 18
1.2 Les objectifs de l'efficacité de la politique financière 19
1.3 Conditions de l'efficacité de la politique financière 20
2 Les déterminants de l'efficacité de la politique financière 21
2.1 Les déterminants économiques 21
2.2 Les déterminants institutionnels 23
2.3 Le rôle des anticipations des agents économiques 24
3 3. Analyse de l'efficacité de la politique financière à travers le modèle IS-LM 25
3.1 Présentation du modèle IS-LM 25

3.2 Impact de la politique financière sur l'équilibre macroéconomique 27

3.3 Interaction entre la politique financière et les chocs externes 29

Section 3 : L'impact des chocs pétroliers sur la politique financière 31

1 Cadre conceptuel des chocs pétroliers 31

1.1 Définition des chocs pétroliers 31

1.2 Typologie des chocs pétroliers 32

1.3 Causes des chocs pétroliers 32

1.3.1 Facteurs économiques 33

1.3.2 Facteurs politiques et géopolitiques 33

1.3.3 Facteurs liés au fonctionnement du marché pétrolier 34

2 Mécanismes de transmission des chocs pétroliers 34

2.1 Impact des chocs pétroliers sur les recettes publiques 34

2.2 Impact des chocs pétroliers sur les dépenses publiques 35

2.3 Impact des chocs pétroliers sur le solde budgétaire 36

3 Conséquences économiques et sociales des chocs pétroliers 38

3.1 Conséquences économiques des chocs pétroliers 38

3.2 Conséquences sociales des chocs pétroliers 39

3.3 Effets des chocs pétroliers sur les pays exportateurs et importateurs 40

3.3.1 Effets sur les pays exportateurs de pétrole 40

3.3.2 Effets sur les pays importateurs de pétrole 40

CHAPITRE II : L'IMPACT DES CHOCS PÉTROLIERS SUR LA POLITIQUE FINANCIÈRE EN ALGÉRIE 41

Introduction 42

Section 1 : Dynamique des prix du pétrole et vulnérabilité de l'économie algérienne 43

1 Évolution historique des prix du pétrole et chocs majeurs 44

1.1 Les grandes phases d'évolution des prix du pétrole 44

1.1.1 Première phase : stabilité organisée et domination des compagnies (1945 – début des années 1970) 44

1.1.2 Deuxième phase : chocs pétroliers et recomposition du marché (1973 – 1980) 44

1.1.3 Troisième phase : effondrement et réajustement du marché (1986)..... 45

1.1.4 Quatrième phase : intégration au cycle économique mondial (1990 – 2008) 46

1.1.5 Cinquième phase : instabilité structurelle et complexification du marché (2008 – à nos jours) 46

1.2 Les principaux chocs pétroliers mondiaux..... 47

1.2.1 Le choc pétrolier de 1973..... 47

1.2.2 Le choc pétrolier de 1979..... 48

1.2.3 Le choc pétrolier de 1986..... 48

1.2.4 Le choc pétrolier de 2008..... 48

1.2.5 Le choc pétrolier de 2014..... 49

1.2.6 Le choc pétrolier de 2020..... 49

1.3 Facteurs explicatifs des fluctuations des prix du pétrole 49

1.3.1 Les facteurs économiques 50

1.3.1.1 La demande mondiale de pétrole 50

1.3.1.2 L'offre mondiale de pétrole..... 50

1.3.2 Les facteurs géopolitiques..... 51

1.3.3 Les facteurs climatiques..... 51

1.3.4 Les facteurs structurels et organisationnels du marché..... 51

2 Le secteur pétrolier dans l'économie algérienne : Poids et dépendance 52

2.1 Contribution du secteur au PIB, aux exportations et aux recettes publiques 52

2.1.1 Contribution du secteur pétrolier au Produit Intérieur Brut (PIB) 52

2.1.2 Contribution du secteur pétrolier aux exportations 53

2.1.3 Contribution du secteur pétrolier aux recettes publiques..... 54

2.2 Le caractère rentier et la faible diversification économique 55

2.3 Sensibilité de l'économie aux chocs pétroliers 56

Section 2 : Évolution de la politique financière en Algérie dans le cadre des réformes économiques 58

1 Évolution de la politique financière en Algérie avant les réformes économiques (1970–1989) 59

1.1 Nature du système économique dirigé et rôle de l'État 59

1.1.1 Domination du secteur public et affirmation de la planification centrale :. 59

1.1.2 Subordination du secteur financier et bancaire aux orientations de l'État : 59

1.1.3 Absence des mécanismes de marché et limitation de l'initiative privée : .. 59

1.2 Structure des dépenses publiques et répartition sectorielle 60

1.3 Caractéristiques des recettes publiques et dépendance aux hydrocarbures 61

2 Les réformes économiques et la transition vers l'économie de marché en Algérie (1990–2000) 62

2.1 Crise de la dette et programmes d'ajustement structurel 62

2.1.1 Genèse de la crise et aggravation des déséquilibres économiques 62

2.1.2 Recours aux programmes d'ajustement structurel et ses motivations 63

2.1.3 Contenu des programmes d'ajustement structurel et leurs effets 63

2.2 Restructuration de la politique financière 64

2.2.1 Restructuration des recettes publiques 64

2.2.2 Restructuration des dépenses publiques 64

2.3 Effets des réformes sur les équilibres économiques 65

2.3.1 Effets sur les équilibres financiers 65

2.3.2 Effets sur l'activité économique 66

2.3.3 Limites des réformes et persistance des déséquilibres 66

3 Évolution de la politique financière en Algérie après les réformes (2000–à nos jours) 66

3.1 Effets de la hausse des prix du pétrole sur les finances publiques 66

3.2 Politiques de relance économique et expansion des dépenses publiques 68

3.3 Limites de la soutenabilité et persistance de la dépendance aux hydrocarbures 69

Section 3 : Interaction de la politique financière en Algérie avec les chocs pétroliers 71

1 Les modes de comportement de la politique financière face aux chocs pétroliers.... 71

1.1 Comportement de la politique financière en période de hausse des prix du pétrole 71

1.1.1 l'expansion des dépenses publiques 72

1.1.2 le lancement de programmes de relance et d'investissement..... 72

1.1.3 la faible orientation vers l'épargne 73

1.2 Comportement de la politique financière en période de baisse des prix du pétrole 73

1.2.1 le recours à des politiques d'austérité et de rationalisation des dépenses publiques 74

1.2.2 la réduction des dépenses d'investissement comme variable d'ajustement 74

1.2.3 la recherche de sources de financement alternatives 75

1.3 Caractéristiques du comportement budgétaire en Algérie 75

1.3.1 Le caractère procyclique de la politique budgétaire 76

1.3.2 La dépendance structurelle aux recettes des hydrocarbures 76

1.3.3 Le caractère expansionniste de la politique budgétaire 76

1.3.4 La vulnérabilité aux chocs externes..... 76

1.3.5 L'absence d'anticipation et de planification à long terme 76

1.3.6 La faiblesse de la diversification économique 77

1.3.7 L'instabilité macroéconomique 77

2 Le rôle du cadre institutionnel dans l'orientation de la politique budgétaire..... 77

2.1 Les instruments de gestion des recettes pétrolières : Le Fonds de régulation des recettes (FRR) 77

2.2 Les règles de gestion budgétaire en Algérie..... 79

2.2.1 Absence de règles budgétaires strictes..... 79

2.2.2 Faiblesse de la planification à moyen et long terme..... 79

2.2.3 Influence des décisions politiques 80

2.3 Problématique de la gouvernance et de la transparence 80

3 Les contraintes de la politique financière face aux chocs pétroliers 81

3.1 Contraintes structurelles 81
3.2 Contraintes financières et économiques 82
3.3 Contraintes institutionnelles 83

Chapitre III : Étude économétrique de l'effet asymétrique des prix du pétrole sur la politique financière en Algérie 84

Introduction du chapitre 85
Section 1 : Étude descriptive et méthodologique du modèle économétrique 86
1 Méthodologie de l'étude et choix du modèle économétrique 86
1.1 La méthodologie de recherche adoptée 86
1.2 Présentation théorique du modèle NARDL 86
1.3 Les avantages et conditions d'application du modèle NARDL 88
1.4 Justification du choix du modèle NARDL dans l'étude 89
2 Présentation des données et des variables de l'étude 90
2.1 Présentation des variables dépendantes 90
2.1.1 Les dépenses publiques (DP) 90
2.2 Présentation des variables explicatives 91
2.2.1 Le prix du pétrole (PP) 91
2.2.2 Le produit intérieur brut réel (RPIB) 91
2.3 Sources des données et période d'étude 92
2.4 Formulation économique et mathématique des modèles 93
3 Étude statistique descriptive des variables 94
3.1 Analyse graphique des séries temporelles 94
3.2 Analyse des statistiques descriptives 97
3.3 Étude de la corrélation entre les variables 98
3.4 Analyse des caractéristiques des séries temporelles 99
Section 2 : Estimation économétrique des modèles de l'étude 101
1 Tests préliminaires des séries temporelles 101
1.1 Test de stationnarité ADF (Augmented Dickey-Fuller) 101

1.2 Test de stationnarité Phillips-Perron (PP) 103
1.3 Détermination de l'ordre d'intégration des variables 105
1.4 Détermination du nombre optimal de retards 105
2 Estimation du premier modèle économétrique (Dépenses Publiques) 107
2.1 Construction du premier modèle 107
2.2 Test de cointégration (Bounds Test) 108
2.3 Estimation des relations de court et de long terme 110
2.4 Analyse et interprétation des résultats du premier modèle 112
3 Estimation du deuxième modèle économétrique (Recettes publiques) 114
3.1 Construction du deuxième modèle 114
3.2 Test de cointégration (Bounds Test) 115
3.3 Estimation des relations de court et de long terme 116
3.4 Analyse et interprétation des résultats du deuxième modèle 118
Section 3 : Validation des modèles et analyse économique des résultats 120
1 Tests diagnostiques et stabilité des modèles 120
1.1 Test d'autocorrélation des résidus 120
1.2 Test d'hétéroscédasticité 121
1.3 Test de normalité des résidus 122
1.4 Test de stabilité structurelle des modèles 123
2 Analyse économique de l'effet asymétrique des prix du pétrole 125
2.1 Analyse des chocs positifs des prix du pétrole 125
2.2 Analyse des chocs négatifs des prix du pétrole 126
2.3 Analyse comparative des résultats des modèles 127
2.4 Interprétation économique des résultats dans le contexte algérien 128
3 Résultats généraux et recommandations 128
3.1 Principaux résultats de l'étude 128
3.2 Validation des hypothèses de recherche 130
3.3 Recommandations économiques 130

3.4 Limites et perspectives futures de l'étude 132

CONCLUSION GÉNÉRALE 134

BIBLIOGRAPHIE 138

ANNEXES 146

TABLE DES MATIÈRES 149